Recueil
STATISTIQUE
2021

Caisse de Retraite et de Prévoyance
des Clercs et Employés de Notaires
5 bis rue de Madrid
75395 PARIS Cedex 08
www.crpcen.fr

CRPCEN
Caisse de Retraite et de Prévoyance
des Clercs et Employés de Notaires

SOMMAIRE

1 FINANCEMENT 3

LES COTISANTS SALARIÉS 3

1 • Démographie des cotisants salariés 3
2 • Activité des cotisants salariés 6
3 • Les employeurs 11
4 • Salaires des cotisants salariés 14
5 • Les chômeurs 14

LES COTISATIONS 17

1 • Évolution des cotisations sur salaires et sur pensions (en M€) 17
2 • Évolution des cotisations sur émoluments (en M€) 18
3 • Évolution des impôts et taxes et des cotisations prises en charge par l'État (en M€) 18
4 • CSG (en M€) 19
5 • Évolution de l'encaissement des cotisations (en M€) 19
6 • Répartition du chiffre d'affaires par département 20
7 • Montant des créances en contentieux (en M€) 21

2 ASSURANCE VIEILLESSE 22

LES CARACTÉRISTIQUES DES RETRAITÉS 22

1 • Les retraités 22
2 • Structure et évolution des nouveaux retraités 30
3 • Durée d'activité et montant des pensions 35
4 • Rachat d'années d'études 41
5 • Surcote / décote 41
6 • Nombre de majorations pour enfants 42
7 • Les pensions d'invalidité 43

LES PRESTATIONS VIEILLESSE 44

1 • Les dépenses 44

3 ASSURANCE MALADIE 46

LA POPULATION PROTÉGÉE 46

1 • Les bénéficiaires (assurés et ayants droit) 46
2 • Les assurés 54
3 • Les ayants droit 57

LES PRESTATIONS MALADIE 59

1 • Les dépenses 59

4 ACTION SANITAIRE ET SOCIALE 67

1 • Répartition des aides 67
2 • Nombre et montant des aides diverses 68

5 PRÉVENTION 69

1 • Répartition des actions de prévention 69
2 • Taux de participation aux actions de prévention 70
3 • Dépenses pour les actions de prévention 70

6 COMPENSATION 71

1 • Évolution des montants de compensation 71

GLOSSAIRE 73

1 FINANCEMENT

Au 31 décembre 2021, le régime compte **69 151** cotisants salariés, soit une progression de **+11 %** par rapport à la situation en fin d'année 2020. **85 %** des cotisants sont des femmes et l'âge moyen pour l'ensemble des salariés est de **39 ans et 3 mois.**

Les salariés du notariat sont principalement des techniciens (**52 %** des cotisants).

89 % des salariés travaillent à temps plein. **12 %** des femmes exercent leur activité à temps partiel contre **7 %** des hommes.

Le chiffre d'affaires déclaré par les notaires au 4e trimestre 2021 atteint **2,83 Md€** contre **2,71 Md€** en 2020, soit une augmentation de **+4,52 %** par rapport au 4e trimestre 2020. En cumul depuis le début de l'année, l'activité des notaires progresse de **+20,15 %** par rapport à 2020, soit **9,98 Md€** de chiffre d'affaires en 2021 contre **8,31 Md€** en 2020.

En cumul de janvier à décembre 2021, la masse salariale déclarée par les études atteint **2,36 Md€** et évolue de **+12,7 %** par rapport à la même période de 2020 (**2,09 Md€**). La comparaison par rapport à l'année 2019, année de référence pour la profession, reste très favorable. Par rapport à 2019, qui affichait une masse salariale de **2,20 Md€**, la hausse atteint **+7,20 %** entre 2021 et 2019.

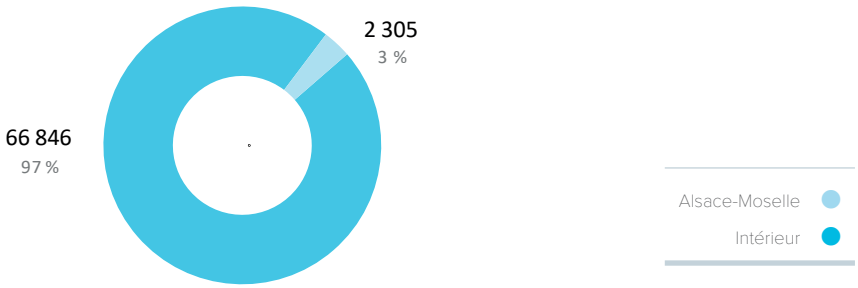
En 2021, le montant des encaissements atteint plus de **1,32 Md€**, en hausse de **+16,50 %** par rapport à la même période en 2020, soit **+186 M€** de produits de cotisations supplémentaires (cotisations sur salaires et taxe sur le chiffre d'affaires) au titre de l'exercice 2021.

LES COTISANTS SALARIÉS

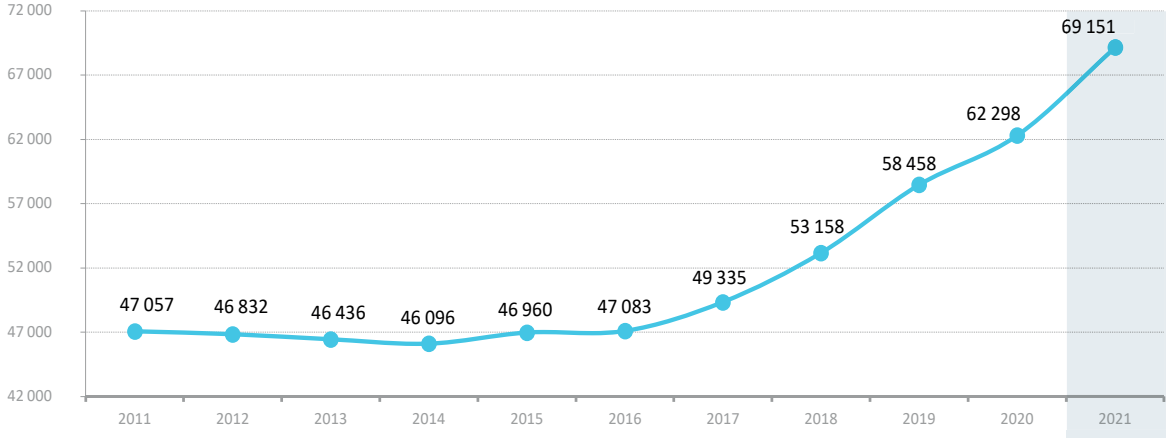
1 • DÉMOGRAPHIE DES COTISANTS SALARIÉS

Répartition des cotisants salariés par régime

69 151
cotisants salariés

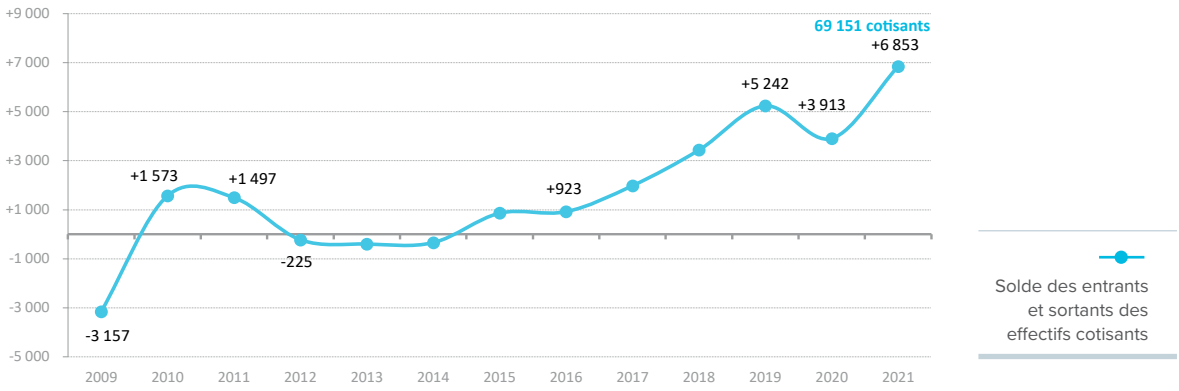


Évolution

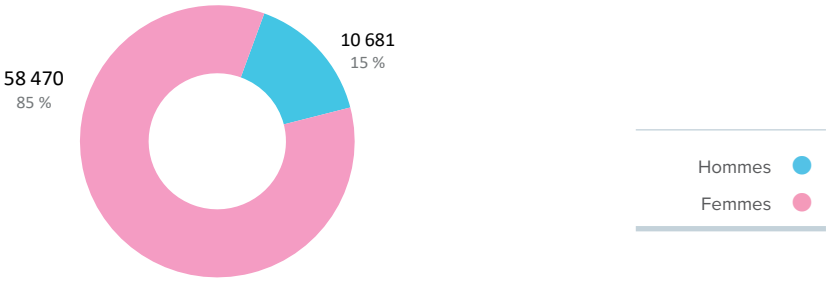


1 FINANCEMENT

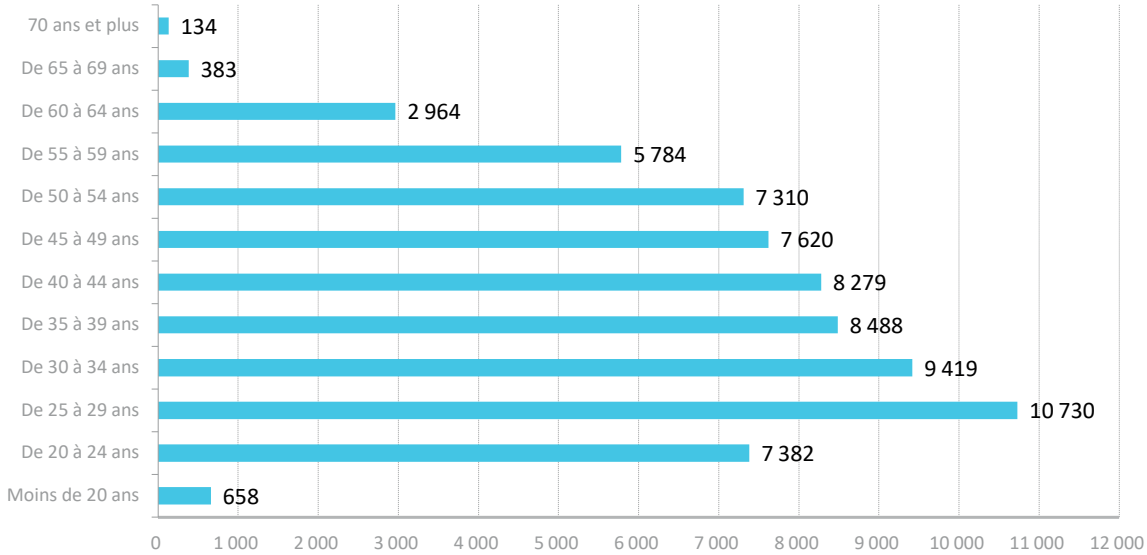
Évolution des entrants et sortants des effectifs cotisants



Répartition par sexe

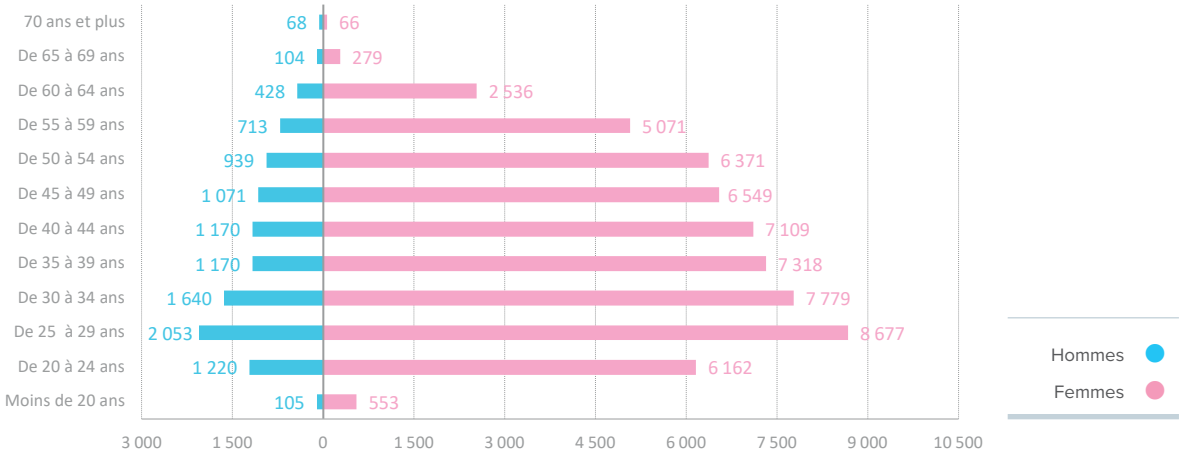


Répartition par classes d'âge



1 FINANCEMENT

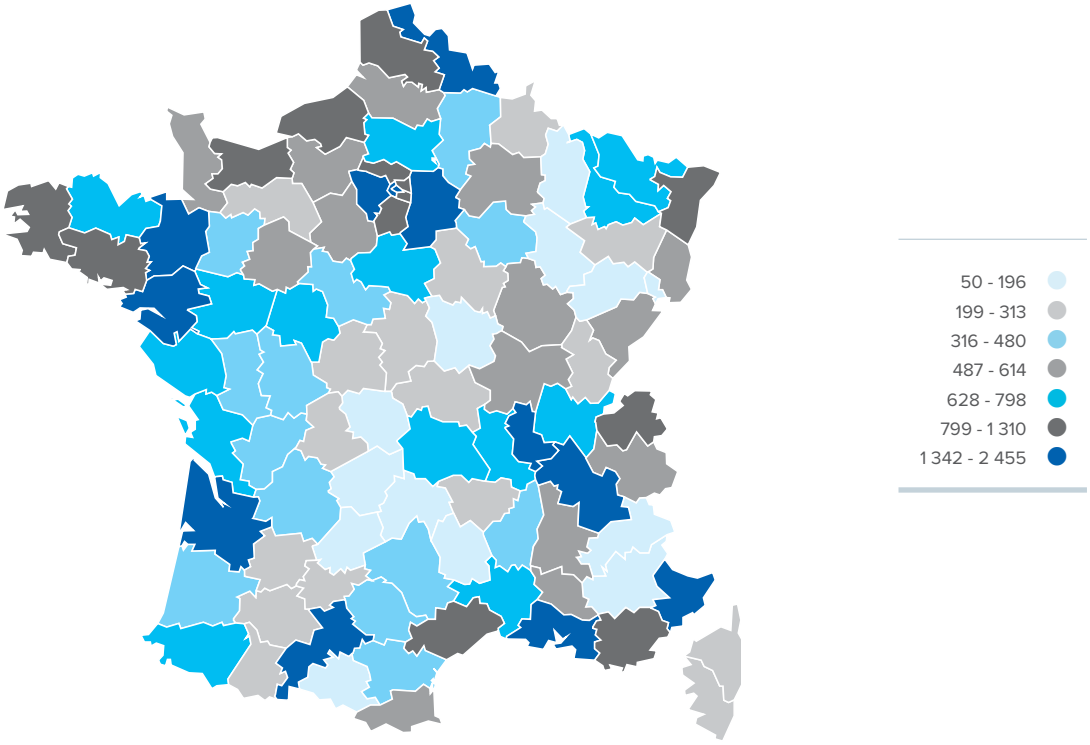
Pyramide des âges



Âge moyen et médian par sexe

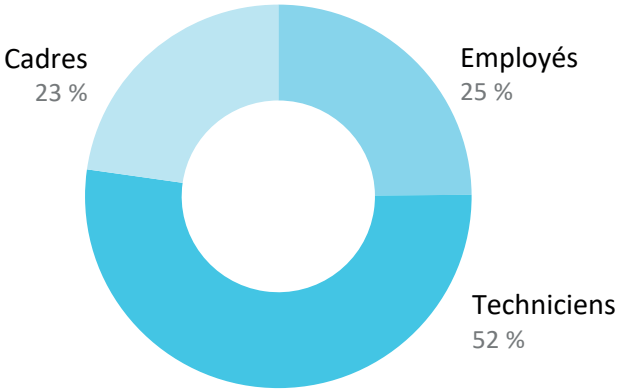
	Hommes	Femmes	Ensemble
Moyenne	38 ans et 2 mois	39 ans et 5 mois	39 ans et 3 mois
Médiane	36 ans	39 ans	38 ans

Répartition par département de résidence

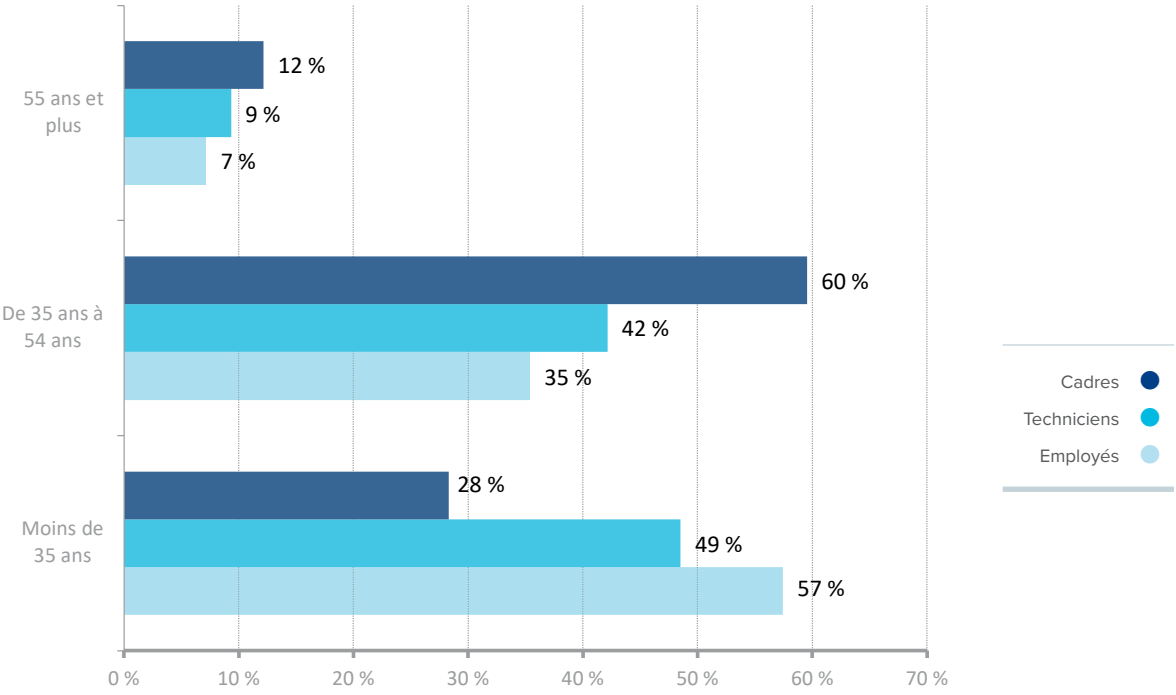


2 • ACTIVITÉ DES COTISANTS SALARIÉS

Répartition par CSP

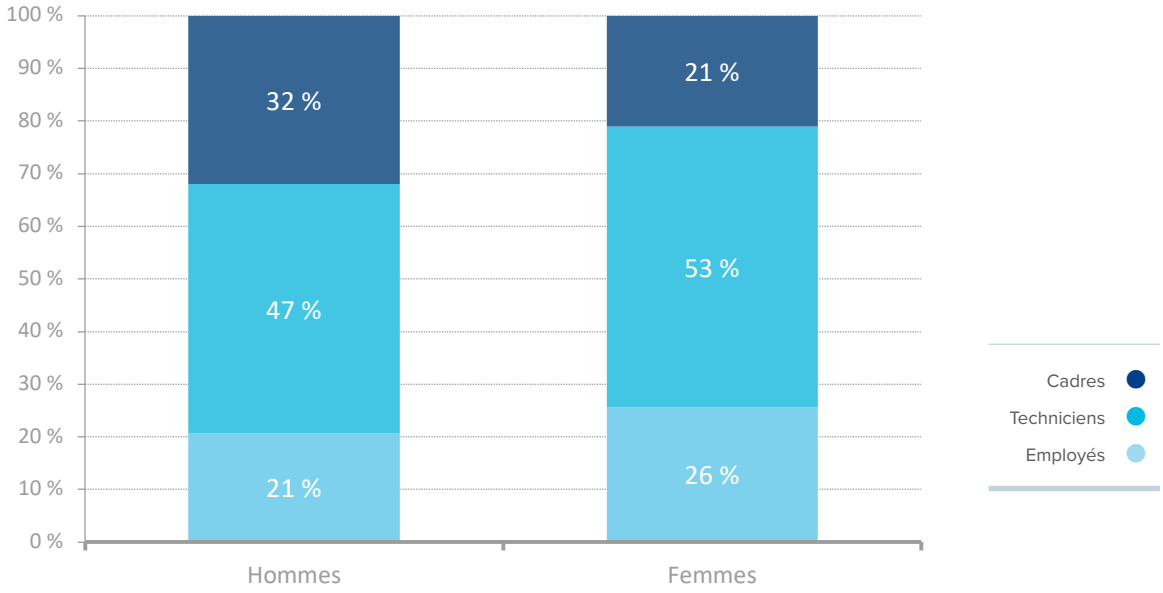


Répartition par CSP et par tranches d'âge



1 FINANCEMENT

Répartition par CSP et par sexe



Taux d'emploi des seniors

Actifs et retraités	Taux d'emploi
Âgés de 55 à 59 ans	74,24 %
Âgés de 60 à 64 ans	18,46 %
Âgés de 55 à 64 ans	36,74 %

Le taux d'emploi des seniors est obtenu en divisant le nombre de personnes actives occupées âgées de 55 à 64 ans par la population totale de la même tranche d'âge (salariés, chômeurs et retraités de droits directs). Un calcul identique a été réalisé pour les tranches d'âges de 55 à 59 ans et de 60 à 64 ans.

Durée d'activité par sexe dans le régime

	Hommes	Femmes	Ensemble
Moyenne	10 ans	12 ans et 1 mois	11 ans et 9 mois
Médiane	7 ans et 2 mois	10 ans et 6 mois	9 ans et 11 mois

1 FINANCEMENT

Répartition des salariés hommes par durée d'activité et par classes d'âge

	Moins de 10 ans	De 10 à 19 ans	De 20 à 29 ans	De 30 à 39 ans	Plus de 40 ans	Total
Moins de 20 ans	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
De 20 à 24 ans	3,21 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	3,21 %
De 25 à 29 ans	15,86 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	15,86 %
De 30 à 34 ans	17,50 %	0,22 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	17,72 %
De 35 à 39 ans	8,42 %	4,27 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	12,69 %
De 40 à 44 ans	4,67 %	8,05 %	0,31 %	0,00 %	0,00 %	13,03 %
De 45 à 49 ans	3,45 %	5,55 %	3,35 %	0,00 %	0,00 %	12,35 %
De 50 à 54 ans	2,53 %	2,83 %	5,06 %	0,43 %	0,00 %	10,84 %
De 55 à 59 ans	1,51 %	1,62 %	2,22 %	2,84 %	0,03 %	8,21 %
De 60 à 64 ans	0,93 %	1,02 %	0,61 %	1,79 %	0,34 %	4,68 %
De 65 à 69 ans	0,33 %	0,29 %	0,23 %	0,16 %	0,14 %	1,15 %
70 ans et plus	0,18 %	0,08 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,26 %
TOTAL	58,57 %	23,92 %	11,78 %	5,21 %	0,51 %	100 %

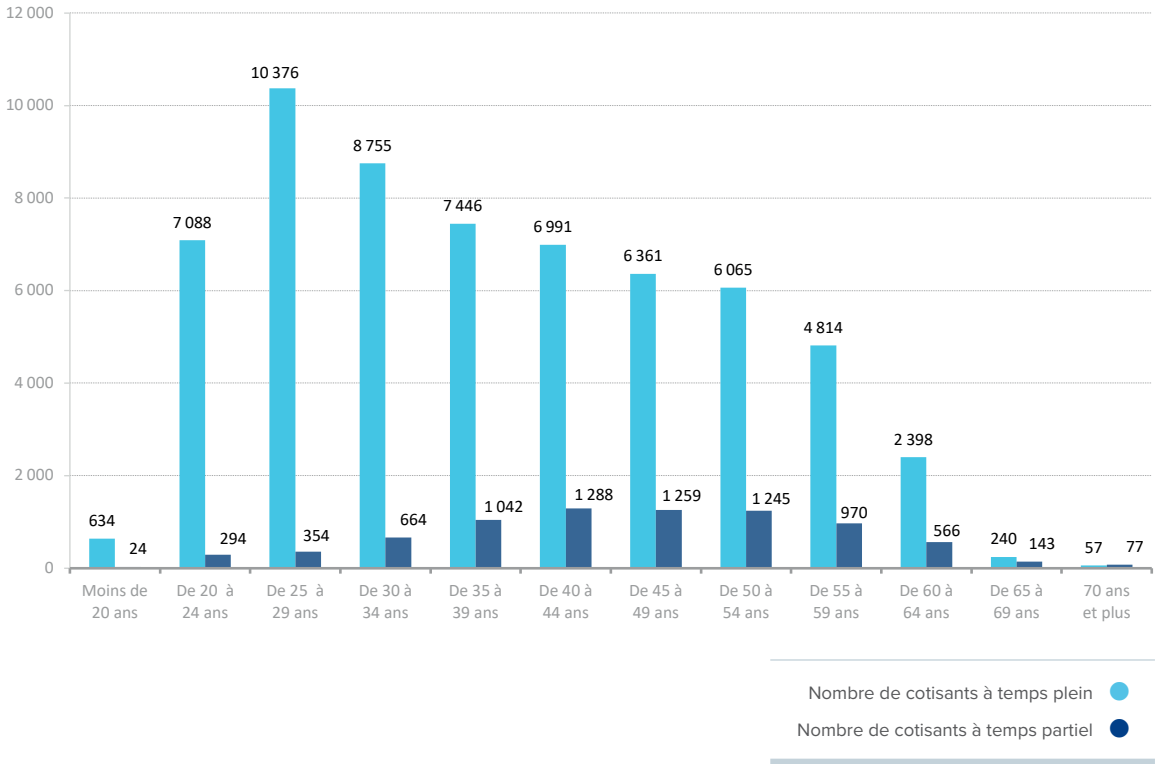
Répartition des salariées femmes par durée d'activité et par classes d'âge

	Moins de 10 ans	De 10 à 19 ans	De 20 à 29 ans	De 30 à 39 ans	Plus de 40 ans	Total
Moins de 20 ans	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
De 20 à 24 ans	2,90 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,90 %
De 25 à 29 ans	12,87 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	12,87 %
De 30 à 34 ans	13,81 %	0,39 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	14,20 %
De 35 à 39 ans	7,71 %	6,21 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	13,91 %
De 40 à 44 ans	3,94 %	9,32 %	0,68 %	0,00 %	0,00 %	13,94 %
De 45 à 49 ans	2,98 %	5,64 %	4,56 %	0,00 %	0,00 %	13,18 %
De 50 à 54 ans	2,35 %	3,58 %	5,53 %	1,56 %	0,00 %	13,03 %
De 55 à 59 ans	1,47 %	2,16 %	2,26 %	4,48 %	0,03 %	10,39 %
De 60 à 64 ans	0,52 %	0,96 %	0,82 %	1,84 %	0,88 %	5,01 %
De 65 à 69 ans	0,05 %	0,15 %	0,10 %	0,14 %	0,09 %	0,54 %
70 ans et plus	0,00 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,02 %
TOTAL	48,62 %	28,41 %	13,95 %	8,02 %	1,00 %	100 %

1 FINANCEMENT

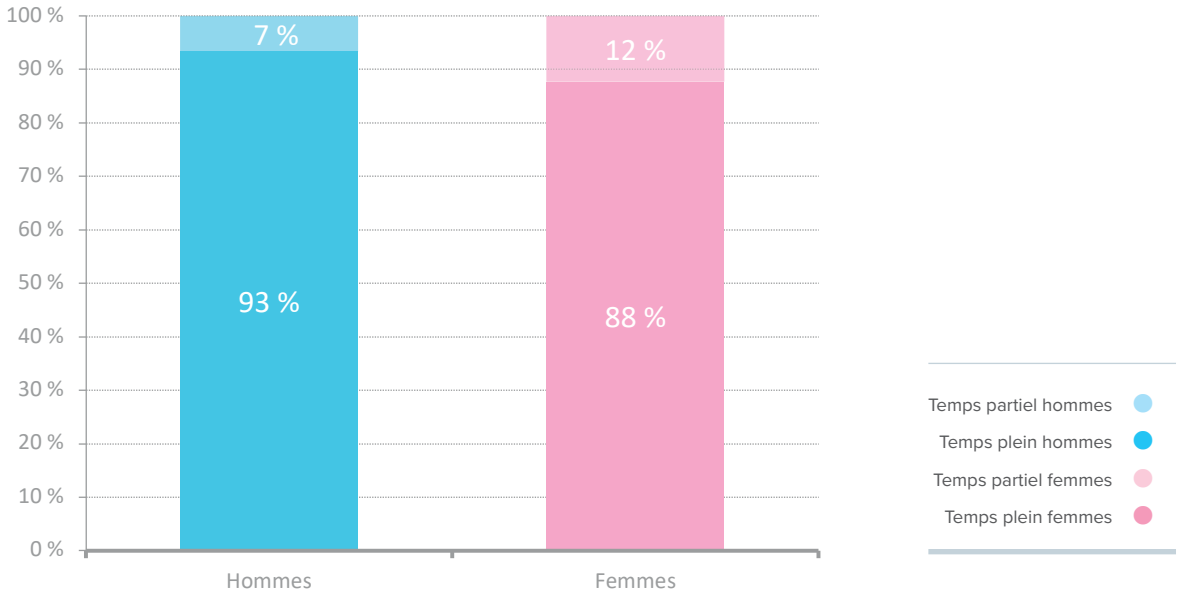
Répartition en fonction du temps de travail et par classes d'âge

	Nombre de cotisants à temps plein	Nombre de cotisants à temps partiel	Nombre total de cotisants	Part des salariés à temps partiel sur le nombre de salariés total	Part des salariés à temps plein sur le nombre de salariés total
Moins de 20 ans	634	24	658	3,65 %	96,35 %
De 20 à 24 ans	7 088	294	7 382	3,98 %	96,02 %
De 25 à 29 ans	10 376	354	10 730	3,30 %	96,70 %
De 30 à 34 ans	8 755	664	9 419	7,05 %	92,95 %
De 35 à 39 ans	7 446	1 042	8 488	12,28 %	87,72 %
De 40 à 44 ans	6 991	1 288	8 279	15,56 %	84,44 %
De 45 à 49 ans	6 361	1 259	7 620	16,52 %	83,48 %
De 50 à 54 ans	6 065	1 245	7 310	17,03 %	82,97 %
De 55 à 59 ans	4 814	970	5 784	16,77 %	83,23 %
De 60 à 64 ans	2 398	566	2 964	19,10 %	80,90 %
De 65 à 69 ans	240	143	383	37,34 %	62,66 %
70 ans et plus	57	77	134	57,46 %	42,54 %
TOTAL	61 225	7 926	69 151	11,46 %	88,54 %

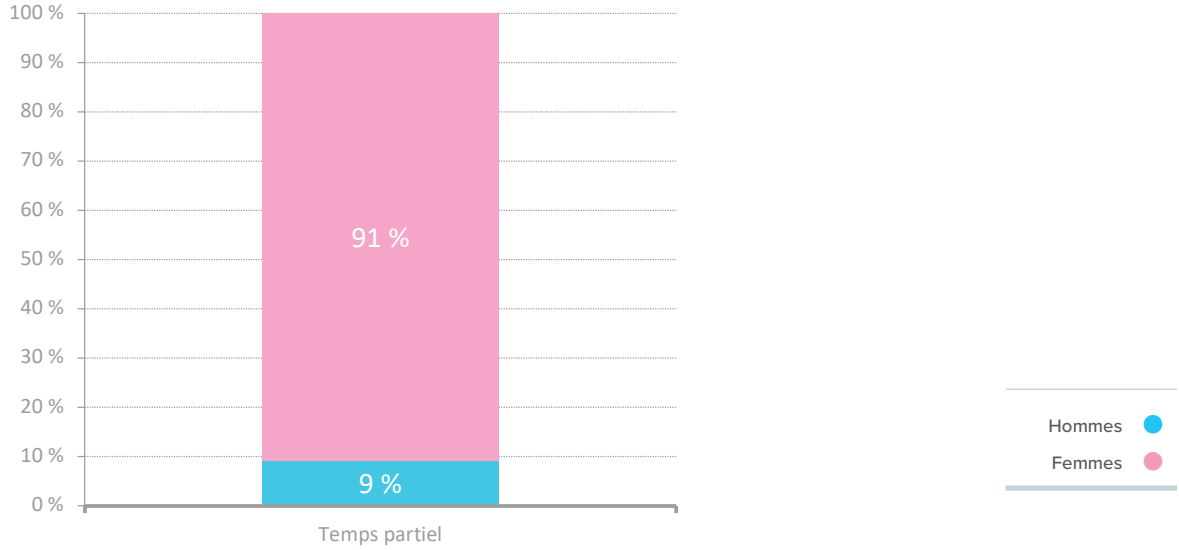


1 FINANCEMENT

Répartition en fonction du temps de travail et par sexe



Répartition des contrats à temps partiel par sexe



***9 %** des salariés à temps partiel sont des hommes, **91 %** des femmes.*

3 • LES EMPLOYEURS

Nombre de salariés par étude

6 838
études et organismes assimilés

	Nombre de salariés par étude
Minimum	1
Moyenne	11
Médiane	8
Maximum	309

Répartition des études selon le nombre de salariés

	En nombre	En pourcentage
0 salarié	549	8 %
1 salarié	457	7 %
De 2 à 5 salariés	1 739	26 %
De 6 à 10 salariés	1 584	24 %
De 11 à 15 salariés	975	15 %
De 16 à 20 salariés	511	8 %
Supérieur à 20 salariés	819	12 %
TOTAL	**6 634**	**100 %**

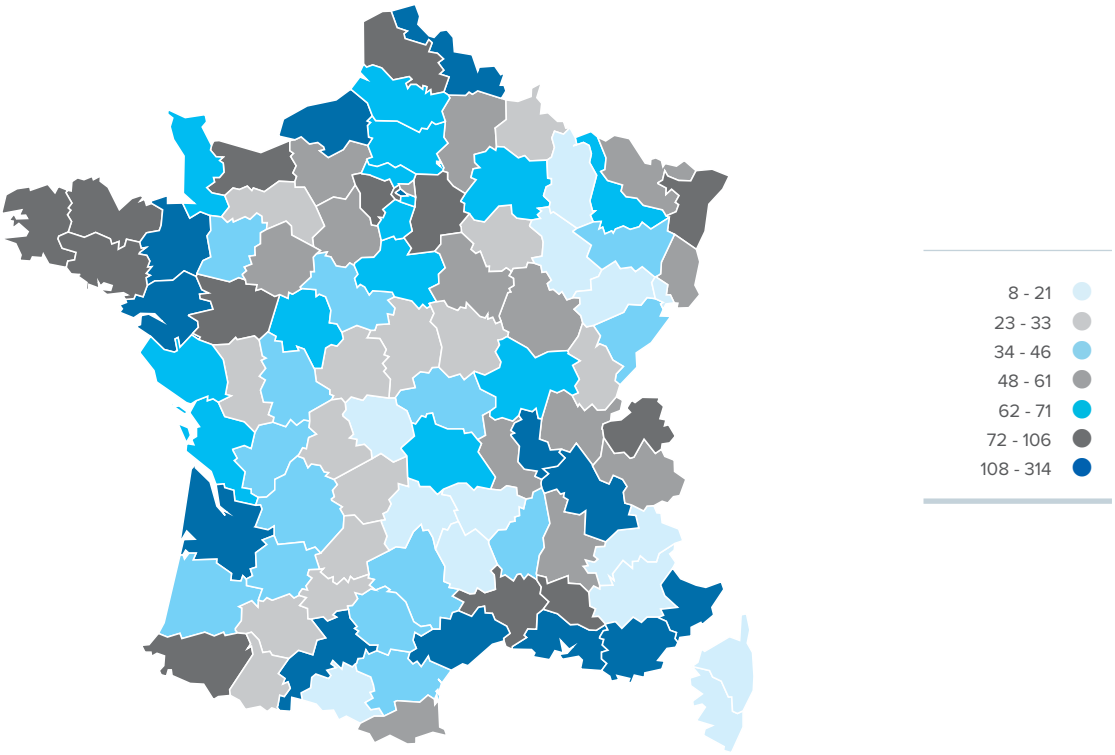
Répartition des offices notariaux

204
organismes assimilés

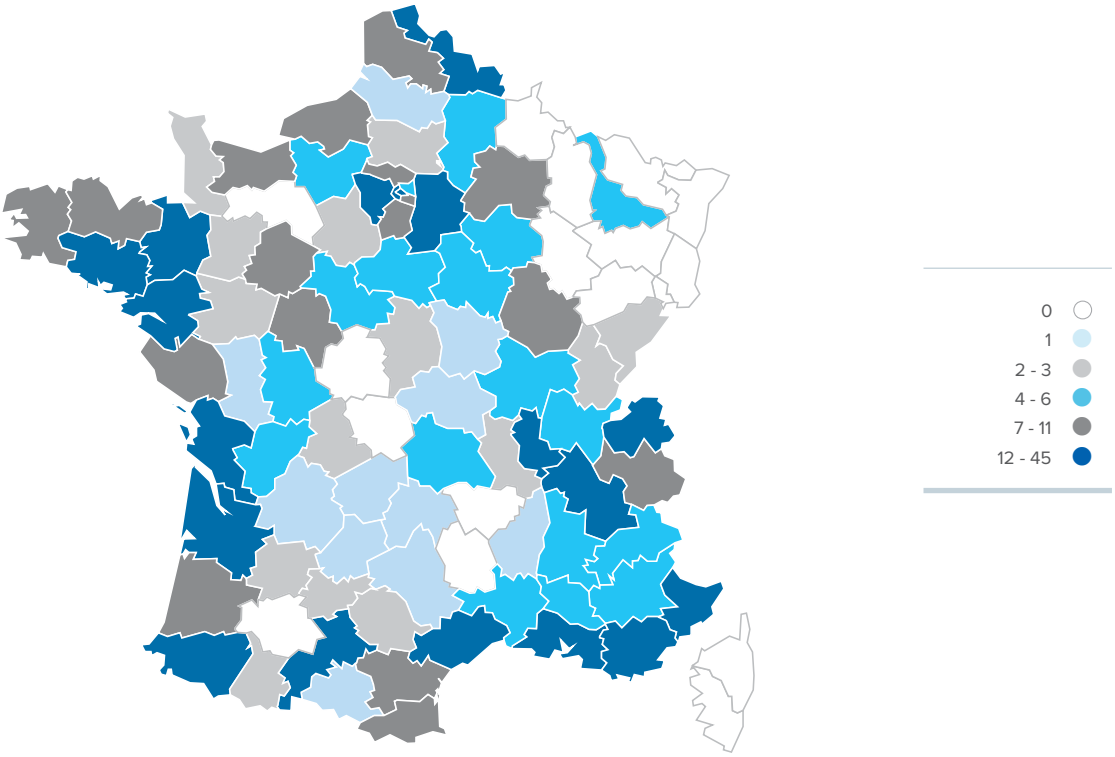
	Répartition des offices notariaux
ÉTUDES	2 216
SEL	1 883
SCP	2 535
TOTAL	**6 634**

1 FINANCEMENT

Le nombre d'études par département

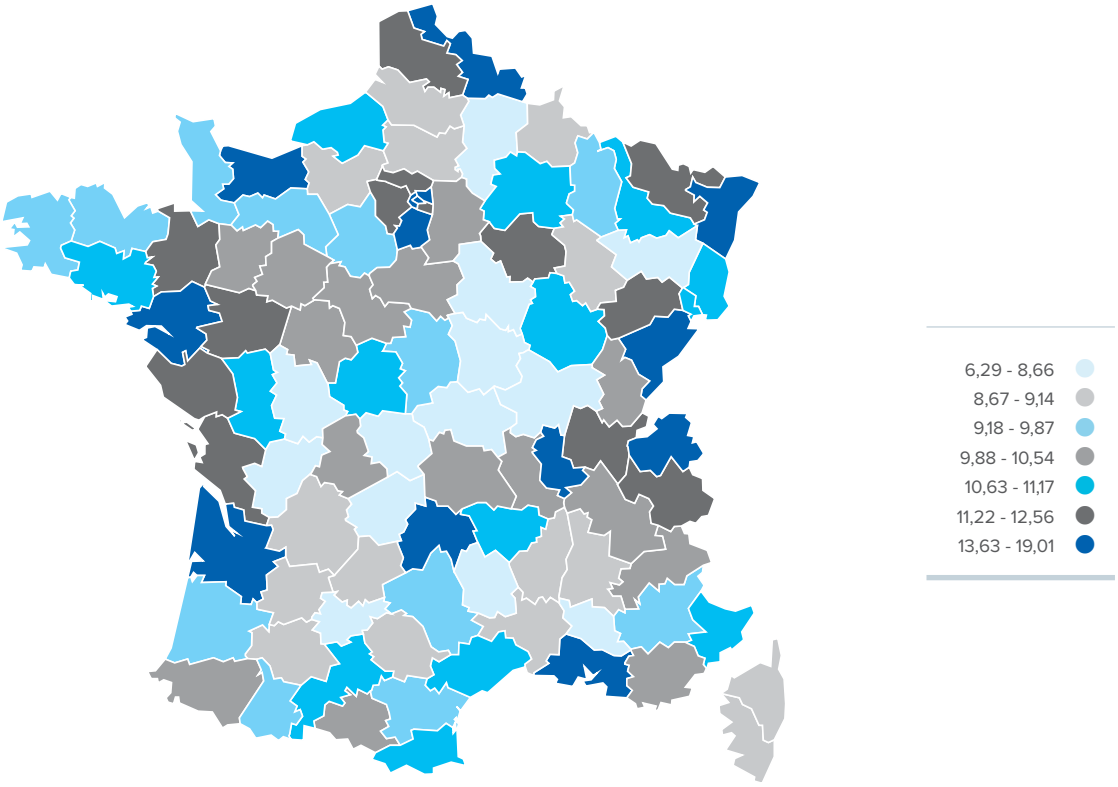


Le nombre d'études créées en 2021 par département



1 FINANCEMENT

Nombre moyen de salariés par département d'implantation des études notariales

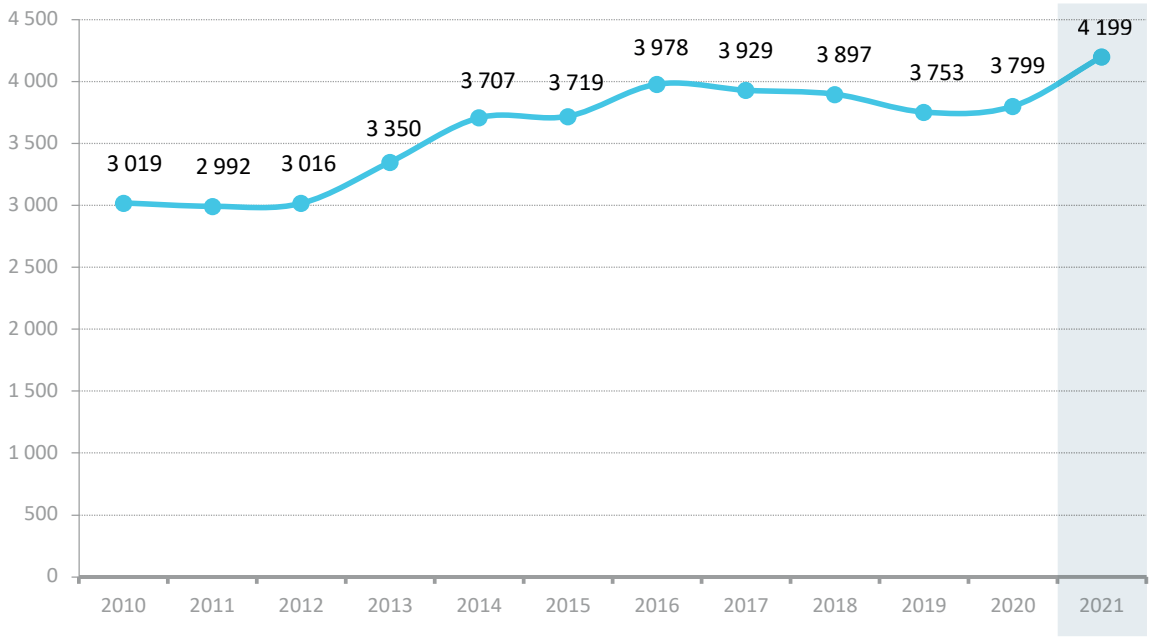


4 • SALAIRES DES COTISANTS SALARIÉS

Suite à la mise en œuvre en fin d'année 2018 de la déclaration sociale nominative (DSN), la CRPCEN n'est pas en mesure de produire les données salariales au niveau individuel. En effet, les déclarations sont exploitées par nos services au niveau de « l'étude notariale ». Les informations individuelles sont par ailleurs déversées dans le répertoire de gestion des carrières unique (RGCU). L'exploitation des salaires individuels sera possible une fois les données du RGCU mises à disposition à des fins statistiques.

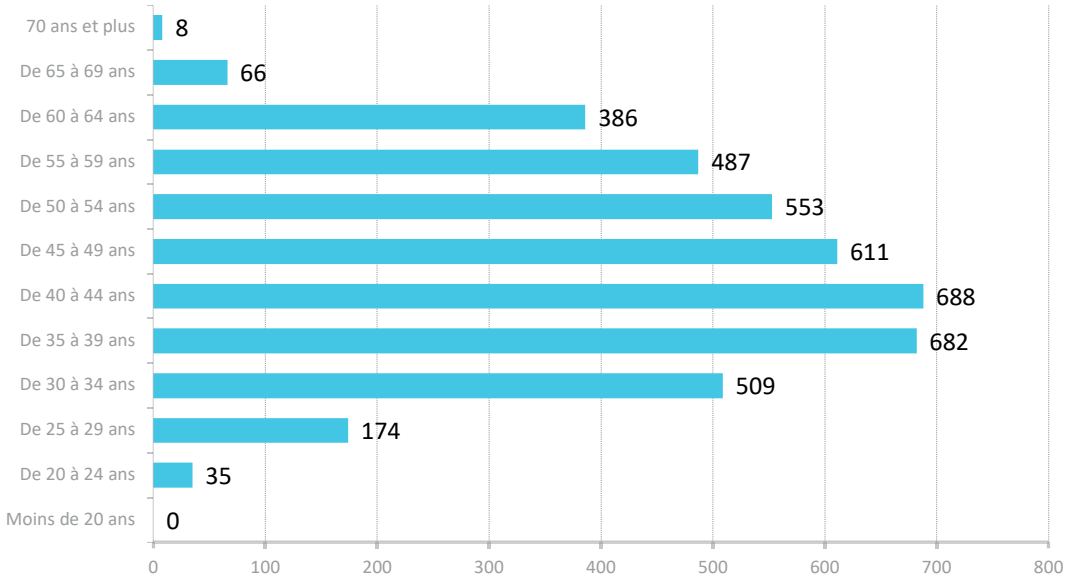
5 • LES CHÔMEURS

4 199
chômeurs

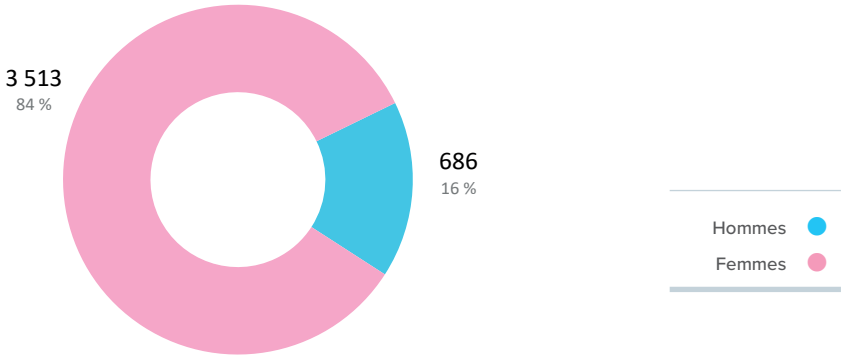


1 FINANCEMENT

Répartition par classes d'âge



Répartition par sexe

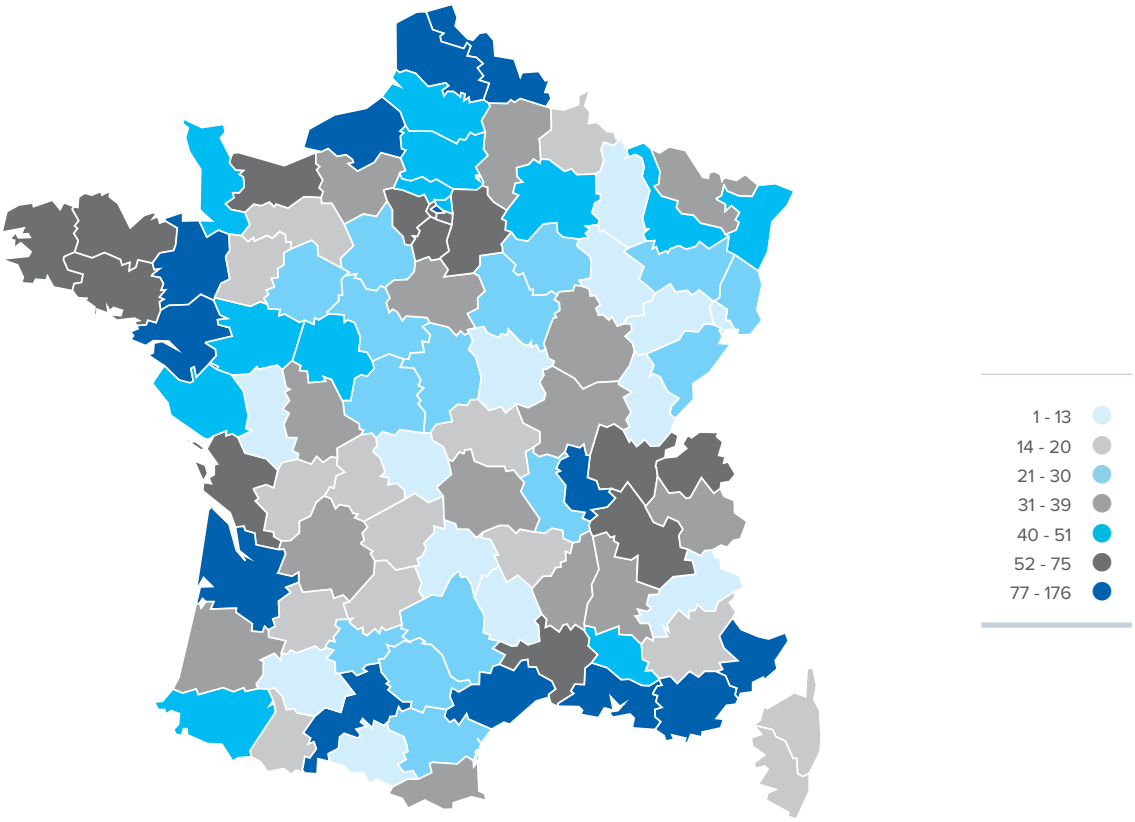


Âge moyen par sexe

	Hommes	Femmes	Ensemble
Âge moyen	46 ans et 10 mois	45 ans et 7 mois	45 ans et 9 mois

1 FINANCEMENT

Répartition par département de résidence



Taux de chômage

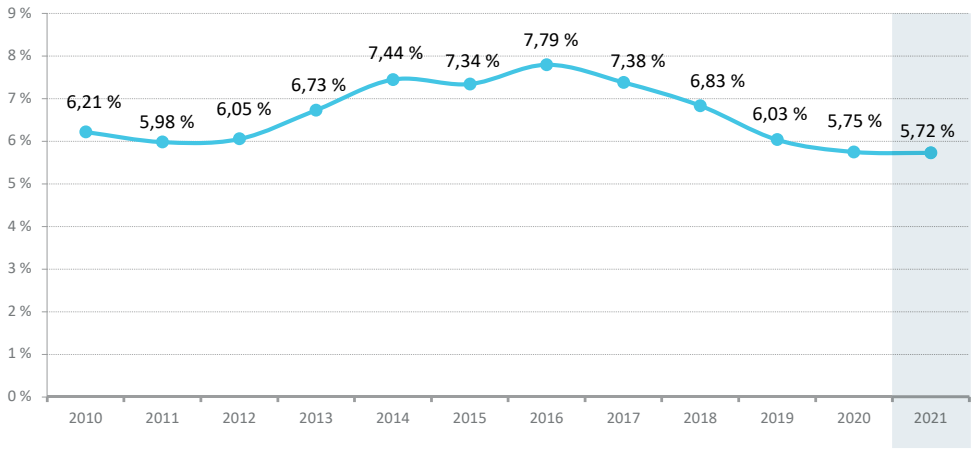
73 350
actifs
(salariés + chômeurs)

	Nombre	Poucentage
Salariés	69 151	94 %
Chômeurs	4 199	6 %
TOTAL	**73 350**	**100,00 %**

1 FINANCEMENT

Évolution du taux de chômage

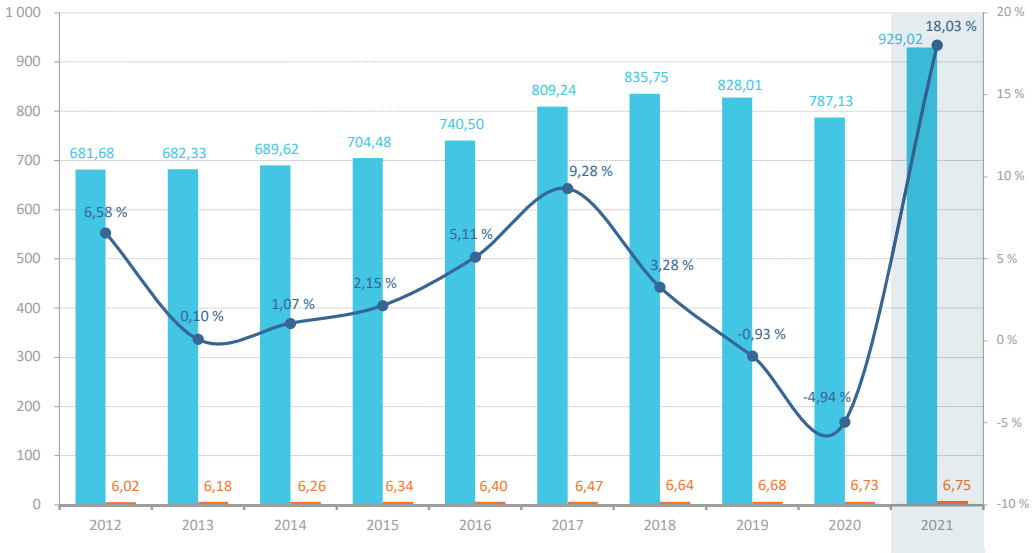
5,72 %
Taux de chômage



LES COTISATIONS

1 • ÉVOLUTION DES COTISATIONS SUR SALAIRES ET SUR PENSIONS (EN M€)

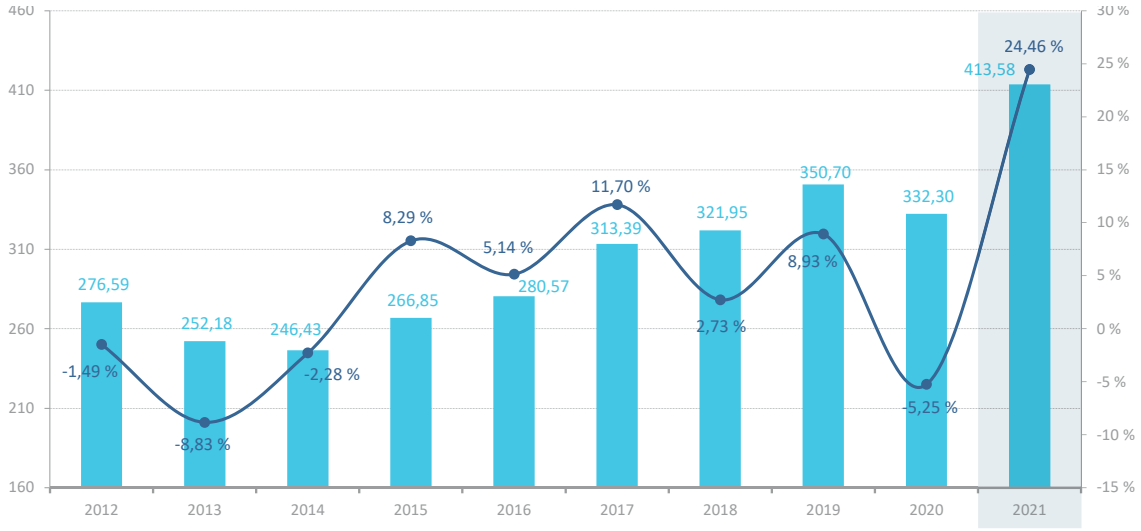
6,754 M€
Cotisations sur pensions



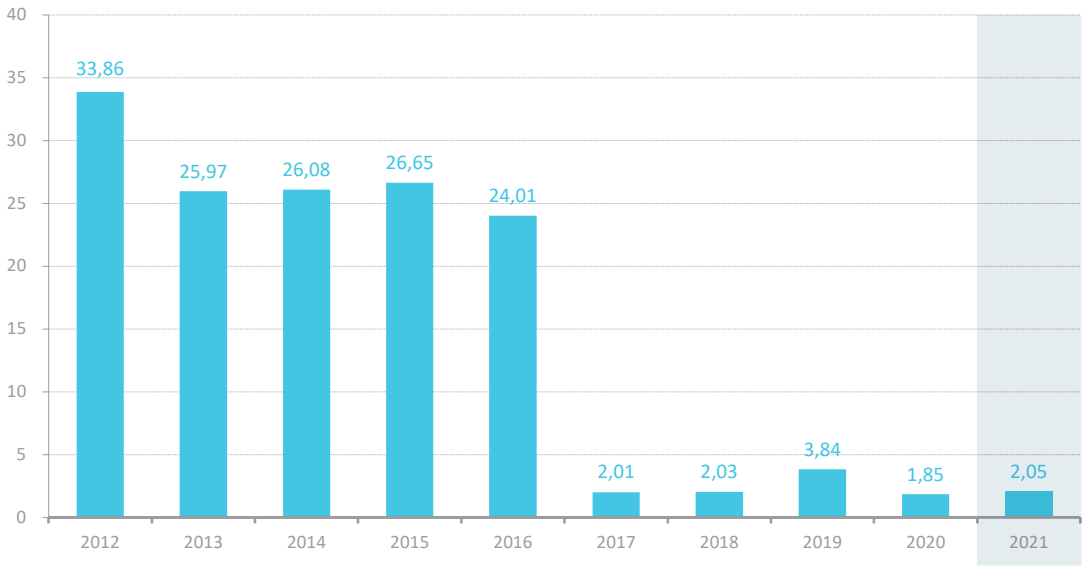
** cotisations maladie sur pensions appliquées à partir de 2012*

Cotisations sur salaires
Cotisations sur pensions*
Évolution des cotisations sur salaires en %

2 • ÉVOLUTION DES COTISATIONS SUR ÉMOLUMENTS (EN M€)

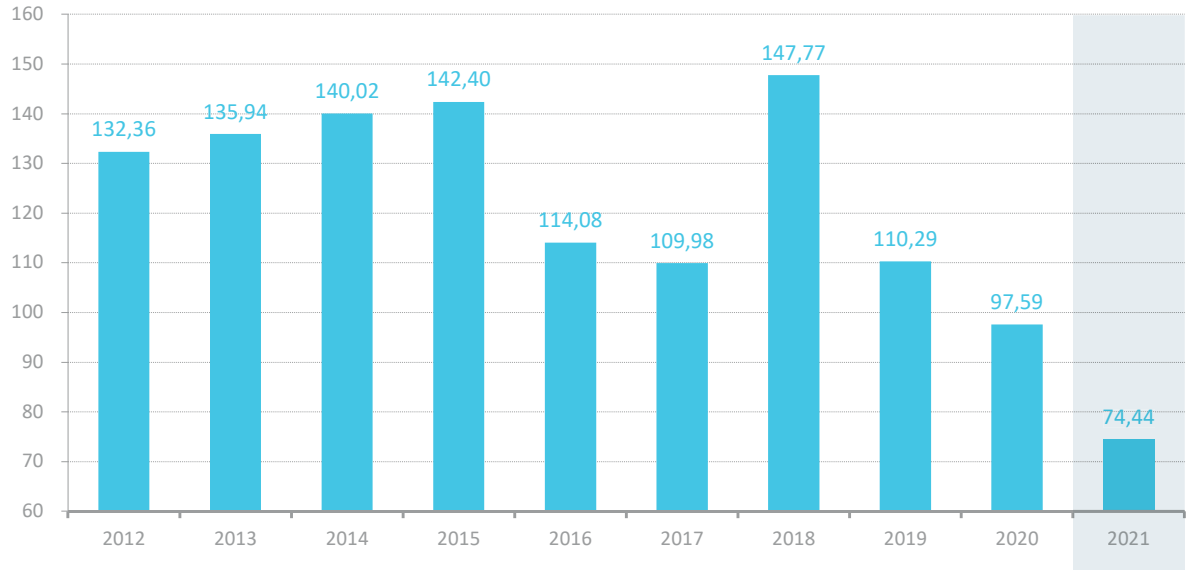


3 • ÉVOLUTION DES IMPÔTS ET TAXES ET DES COTISATIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (EN M€)



S'agissant des ITAF, aucun produit n'a été enregistré depuis 2017. Ce constat s'explique par la suppression de l'attribution des recettes liées aux taxes sur la consommation de tabac à notre régime. Cette mesure a été introduite par la LFSS 2017. Au titre de l'année 2021, les montants correspondent uniquement aux mesures d'éxonérations de charges sociales compensées par l'État.

4 • CSG (EN M€)



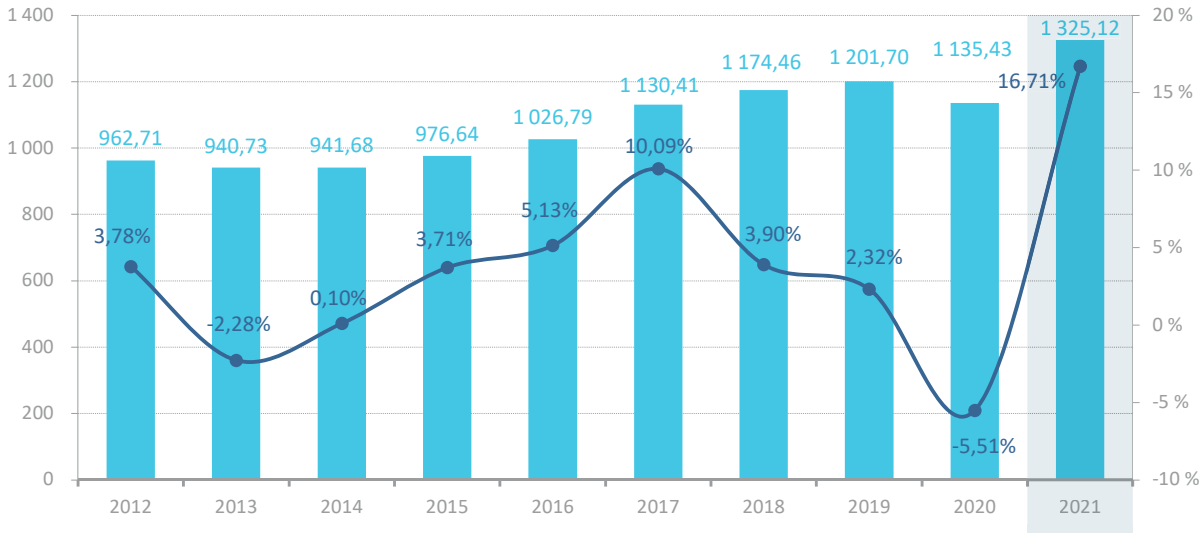
Depuis le 1er janvier 2016, suite à l'intégration financière du régime d'assurance maladie au régime universel maladie (PUMA), le montant de la CSG est calculé au réel, en fonction de la masse salariale déclarée par la profession. Ainsi en 2016, le montant de ***114,08 M€*** *tient compte de ce nouveau mode de fonctionnement mais intègre également un produit exceptionnel de l'ordre de* ***12 M€****. À partir de 2017, le montant de la CSG s'appuie uniquement sur la masse salariale déclarée par les études au cours de l'année.*

La hausse enregistrée en 2018 tient à la hausse de ***+1,7 point*** *de CSG, la part de la CSG « maladie » évolutant de* ***6,05 points*** *à* ***7,75 points*** *au 1er janvier 2018.*

La diminution observée en 2019 tient à la baisse de la part de la CSG « maladie » qui passe de ***7,75 points*** *en 2018 à* ***5,95 points*** *en 2019 (article L136-8 du code de la sécurité sociale).*

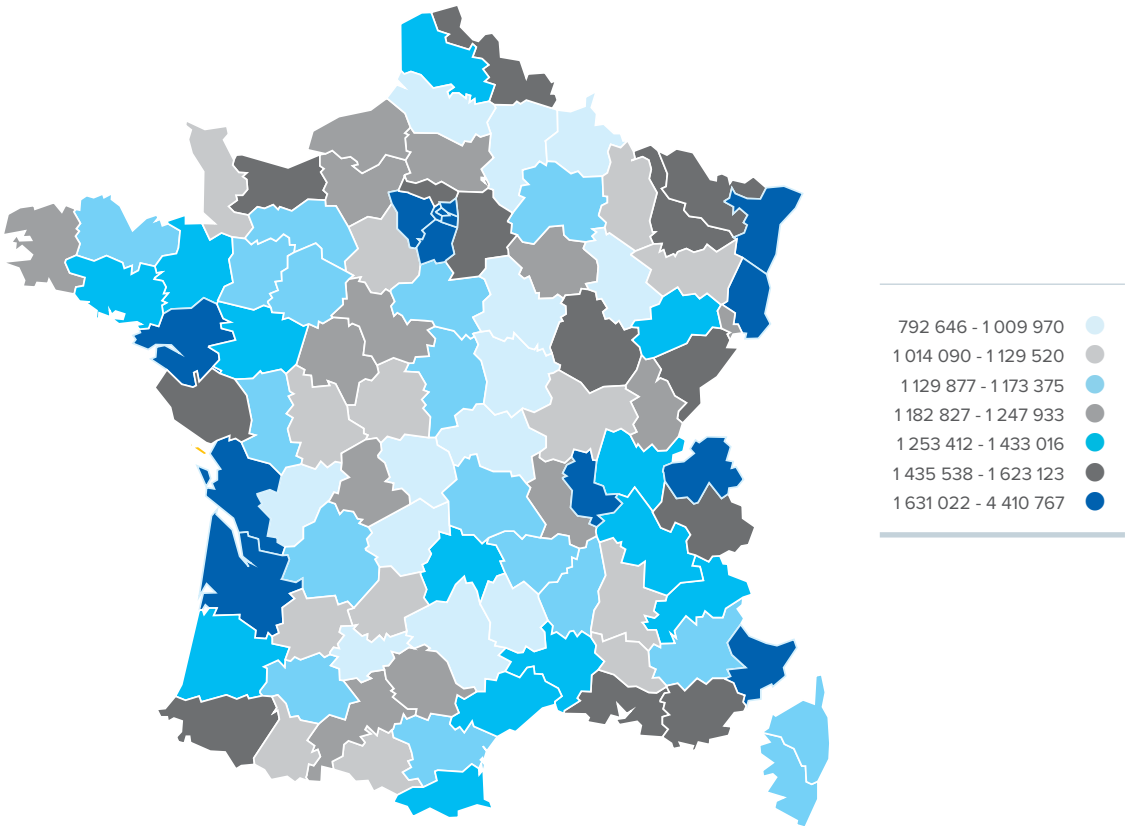
La diminution observée en 2021 tient à la baisse de la part de la CSG « maladie » qui passe de ***5,95 points*** *en 2020 à* ***4,25 points*** *en 2021 (article L136-8 du code de la sécurité sociale), faisant suite à la création de la branche dépendance et au fléchage d'une part de CSG vers son financement.*

5 • ÉVOLUTION DE L'ENCAISSEMENT DES COTISATIONS (EN M€)



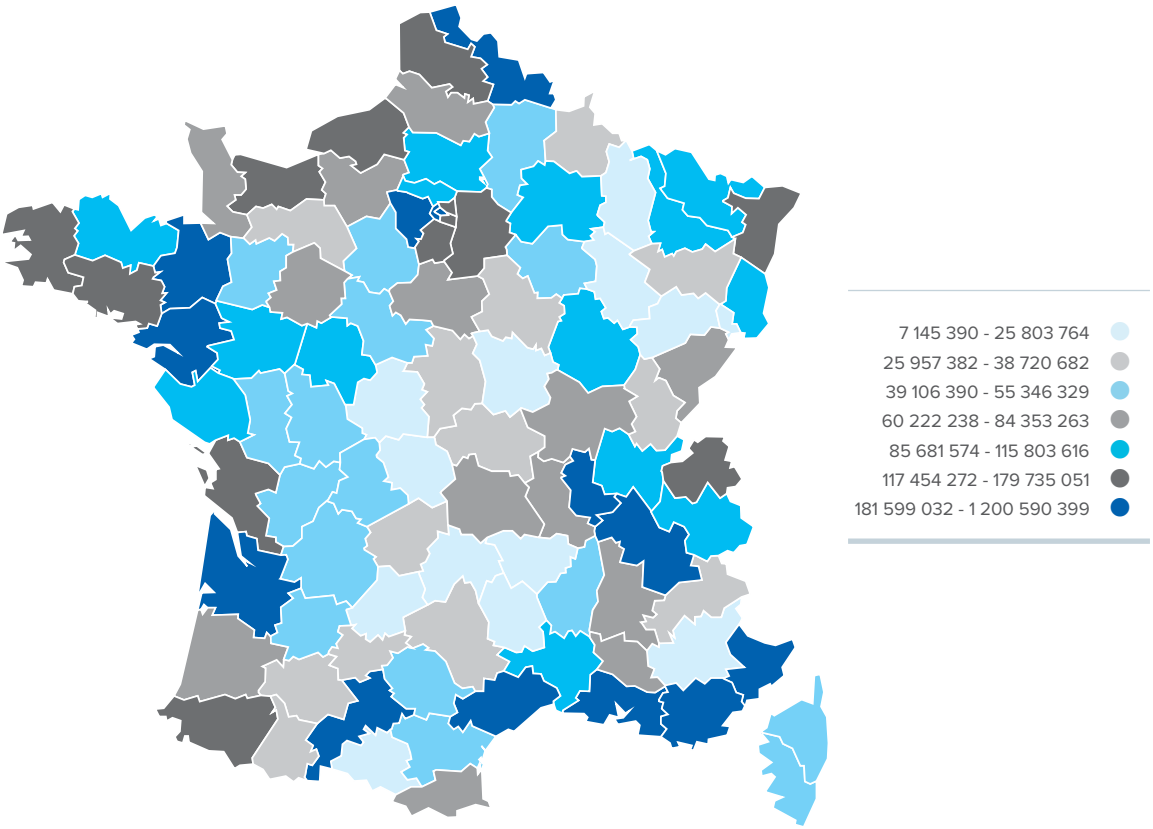
6 • RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DÉPARTEMENT

Chiffre d'affaires moyen des études notariales par département d'implantation des études (en €)

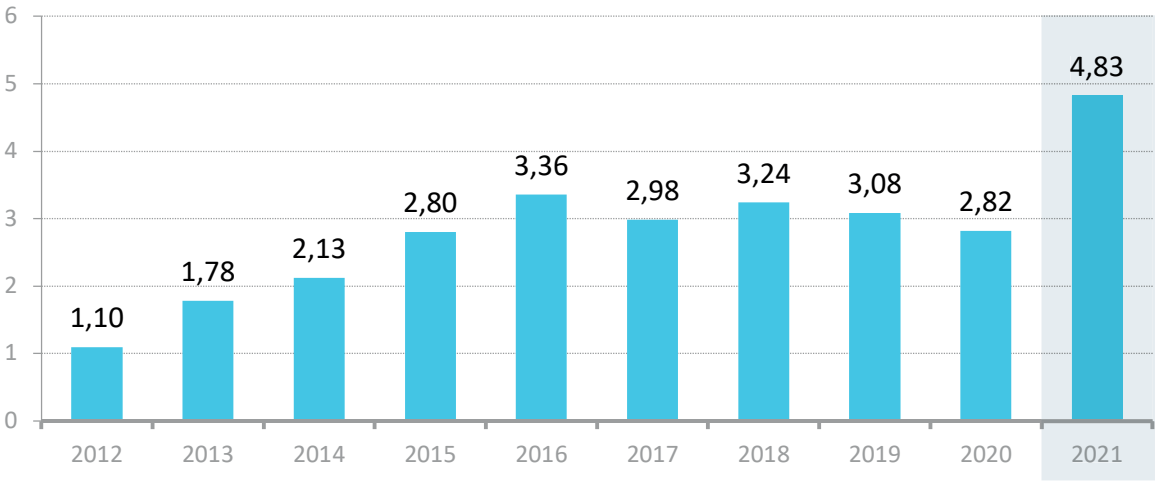


1 FINANCEMENT

Chiffre d'affaires des études notariales par département d'implantation des études (en €)



7 • MONTANT DES CRÉANCES EN CONTENTIEUX (EN M€)



2 ASSURANCE VIEILLESSE

Au 31 décembre 2021, le régime comptabilise **71 568** retraités de droits directs et **9 022** retraités de droits dérivés, soit **80 590** pensionnés en hausse de **+1,25 %** comparativement à 2020.

La population retraitée est composée à **80 %** de femmes.

L'âge moyen s'élève à **74 ans et 11 mois** (**75 ans et 10 mois** pour les hommes et **74 ans et 9 mois** pour les femmes).

La durée moyenne de versement d'une pension de droits directs est de :

- **21 ans et 4 mois** pour les hommes, ayant une durée moyenne d'assurance de **15 ans et 10 mois**.
- **24 ans et 11 mois** pour les femmes, ayant une durée moyenne d'assurance de **15 ans et 2 mois**.

Le montant annuel moyen d'une pension de droits directs pour une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans, est de **33 582 €** pour les hommes et de **21 871 €** pour les femmes.

L'ensemble des prestations vieillesse servies par la Caisse s'élève à **866 M€** en 2021, en hausse de **+0,94 %** par rapport à 2020, contre **+1,29 %** en 2020, **+1,33 %** en 2019.

L'évolution des prestations de droits directs (**+0,99 %**) tient :

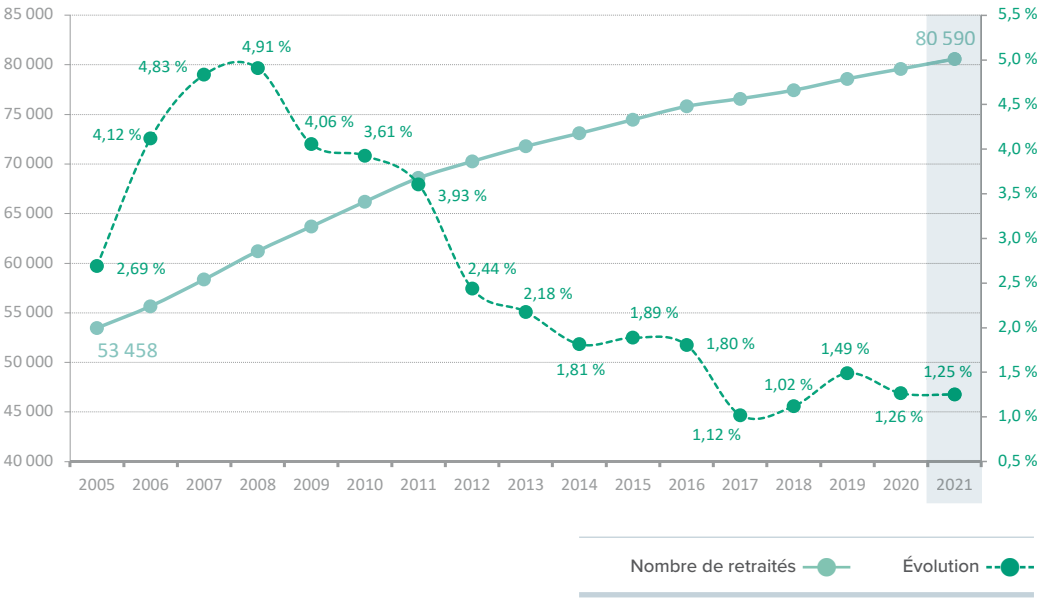
- à l'évolution démographique de nos populations de retraités de droits directs (**+1,33 %**), l'évolution des effectifs de retraités faisant valoir une carrière courte dans le notariat (**+1,93 %**) étant plus dynamique que celle observée pour les retraités dont la carrière s'est principalement faite dans la profession (**+0,53 %**), ce qui a comme conséquence de ralentir la progression des dépenses, la dépense étant portée par les retraités avec les carrières les plus longues dans le notariat (**37 %** des retraités concentrent près de **90 %** des prestations) ;
- à une revalorisation des pensions vieillesse de **+0,4 %** à compter du 1er janvier 2021.

LES CARACTÉRISTIQUES DES RETRAITÉS

1 • LES RETRAITÉS

Évolution du nombre de retraités

80 590
retraités

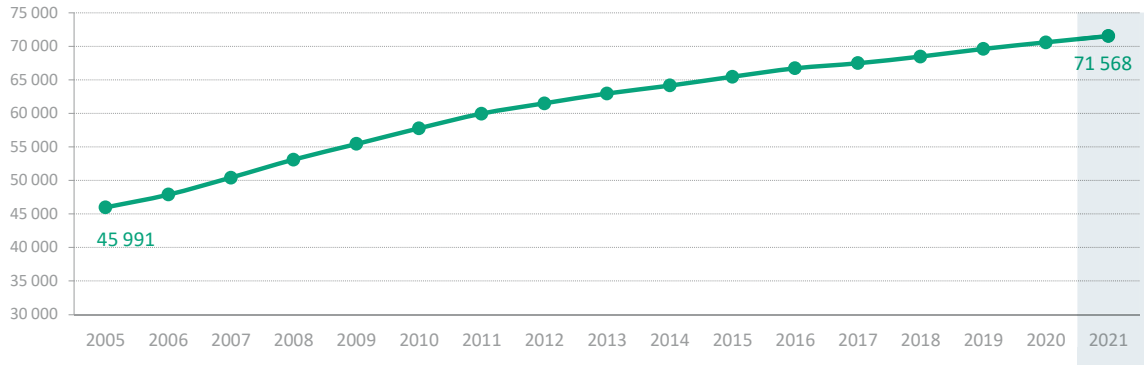


2 ASSURANCE VIEILLESSE

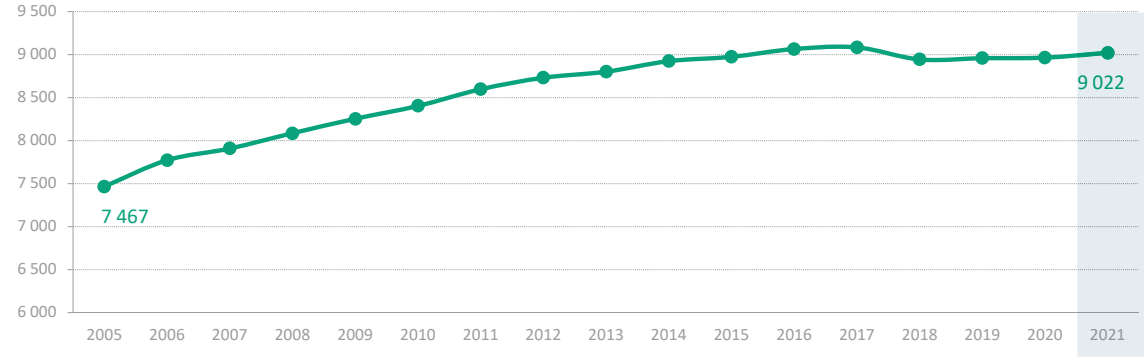
Évolution du nombre de retraités par type de prestations

	Droits directs (en nombre)			Droits directs (évolution en %)		Droits dérivés	
	Nombre de retraités	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans	Nombre de retraités	Évolution (en %)
2005	45 991	21 490	24 501	5,88 %	0,46 %	7 467	1,32 %
2006	47 887	22 905	24 982	6,58 %	1,96 %	7 773	4,10 %
2007	50 441	24 648	25 793	7,61 %	3,25 %	7 909	1,75 %
2008	53 128	25 923	27 205	5,17 %	5,47 %	8 087	2,25 %
2009	55 443	26 608	28 835	2,64 %	5,99 %	8 255	2,08 %
2010	57 795	27 295	30 500	2,58 %	5,77 %	8 404	1,80 %
2011	59 989	27 785	32 204	1,80 %	5,59 %	8 598	2,31 %
2012	61 526	28 143	33 383	1,29 %	3,66 %	8 732	1,56 %
2013	62 986	28 412	34 574	0,96 %	3,57 %	8 802	0,80 %
2014	64 165	28 634	35 531	0,78 %	2,77 %	8 925	1,40 %
2015	65 494	28 864	36 630	0,80 %	3,09 %	8 975	0,56 %
2016	66 747	29 277	37 470	1,43 %	2,29 %	9 066	1,01 %
2017	67 502	29 483	38 019	0,70 %	1,47 %	9 085	0,21 %
2018	68 501	29 597	38 904	0,39 %	2,33 %	8 945	-1,54 %
2019	69 641	29 905	39 736	1,04 %	2,14 %	8 959	0,16 %
2020	70 628	30 011	40 617	0,35 %	2,22 %	8 966	0,08 %
2021	71 568	30 169	41 399	0,53 %	1,93 %	9 022	0,62 %

> Nombre de retraités de droits directs



> Nombre de retraités de droits dérivés



2 ASSURANCE VIEILLESSE

Répartition par type de prestations et par sexe

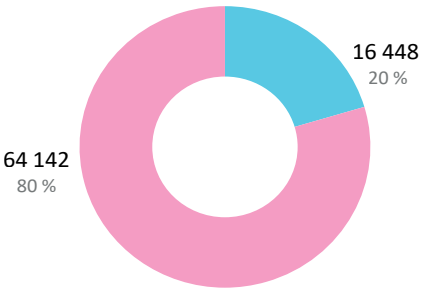
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Droits directs	13 935	84,72 %	57 633	89,85 %	71 568	88,81 %
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	5 309	38,10 %	24 860	43,14 %	30 169	42,15 %
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	8 626	61,90 %	32 773	56,86 %	41 399	57,85 %
Droits dérivés	2 513	15,28 %	6 509	10,15 %	9 022	11,19 %
TOTAL	**16 448**	**20,41 %**	**64 142**	**79,59 %**	**80 590**	**100 %**

- *Parmi les femmes,* **89,85 %** *perçoivent une prestation de droits directs.* **43,14 %** *d'entre-elles ont une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et* **56,86 %** *ont une durée d'assurance inférieure à 15 ans.* **10,15 %** *perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- *Parmi les hommes,* **84,72 %** *perçoivent une prestation de droits directs.* **38,10 %** *d'entre-eux ont une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et* **61,90 %** *ont une durée d'assurance inférieure à 15 ans.* **15,28 %** *perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- **79,59 %** *de nos retraités sont des femmes et* **20,41 %** *sont des hommes.*

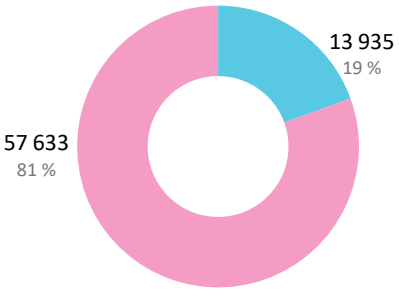
	Hommes	Femmes	Total
Droits directs	19 %	81 %	100 %
Droits dérivés	28 %	72 %	100 %

Répartition par sexe

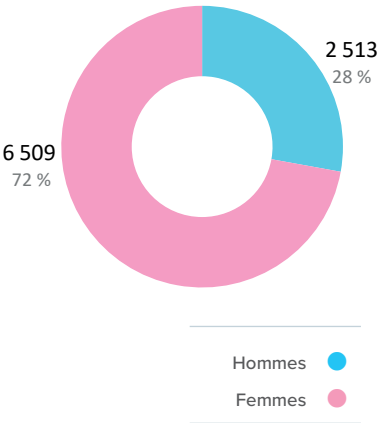
> Droits directs et dérivés



> Droits directs



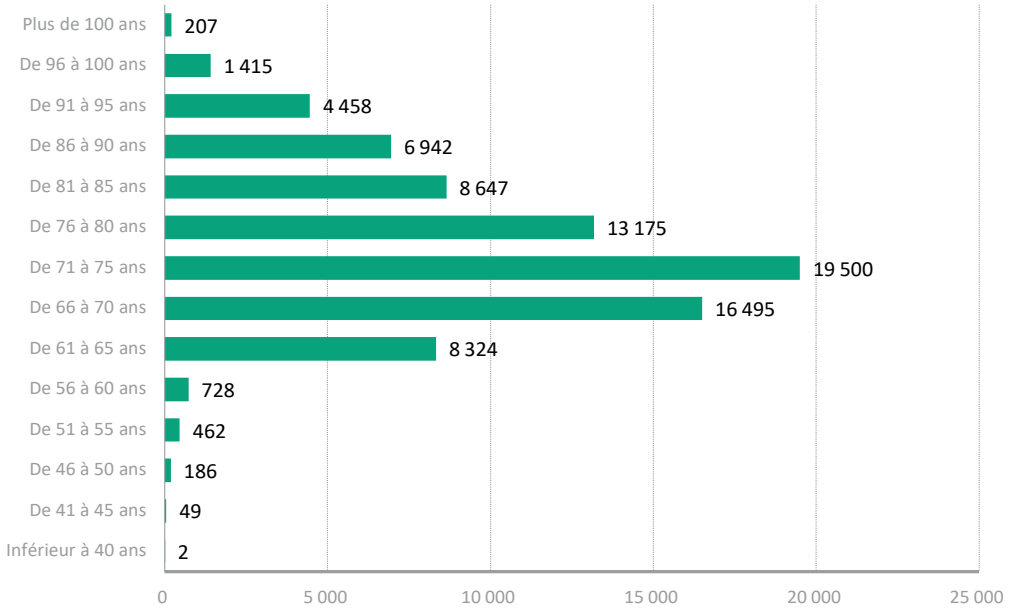
> Droits dérivés



2 ASSURANCE VIEILLESSE

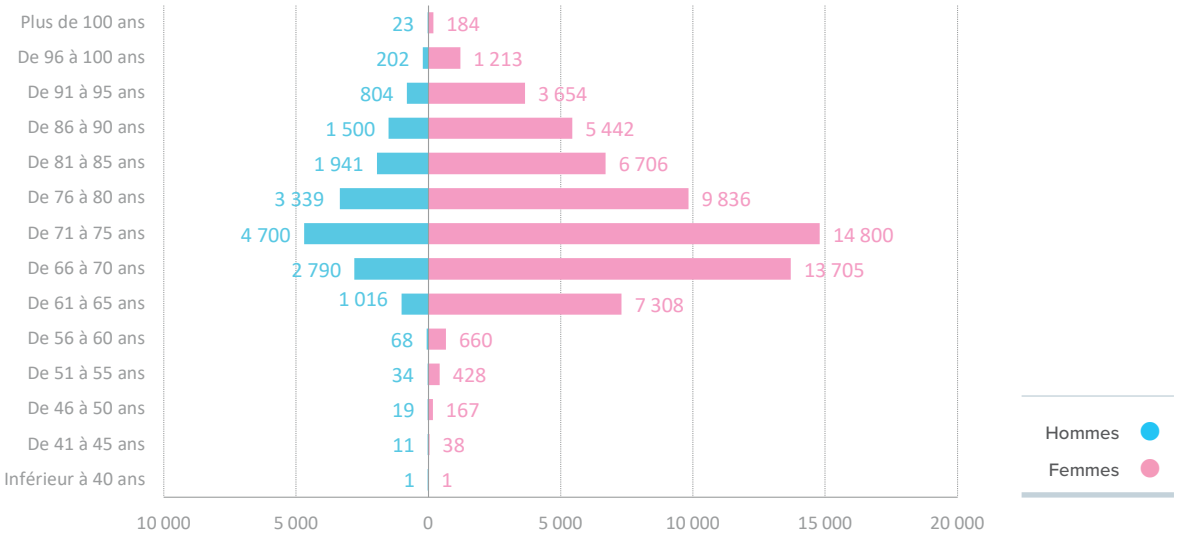
Répartition par classes d'âge

	Nombre de retraités	Structure
Inférieur à 40 ans	2	0,00 %
De 41 à 45 ans	49	0,06 %
De 46 à 50 ans	186	0,23 %
De 51 à 55 ans	462	0,57 %
De 56 à 60 ans	728	0,90 %
De 61 à 65 ans	8 324	10,33 %
De 66 à 70 ans	16 495	20,47 %
De 71 à 75 ans	19 500	24,20 %
De 76 à 80 ans	13 175	16,35 %
De 81 à 85 ans	8 647	10,73 %
De 86 à 90 ans	6 942	8,61 %
De 91 à 95 ans	4 458	5,53 %
De 96 à 100 ans	1 415	1,76 %
Plus de 100 ans	207	0,26 %
TOTAL	**80 590**	**100 %**

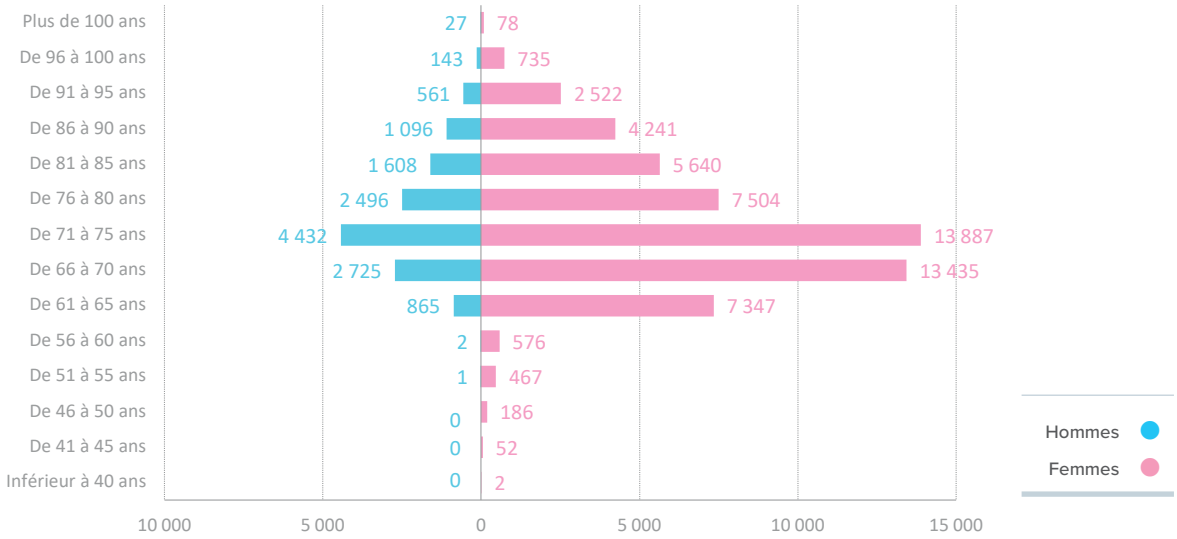


2 ASSURANCE VIEILLESSE

Pyramide des âges pour l'ensemble des retraités



Pyramide des âges des retraités de droits directs



Les générations avant 1957 pouvaient faire valoir leur droit à pension avant l'âge de 60 ans, lorsqu'elles justifiaient d'au minimum 25 ans de carrière dans le notariat.
À partir de la génération 1958, l'âge de départ à la retraite est de 60 ans et 8 mois et elle augmente selon un calendrier spécifique qui doit porter l'âge de départ à 62 ans à partir de la génération 1962.
La présence de retraités ayant un âge inférieur s'explique par le dispositif de retraite anticipée bénéficiant aux parents de trois enfants et plus, et par le dispositif de départ pour carrière longue.

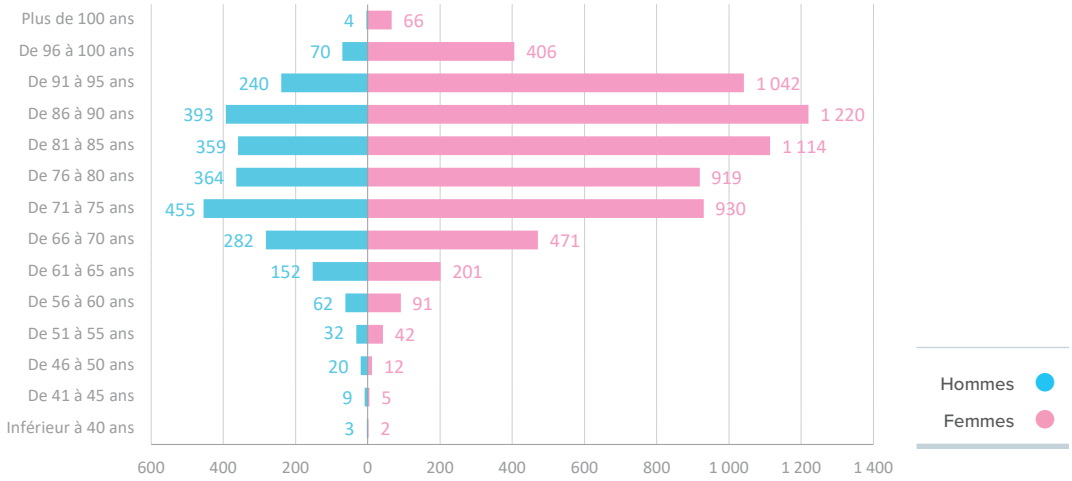
Les conditions pour prétendre à une retraite par anticipation pour les parents de 3 enfants sont les suivantes :

- *être parent d'au moins 3 enfants ;*
- *justifier pour chacun des enfants, d'une interruption ou d'une réduction de l'activité d'une durée équivalente à* ***au moins 2 mois*** *(au titre du congé de maternité, par exemple) ;*
- *totaliser au moins* ***15 ans d'assurance*** *à la CRPCEN.*

À compter du 1er janvier 2017, le droit à pension anticipé des parents de 3 enfants est supprimé. *Les assurés réunissant les conditions pour en bénéficier avant cette date conservent toutefois la possibilité de liquider leur pension par anticipation au-delà du 31 décembre 2016, mais avec des paramètres de calcul (nombre de trimestres requis, taux et âge d'annulation de la décote) moins avantageux. En effet, ces paramètres ne seront plus fixés compte tenu de leur date d'ouverture de droit, mais en fonction de leur 60e anniversaire.*

2 ASSURANCE VIEILLESSE

Pyramide des âges des retraités de droits dérivés



Évolution de l'âge moyen des retraités

	Âge moyen		
	Tous droits confondus	Droits directs	Droits dérivés
2005	71 ans et 7 mois	70 ans et 7 mois	77 ans et 9 mois
2006	71 ans et 7 mois	70 ans et 7 mois	77 ans et 7 mois
2007	71 ans et 6 mois	70 ans et 5 mois	77 ans et 9 mois
2008	71 ans et 4 mois	70 ans et 5 mois	77 ans et 10 mois
2009	71 ans et 5 mois	70 ans et 5 mois	78 ans
2010	71 ans et 6 mois	70 ans et 6 mois	78 ans et 2 mois
2011	71 ans et 8 mois	70 ans et 9 mois	78 ans et 4 mois
2012	72 ans	71 ans et 1 mois	78 ans et 6 mois
2013	72 ans et 3 mois	71 ans et 4 mois	78 ans et 8 mois
2014	72 ans et 7 mois	71 ans et 8 mois	78 ans et 11 mois
2015	72 ans et 10 mois	71 ans et 11 mois	79 ans et 1mois
2016	73 ans et 1 mois	72 ans et 3 mois	79 ans et 3 mois
2017	73 ans et 5 mois	72 ans et 7 mois	79 ans et 6 mois
2018	74 ans et 3 mois	73 ans et 6 mois	80 ans et 4 mois
2019	74 ans et 6 mois	73 ans et 9 mois	81 ans et 6 mois
2020	74 ans et 9 mois	73 ans et 11 mois	80 ans et 7 mois
2021	74 ans et 11 mois	74 ans et 3 mois	80 ans et 10 mois

Âge moyen par type de prestations et par sexe

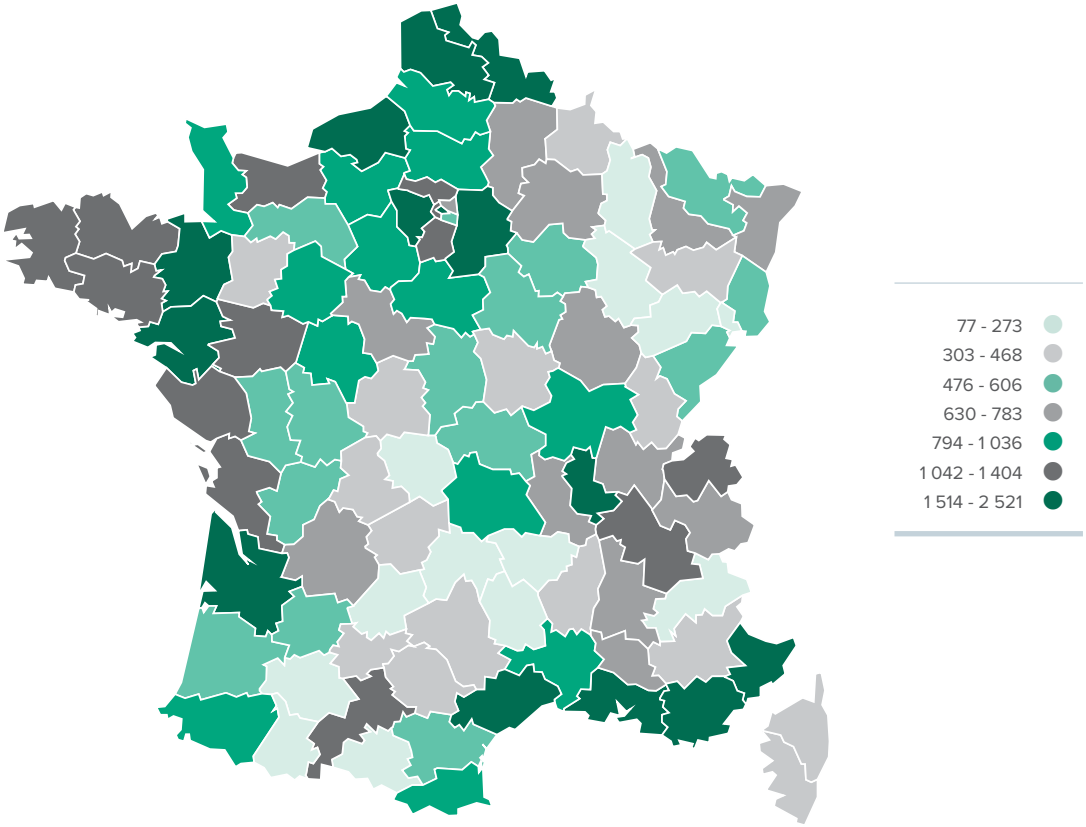
	Âge moyen	
	Hommes	Femmes
Droits directs	75 ans et 6 mois	73 ans et 11 mois
Droits dérivés	77 ans et 9 mois	82 ans et 1 mois
Ensemble	**75 ans et 10 mois**	**74 ans et 9 mois**

2 ASSURANCE VIEILLESSE

Évolution de l'âge moyen au décès par sexe

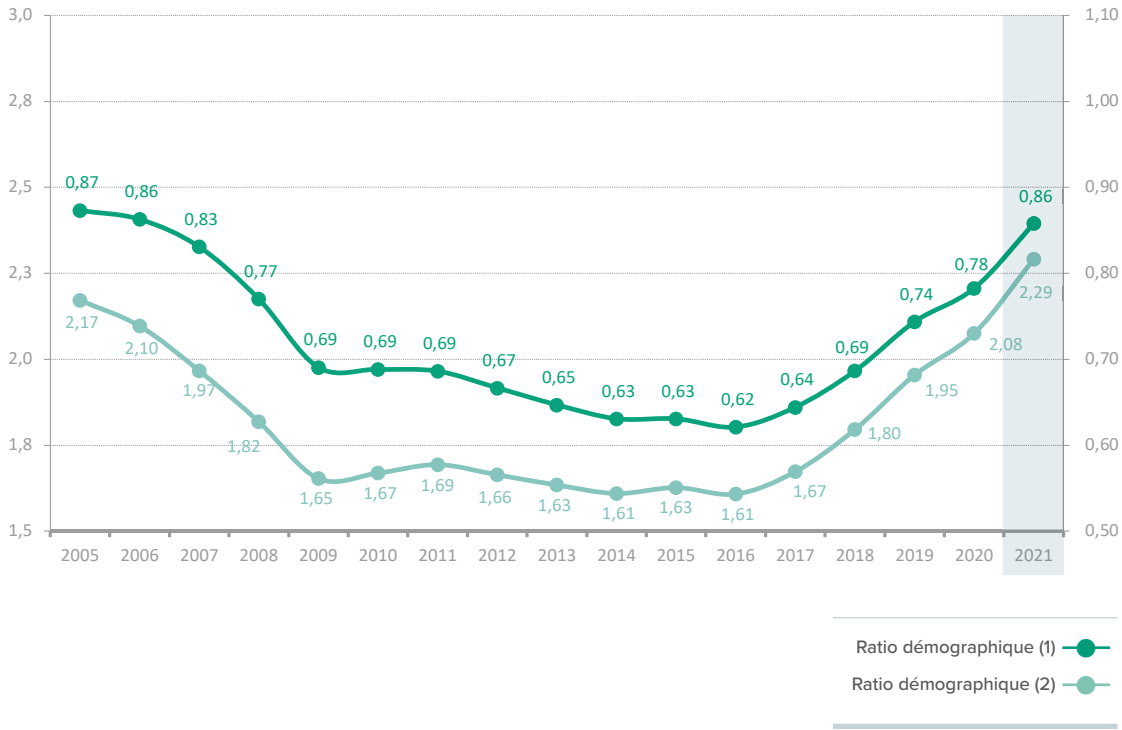
	Hommes	Femmes	Ensemble
2005	81 ans et 8 mois	84 ans et 2 mois	83 ans et 4 mois
2006	81 ans et 5 mois	83 ans et 10 mois	83 ans
2007	81 ans et 9 mois	84 ans et 2 mois	83 ans et 5 mois
2008	82 ans et 2 mois	84 ans	83 ans et 5 mois
2009	81 ans et 3 mois	84 ans et 8 mois	83 ans et 7 mois
2010	81 ans et 10 mois	84 ans et 5 mois	83 ans et 7 mois
2011	82 ans et 3 mois	84 ans et 6 mois	83 ans et 9 mois
2012	82 ans	85 ans et 2 mois	84 ans et 2 mois
2013	82 ans et 8 mois	84 ans et 7 mois	83 ans et 11 mois
2014	82 ans et 10 mois	84 ans et 11 mois	84 ans et 3 mois
2015	83 ans et 4 mois	85 ans et 8 mois	84 ans et 11 mois
2016	82 ans et 9 mois	85 ans et 4 mois	84 ans et 7 mois
2017	83 ans et 4 mois	86 ans et 7 mois	85 ans et 7 mois
2018	84 ans et 2 mois	86 ans et 10 mois	86 ans et 1 mois
2019	83 ans et 11 mois	86 ans et 10 mois	86 ans et 1 mois
2020	83 ans et 8 mois	86 ans et 4 mois	85 ans et 7 mois
2021	85 ans et 2 mois	86 ans et 8 mois	86 ans et 3 mois

Répartition des retraités par département



Évolution du ratio démographique

	Retraités	Actifs cotisants	Ratio démographique (1)	Ratio démographique (2) (retraités droits directs, durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans)
2005	53 458	46 680	0,87	2,17
2006	55 660	48 036	0,86	2,10
2007	58 350	48 482	0,83	1,97
2008	61 215	47 144	0,77	1,82
2009	63 698	43 987	0,69	1,65
2010	66 199	45 560	0,69	1,67
2011	68 587	47 057	0,69	1,69
2012	70 258	46 832	0,67	1,66
2013	71 788	46 436	0,65	1,63
2014	73 090	46 096	0,63	1,61
2015	74 469	46 960	0,63	1,63
2016	75 813	47 083	0,62	1,61
2017	76 587	49 335	0,64	1,67
2018	77 446	53 158	0,69	1,80
2019	78 600	58 458	0,74	1,95
2020	79 594	62 298	0,78	2,08
2021	80 590	69 151	0,86	2,29



Le ratio (1) est le rapport entre le nombre d'actifs cotisants et le nombre de retraités.
Le ratio (2) rapporte le nombre de cotisants au nombre de retraités de droits directs dont la durée d'assurance est supérieure ou égale à 15 ans.

2 • STRUCTURE ET ÉVOLUTION DES NOUVEAUX RETRAITÉS

Répartition des nouveaux retraités par type de prestations et par sexe

3 678
nouveaux retraités
en 2021

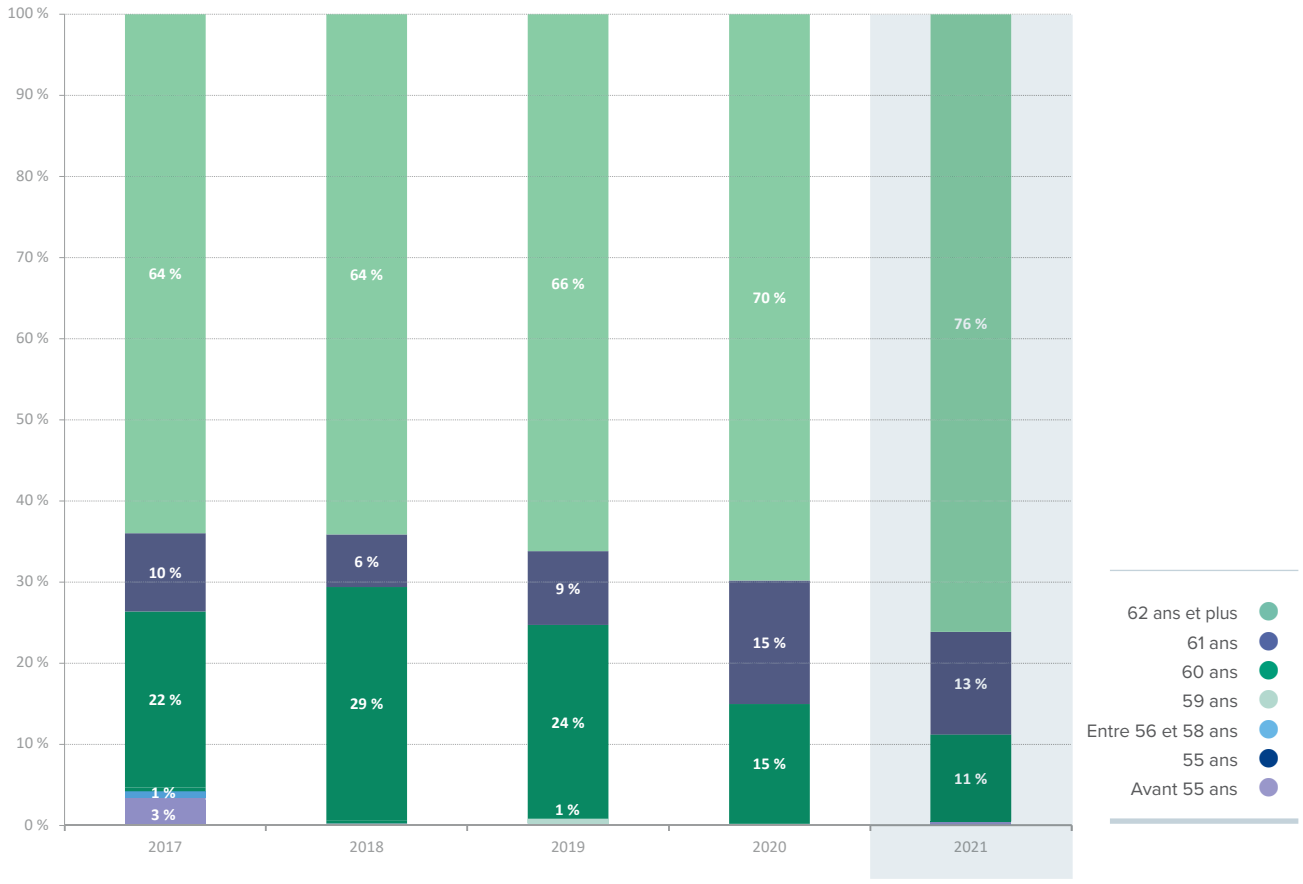
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Droits directs	616	71,30 %	2 455	87,24 %	3 071	83,50 %
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	129	20,94 %	808	32,91 %	937	30,51 %
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	487	79,06 %	1 647	67,09 %	2 134	69,49 %
Droits dérivés	248	28,70 %	359	12,76 %	607	16,50 %
TOTAL	**864**	**23,49 %**	**2 814**	**76,51 %**	**3 678**	**100 %**

- *Parmi les femmes, **87,24 %** perçoivent une prestation de droits directs.*
  ***32,91 %** d'entre elles font état d'une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et **67,09 %** d'une durée d'assurance inférieure à 15 ans. **16,50 %** perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- *Parmi les hommes, **71,30 %** perçoivent une prestation de droits directs.*
  ***20,94 %** d'entre eux font état d'une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et **79,06 %** d'une durée d'assurance inférieure à 15 ans. **28,70 %** perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- ***76,51 %** du flux de retraités de 2021 sont des femmes et **23,49 %** sont des hommes.*

Structure par âge de départ à la retraite par sexe

> Retraités de droits directs - ensemble

	2017	2018	2019	2020	2021
Avant 55 ans	75	1	4	4	5
55 ans	7	2	3	0	1
Entre 56 ans et 58 ans	19	3	2	2	8
59 ans	11	11	16	3	1
60 ans	520	748	695	429	329
61 ans	232	169	265	446	389
62 ans et plus	1 534	1 671	1 930	2 042	2 338
TOTAL	**2 398**	**2 605**	**2 915**	**2 926**	**3 071**



Parmi les « nouveaux retraités » de 2021, 89 % d'entre eux ont fait valoir leur droit à la retraite à 61 ans et plus.

Structure par âge de départ à la retraite par sexe

> Retraités de droits directs - hommes

	2017	2018	2019	2020	2021
Avant 55 ans	0	0	0	0	0
55 ans	0	0	0	0	0
Entre 56 ans et 58 ans	0	0	1	0	2
59 ans	0	2	1	0	1
60 ans	54	80	51	36	33
61 ans	38	27	29	51	45
62 ans et plus	345	364	408	437	535
TOTAL	**437**	**473**	**490**	**524**	**616**

Parmi les « nouveaux retraités » hommes de 2021, 87 % d'entre eux ont fait valoir leur droit à la retraite à 62 ans et plus.

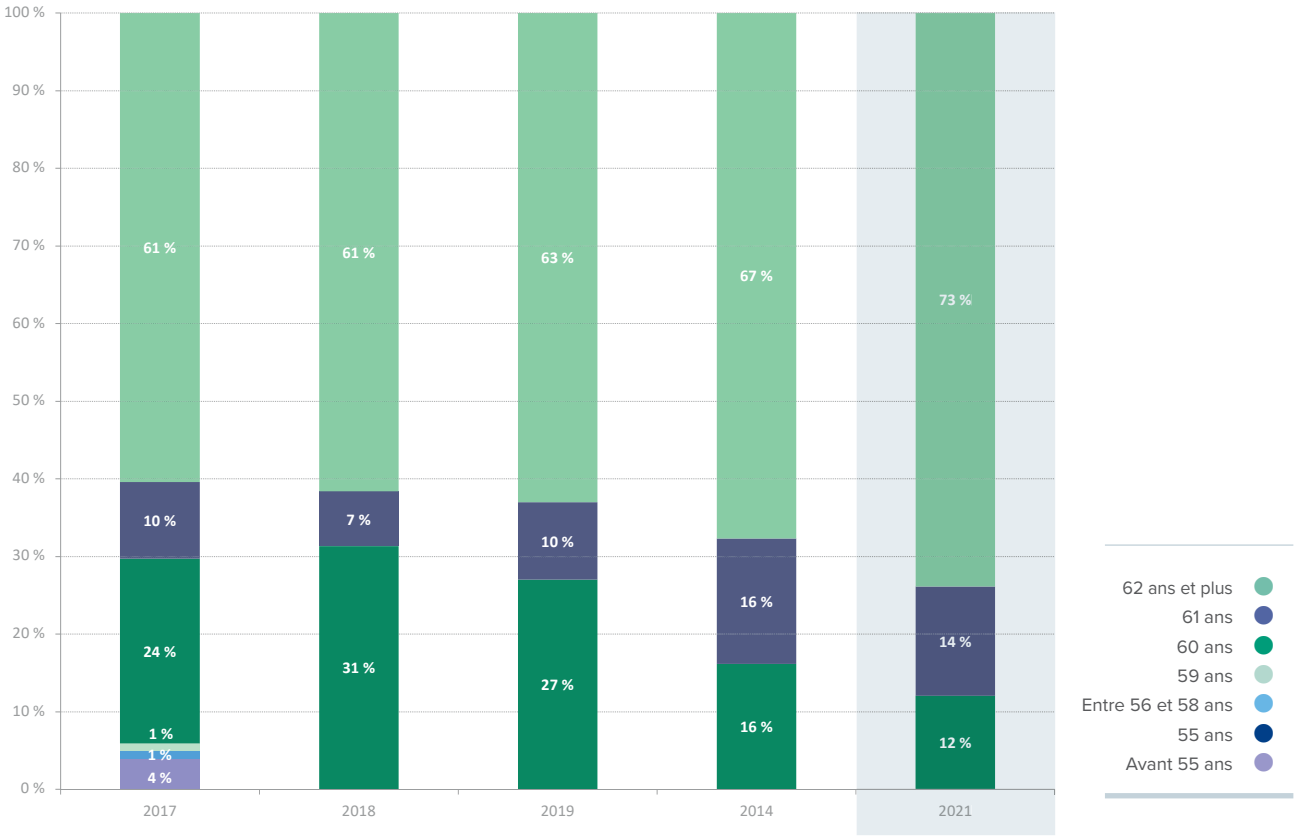
Pour les retraités de droits directs masculins, ce graphique permet d'apprécier la réforme de 2008, et en particulier :

- *L'allongement de la durée d'assurance nécessaire pour l'obtention d'une pension à taux plein qui est passé de 150 trimestres en 2008 à 167 trimestres en début d'année 2021, l'allongement de l'âge légal qui poursuit son alignement sur celui du régime général (62 ans), la mise en œuvre d'un système de surcote et de décote, le raccourcissement des durées de carrières dans le notariat (les poly-pensionnés étant soumis aux conditions d'âge et de durée de carrière moins favorables du régime général) : tous ces éléments ont incité les hommes à travailler plus longtemps. De fait, la part des hommes qui prennent leur retraite à 62 ans et plus est passée de **31 %** en 2008 à **87 %** en 2021.*

Structure par âge de départ à la retraite par sexe

> Retraités de droits directs - femmes

	2017	2018	2019	2020	2021
Avant 55 ans	75	1	4	4	5
55 ans	7	2	3	0	1
Entre 56 ans et 58 ans	19	3	1	2	6
59 ans	11	9	15	3	0
60 ans	466	668	644	393	296
61 ans	194	142	236	395	344
62 ans et plus	1 189	1 307	1 522	1 605	1 803
TOTAL	**1 961**	**2 132**	**2 425**	**2 402**	**2 455**



Parmi les « nouveaux retraités » femmes de 2021, 87 % d'entre elles ont fait valoir leur droit à la retraite à 61 ans et plus.

Pour les retraitées de droits directs féminins, ce graphique permet d'apprécier la réforme de 2008, et en particulier :

- *L'allongement de la durée d'assurance nécessaire pour l'obtention d'une pension à taux plein qui est passé de 150 trimestres en 2008 à 167 trimestres en début d'année 2021, l'allongement de l'âge légal qui poursuit son alignement sur celui du régime général (62 ans), la mise en œuvre d'un système de surcote et de décote, le raccourcissement des durée de carrières dans le notariat (les poly-pensionnés étant soumis aux conditions d'âge et de durée de carrière moins favorables du régime général) : tous ces éléments ont incité les femmes à travailler plus longtemps.*
  *De fait, la part des femmes qui prennent leur retraite à 60 ans et plus est passée de **72 %** à **100 %** entre 2008 et 2021. De même, la part des femmes qui cessent leur activité à 62 ans et plus progresse de **21 %** en 2008 à **73 %** en 2021.*
- *Les départs avant 60 ans sont peu nombreux (**12** cas en 2021, représentant moins de **1 %** des départs), du fait de l'arrêt du dispositif de départ anticipé pour les parents de 3 enfants et plus, à compter du 1er janvier 2017.*

2 ASSURANCE VIEILLESSE

Âge moyen et médian des nouveaux retraités par type de prestations

	Droits directs	Droits dérivés
Âge moyen	63 ans et 10 mois	78 ans
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	62 ans et 7 mois	
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	64 ans et 5 mois	
Âge médian	63 ans	78 ans et 2 mois
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	62 ans et 4 mois	
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	63 ans et 5 mois	

Âge moyen et médian par sexe des nouveaux retraités (droits directs)

	Hommes	Femmes
Âge moyen	65 ans et 2 mois	63 ans et 6 mois
Âge médian	64 ans et 5 mois	62 ans et 10 mois

Évolution de l'âge moyen de départ en retraite des nouveaux retraités de droits directs

	Âge moyen hommes	Âge moyen femmes	Âge moyen ensemble
2005	62 ans et 5 mois	58 ans et 10 mois	59 ans et 8 mois
2006	61 ans et 12 mois	59 ans et 2 mois	59 ans et 10 mois
2007	61 ans et 10 mois	58 ans et 11 mois	59 ans et 8 mois
2008	61 ans et 2 mois	59 ans et 5 mois	59 ans et 11 mois
2009	61 ans et 5 mois	60 ans et 5 mois	60 ans et 8 mois
2010	62 ans et 6 mois	60 ans et 1 mois	60 ans et 9 mois
2011	63 ans et 8 mois	60 ans et 12 mois	61 ans et 8 mois
2012	63 ans et 11 mois	61 ans et 6 mois	62 ans et 2 mois
2013	63 ans et 10 mois	61 ans et 7 mois	62 ans et 1 mois
2014	64 ans et 1 mois	61 ans et 8 mois	62 ans et 3 mois
2015	63 ans et 11 mois	61 ans et 10 mois	62 ans et 3 mois
2016	64 ans et 5 mois	61 ans et 2mois	61 ans et 9 mois
2017	64 ans et 5 mois	61 ans et 11 mois	62 ans et 4 mois
2018	65 ans	63 ans et 4 mois	63 ans et 7 mois
2019	65 ans et 3 mois	63 ans et 3 mois	63 ans et 7 mois
2020	65 ans et 1 mois	63 ans et 3 mois	63 ans et 7 mois
2021	65 ans et 2 mois	63 ans et 6 mois	63 ans et 10 mois

3 • DURÉE D'ACTIVITÉ ET MONTANT DES PENSIONS EN 2021

Durée moyenne d'assurance dans le régime par sexe

	Droits directs	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans
Hommes	15 ans et 10 mois	30 ans et 11 mois	6 ans et 7 mois
Femmes	15 ans et 2 mois	29 ans et 11 mois	4 ans
Ensemble	**15 ans et 4 mois**	**30 ans et 2 mois**	**4 ans et 6 mois**

Champ : l'ensemble des retraités de droits directs vivants au 31/12/2021.

Montant annuel moyen brut des pensions

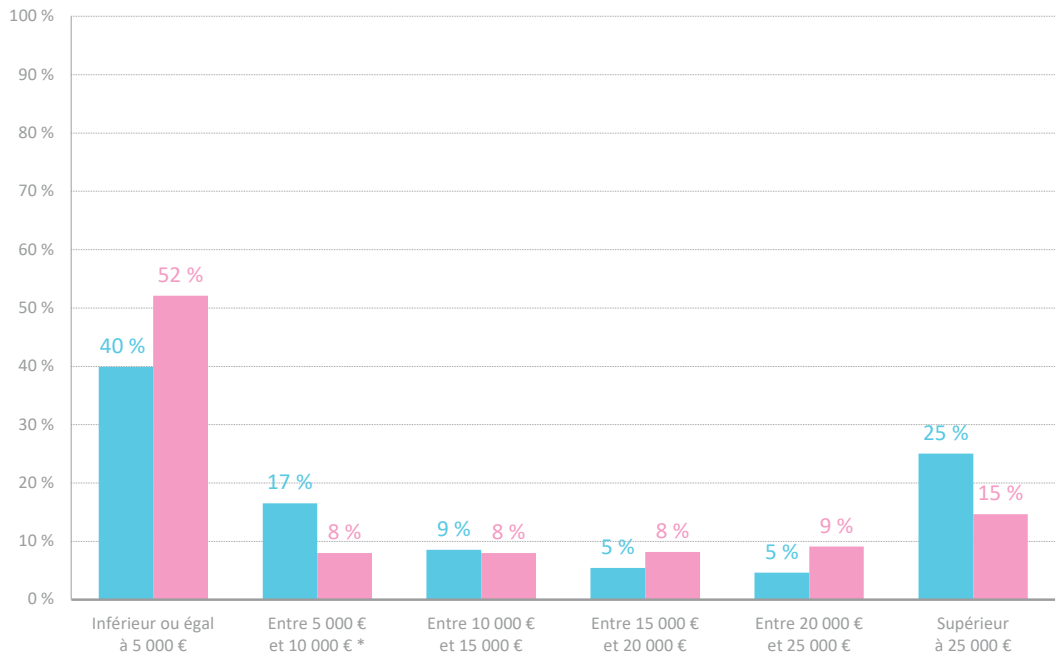
	Montant annuel de la pension	
	Droits directs	Droits dérivés
Médiane	5 144 €	3 483 €
Moyenne	11 800 €	7 682 €

Montant de la pension par type de prestations et par durée d'activité

		Droits directs			Droits dérivés
		Droits directs	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans	
Hommes	Moyenne	15 864 €	33 582 €	4 503 €	5 515 €
	Médiane	7 461 €	30 794 €	3 284 €	2 974 €
Femmes	Moyenne	10 793 €	21 871 €	1 608 €	8 519 €
	Médiane	4 047 €	20 579 €	939 €	3 600 €

Répartition des retraités de droits directs selon le montant et le sexe

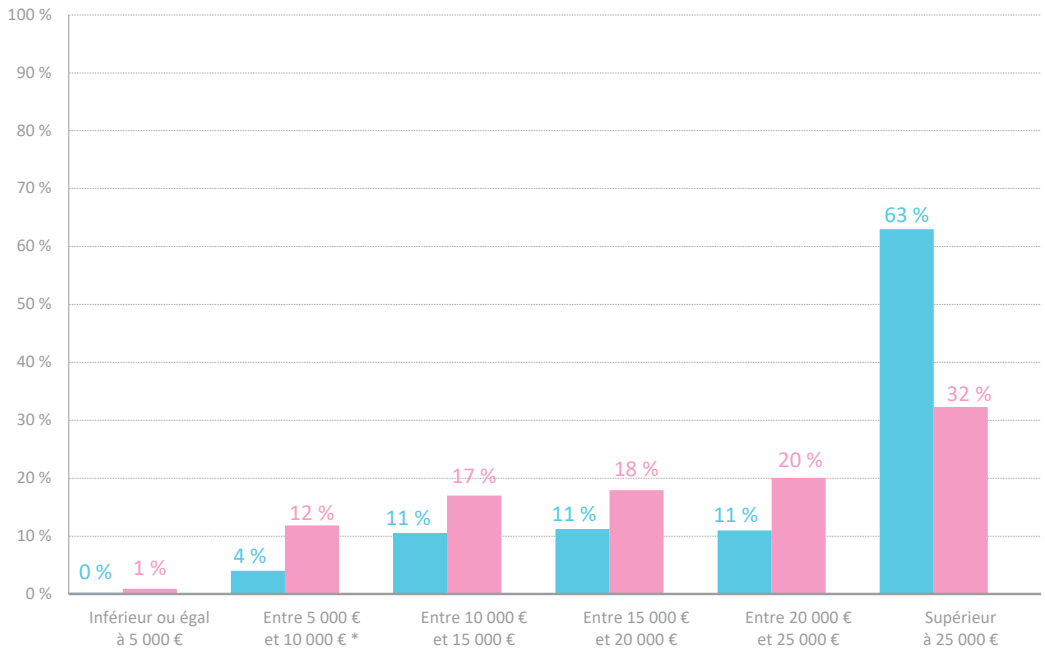
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	5 419	40 %	28 557	52 %	33 208	49 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	2 245	17 %	4 378	8 %	6 623	10 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	1 158	9 %	4 377	8 %	5 535	8 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	741	5 %	4 494	8 %	5 235	8 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	624	5 %	4 989	9 %	5 613	8 %
Supérieur à 25 000 €	3 402	25 %	8 027	15 %	11 429	17 %



** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er janvier 2021 est de **906,80 €** / mois soit **10 881,75 €** annuel pour une personne seule et de **1 407,82 €** / mois soit **16 893,94 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

Répartition des retraités de droits directs ayant une activité supérieure ou égale à 15 ans selon le montant de la pension et le sexe

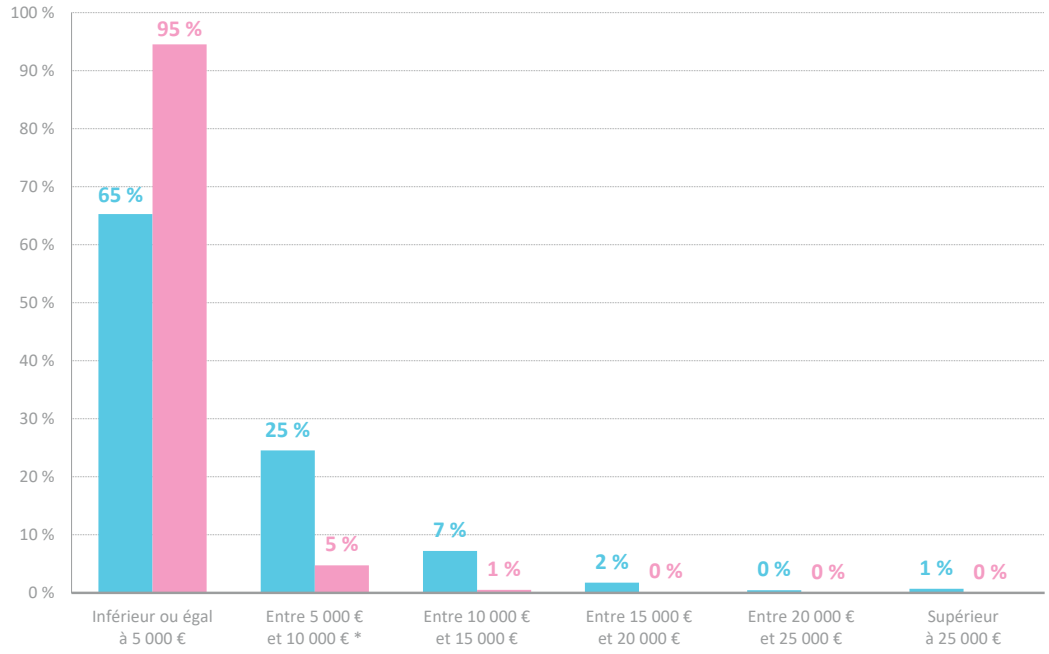
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	13	0 %	220	1 %	233	1 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	213	4 %	2 948	12 %	3 161	10 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	561	11 %	4 225	17 %	4 786	16 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	596	11 %	4 459	18 %	5 055	17 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	583	11 %	4 977	20 %	5 560	18 %
Supérieur à 25 000 €	3 343	63 %	8 020	32 %	11 363	38 %



** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er janvier 2021 est de **906,80 €** / mois soit **10 881,75 €** annuel pour une personne seule et de **1 407,82 €** / mois soit **16 893,94 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

Répartition des retraités de droits directs ayant une activité inférieure à 15 ans selon le montant de la pension et le sexe

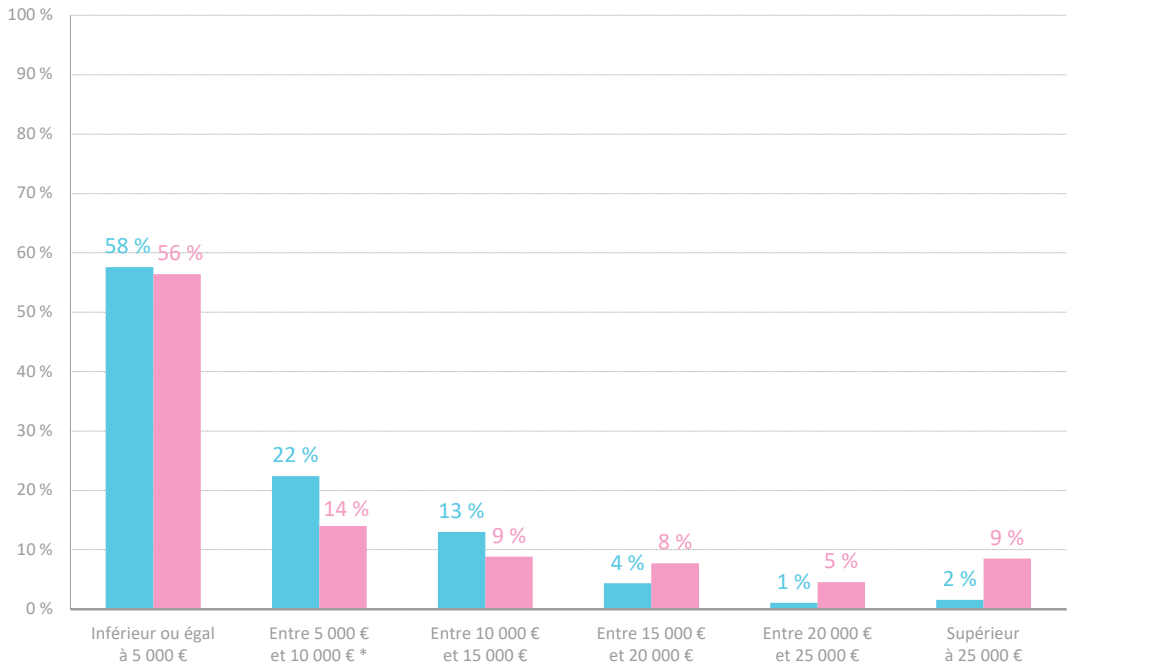
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	5 406	65 %	28 337	95 %	33 743	88 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	2 032	25 %	1 430	5 %	3 462	9 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	597	7 %	152	1 %	749	2 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	145	2 %	35	0 %	180	0 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	41	0 %	12	0 %	53	0 %
Supérieur à 25 000 €	59	1 %	7	0 %	66	0 %



** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er janvier 2021 est de **906,80 €** / mois soit **10 881,75 €** annuel pour une personne seule et de **1 407,82 €** / mois soit **16 893,94 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

Répartition des retraités de droits dérivés selon le montant de la pension et le sexe

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	1 445	58 %	3 670	56 %	5 115	57 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	561	22 %	909	14 %	1 470	16 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	326	13 %	576	9 %	902	10 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	109	4 %	502	8 %	611	7 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	27	1 %	295	5 %	322	4 %
Supérieur à 25 000 €	40	2 %	553	9 %	593	7 %



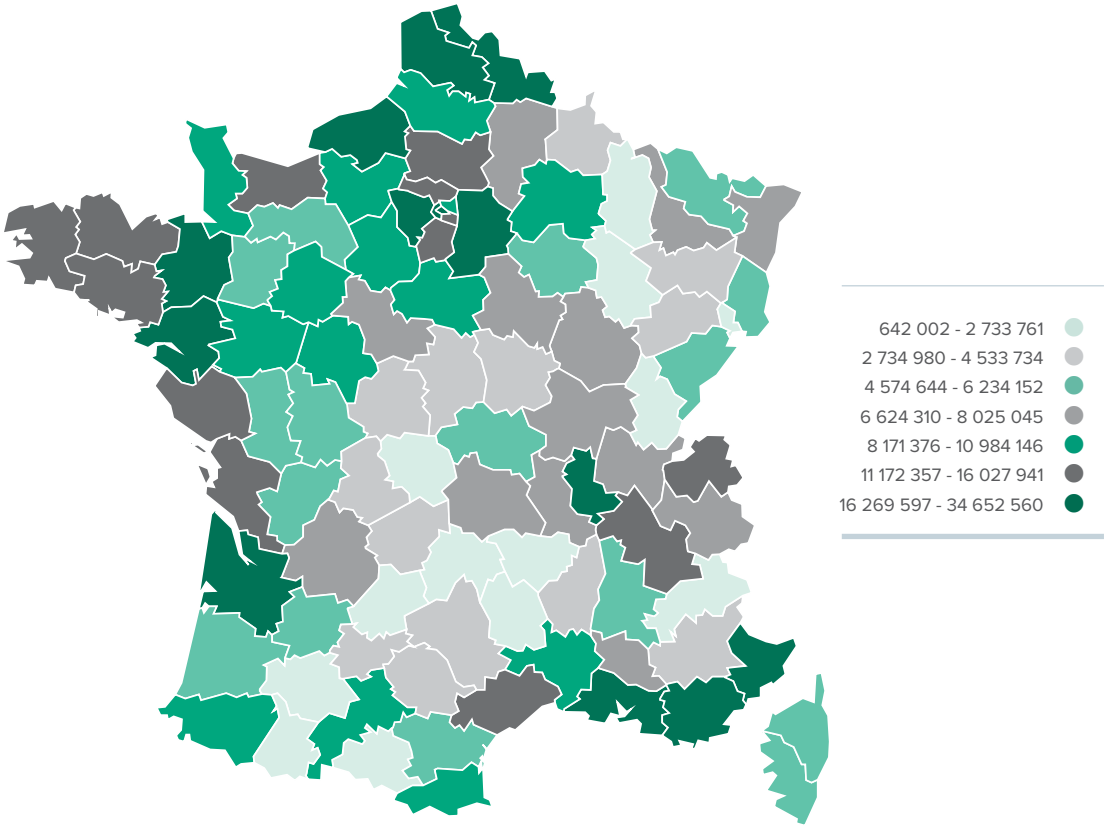
** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er janvier 2021 est de **906,80 €** / mois soit **10 881,75 €** annuel pour une personne seule et de **1 407,82 €** / mois soit **16 893,94 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

2 ASSURANCE VIEILLESSE

Durée moyenne de versement d'une pension par type de prestations et par sexe

	Hommes	Femmes
Droits directs	21 ans et 4 mois	24 ans et 11 mois
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	22 ans et 11 mois	27 ans
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	20 ans et 2 mois	24 ans et 11 mois
Droits dérivés	6 ans et 8 mois	15 ans et 11 mois

Les prestations vieillesse par département de résidence des pensionnés (en €)



4 • RACHAT D'ANNÉES D'ÉTUDES

Année du rachat	2018		2019		2020		2021	
	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres
Hommes	1	9	0	0	0	0	7	42
Femmes	7	39	5	20	5	25	2	15
Ensemble	8	48	5	20	5	25	9	57

Source : SI pensions CRPCEN
Les années correspondent aux années de rachat des trimestres pour année d'études..

La réforme des régimes de retraite de 2008 ouvre la possibilité à nos assurés de racheter des périodes d'études supérieures afin d'améliorer leurs taux de pension ou de réduire l'effet de la décote ou de combiner ces deux effets. Le nombre de trimestres pouvant être rachetés est limité à 12. Le montant du rachat d'un trimestre varie en fonction de l'âge à la date de la demande (le coût de rachat d'un trimestre augmentant avec l'âge) et de l'option de rachat choisie par l'assuré.
*En 2021, sans distinction de sexe, **9** assurés de la CRPCEN ont bénéficié de ce dispositif et racheté **57** trimestres.*

5 • SURCOTE / DÉCOTE

> Surcote

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de personnes concernées par une surcote	4 211	4 817	5 504	6 371	7 381	8 332	9 333
Hommes	1 887	2 055	2 215	2 405	2 616	2 805	2 988
Femmes	2 324	2 762	3 289	3 966	4 765	5 527	6 345
Montant annuel des surcotes	2 750 192 €	3 170 636 €	3 686 337 €	4 358 535 €	5 149 295 €	5 844 314 €	6 567 787 €
Hommes	1 752 799 €	1 935 023 €	2 133 703 €	2 436 474 €	2 721 037 €	2 981 189 €	3 178 930 €
Femmes	997 394 €	1 235 613 €	1 552 634 €	1 922 061 €	2 428 258 €	2 863 125 €	3 388 858 €
Montant annuel de la surcote moyenne	653 €	658 €	670 €	684 €	698 €	701 €	704 €
Hommes	929 €	942 €	963 €	1 013 €	1 040 €	1 063 €	1 064 €
Femmes	429 €	447 €	472 €	485 €	510 €	518 €	534 €
Montant annuel de la surcote médiane	173 €	167 €	166 €	157 €	157 €	150 €	150 €
Hommes	466 €	464 €	468 €	483 €	483 €	483 €	482 €
Femmes	65 €	65 €	68 €	70 €	72 €	73 €	74 €

Source : SI pensions CRPCEN
Les années correspondent aux années de paiement des pensions.

*À compter du 1er juillet 2008, la réforme des régimes de retraite instaure un mécanisme de surcote permettant de majorer la pension sous certaines conditions. Le taux de la surcote a été porté à **1,25 %** pour les trimestres entiers cotisés et effectués à compter du 1er janvier 2009.*
*En 2021, **9 333** pensionnés de droits directs ont été concernés par ce dispositif pour un montant global de **6,6 M€**.*

> Décote

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de personnes concernées par une décote	1 583	1 908	2 164	2 383	2 675	2 982	3 314
Hommes	298	340	383	419	474	533	607
Femmes	1 285	1 568	1 781	1 964	2 201	2 449	2 707

Source : SI pensions CRPCEN
Les années correspondent aux années de paiement des pensions.

*Depuis le 1er juillet 2008, un mécanisme de décote a été mis en place dans le cadre de la réforme des régimes de retraite de 2008. Il conduit à réduire le montant de la pension d'un assuré qui ne totalise pas, tous régimes confondus, le nombre de trimestres requis pour bénéficier du taux maximum de la pension à la CRPCEN. Le taux de réduction, de **0,125 %** au 1er juillet 2010, augmente progressivement pour atteindre **1,25 %** à partir du 1er juillet 2019.*

*En 2021, **3 314** pensionnés de droits directs ont été concernés par une décote.*

6 • NOMBRE DE MAJORATIONS POUR ENFANTS

Année	Effectif*	Droits directs	Part des retraités de droits directs bénéficiant d'une majoration pour enfant	Montant en millions d'euros
2007	13 290	50 441	26 %	13,02
2008	13 766	53 128	26 %	13,68
2009	14 217	55 443	26 %	14,22
2010	14 584	57 795	25 %	14,51
2011	14 966	59 989	25 %	15,01
2012	15 133	61 526	25 %	15,35
2013	15 293	62 986	24 %	15,64
2014	15 398	64 165	24 %	15,76
2015	15 436	65 494	24 %	15,64
2016	15 633	66 747	23 %	15,58
2017	15 727	67 502	23 %	15,85
2018	15 264	68 501	22 %	15,65
2019	15 350	69 641	22 %	15,47
2020	15 422	70 628	22 %	15,40
2021	15 494	71 568	22 %	15,29

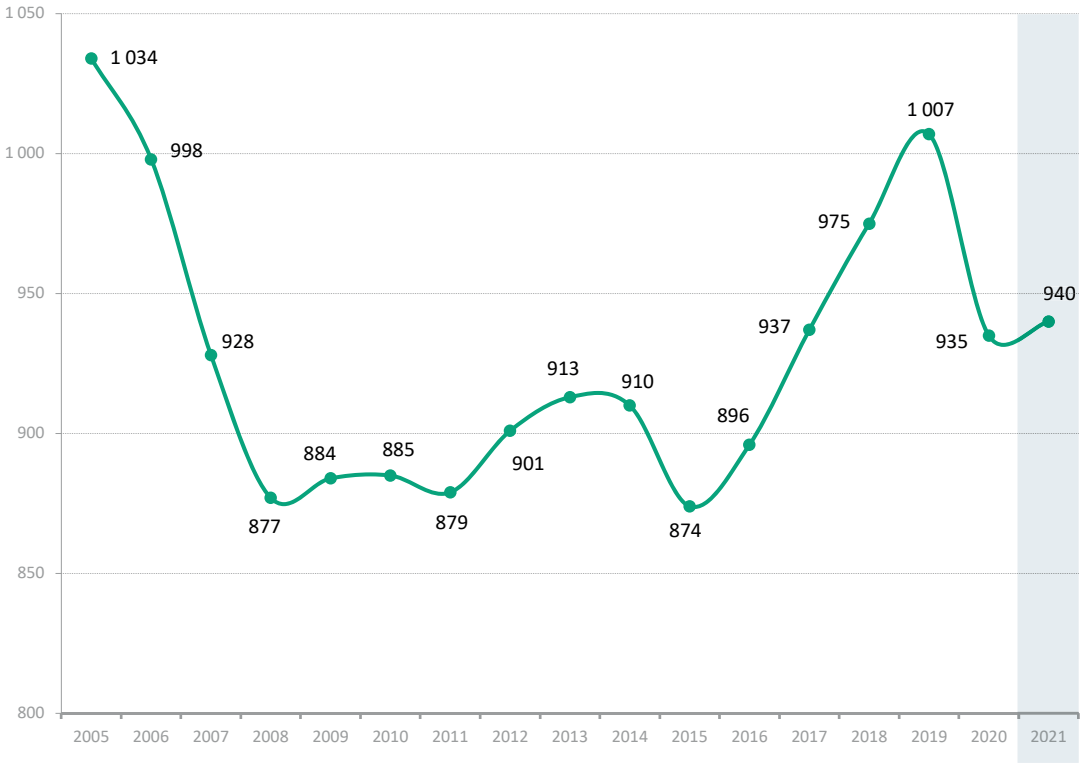
Source : SI pensions CRPCEN
** Les effectifs des retraités (au 31 décembre de chaque année) ayant bénéficié d'une majoration pour enfant.*

*Les assurés ayant élevé au moins 3 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, bénéficient d'une majoration de **10 %** du montant de leur pension, augmentée de **5 %** par enfant en plus à partir du 4e.*
Le montant de la pension majorée ne peut toutefois pas excéder le salaire annuel moyen.
La majoration est accordée à la date d'effet de la pension si les conditions d'attribution sont remplies. Dans le cas contraire, les assurés doivent en demander le bénéfice lorsque leur 3e enfant atteint l'âge de 16 ans et/ou, le cas échéant, chaque fois que l'un de ses enfants suivants atteint cet âge.

7 • LES PENSIONS D'INVALIDITÉ

Évolution du nombre d'invalides

940
invalides



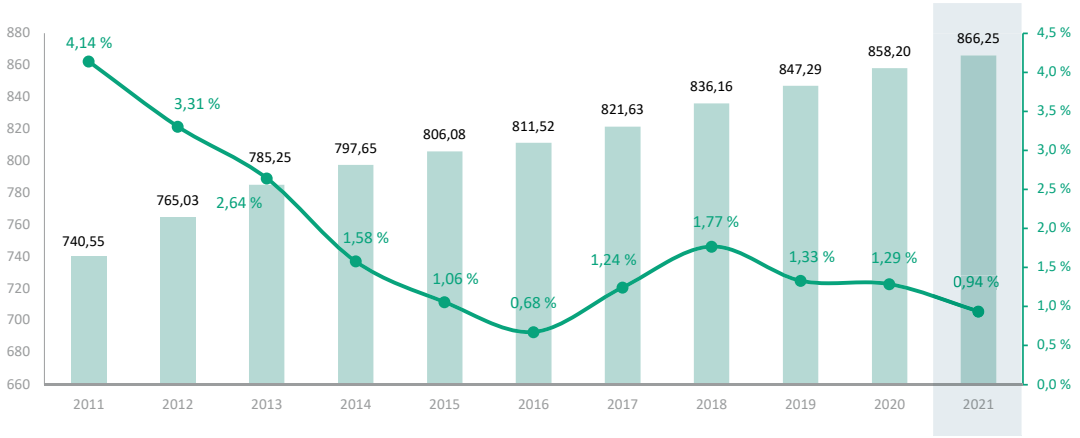
Pensions d'invalidité moyenne et médiane

	2017	2018	2019	2020	2021	Évolution 2021 / 2020
Moyenne	13 076	13 466	14 573	14 893	15 108	1,44 %
Médiane	12 389	12 525	13 170	13 370	13 499	0,96 %

LES PRESTATIONS VIEILLESSE

1 • LES DÉPENSES

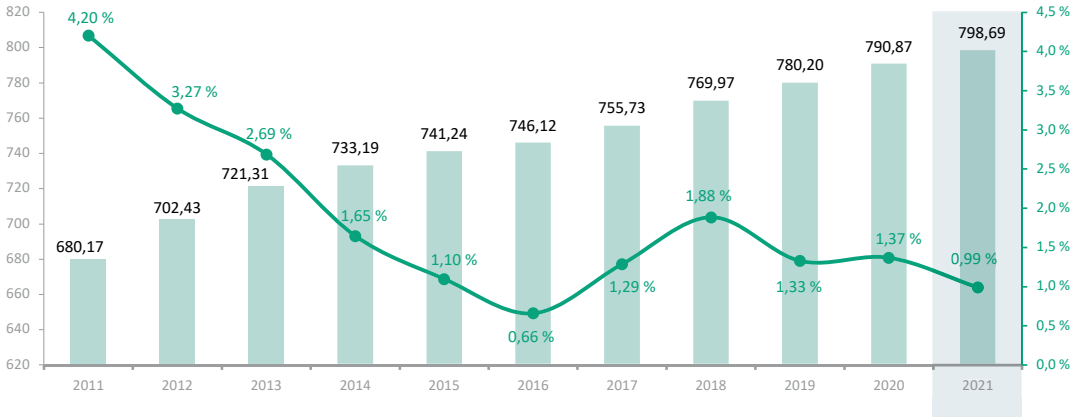
Évolution des prestations vieillesse en montant et en pourcentage (en M€)



*Le montant total des pensions versées en 2021 s'élève à **866 M€** en progression de **+0,94 %** par rapport à 2020.*

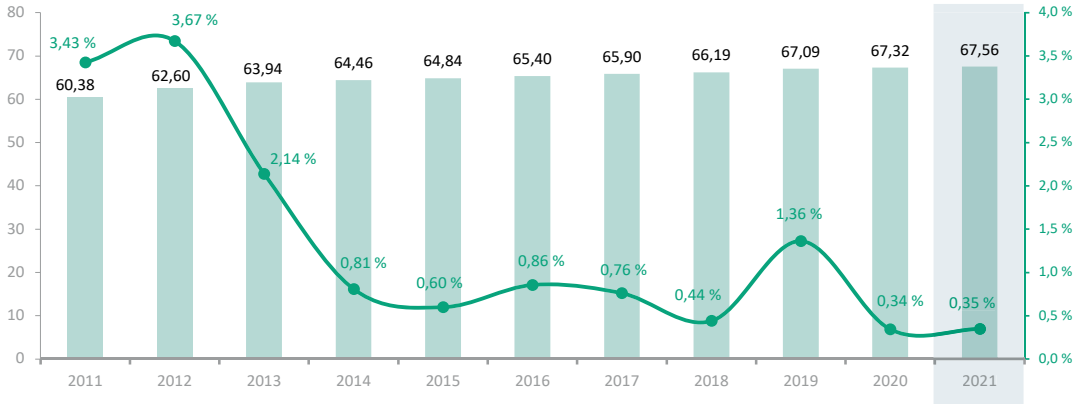
Évolution des prestations vieillesse par nature en montant et en pourcentage (en M€)

> Droits directs



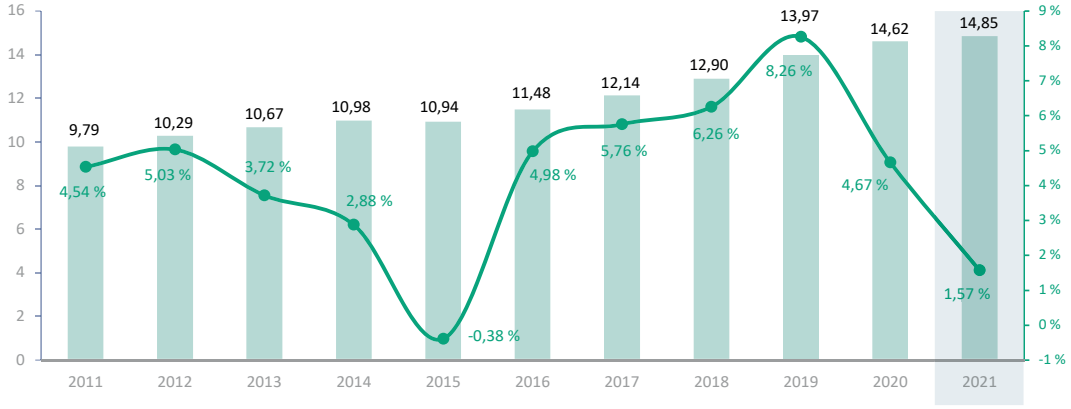
*Le montant total des pensions de droits directs versées en 2021 s'élève à **799 M€** en progression de **+0,99 %** par rapport à 2020.*

> Droits dérivés



*Le montant total des pensions de droits dérivés versées en 2021 s'élève à **67,5 M€** en progression de **+0,35 %** par rapport à 2020.*

Évolution des prestations invalidité en montant et en pourcentage (en M€)



*Le montant total des pensions d'invalidité versées en 2021 s'élève à **14,85 M€** en progression de **+1,57 %** par rapport à 2020.*

3 ASSURANCE MALADIE

Au 31 décembre 2021, le régime d'assurance maladie couvre **75 972** actifs, **28 878** retraités et **48 034** ayants droit, soit au total une population de **152 884** bénéficiaires du régime maladie (**+3,78 %** par rapport à 2020).

Les bénéficiaires sont principalement des femmes. Elles représentent près de **73 %** de la population totale couverte.

12,1 % des bénéficiaires « maladie », soit **18 476** personnes, sont déclarés en affection de longue durée.

L'âge moyen s'établit à **37 ans et 11 mois** (hommes/femmes confondus).

Les prestations maladie et maternité diminuent de **-0,05 %** (soit **-0,2 M€**, hors coûts des vaccins pour COVID de **1,7 M€**) du fait :

- de l'évolution des dépenses de soins de ville (hors prestations en espèces) de **+16,84 %**, représentant **+22 M€** de dépenses supplémentaires : cette croissance tient à la fois à la reprise des soins décalés depuis de nombreux mois et le recours aux soins qui ont été déplacés suite au confinement ;
- à la baisse des prestations en espèces maladie et maternité de **-7,46 %**, correspondant à une moindre dépense de **4,5 M€** ;
- à la baisse des soins exécutés en établissements de **-11,95 %** qui s'explique par :
  - la création de la branche « dépendance », les prestations en établissements médico-sociaux sous forfait étant dorénavant directement prises en charge par la CNSA. Ainsi, au cours de l'année 2021, seul **1 M€** de prestations a été remboursé par le régime maladie des clercs et employés de notaires, contre **31 M€** en 2020 ;
  - la hausse des prestations en établissements sanitaires publics comme privés représentant une dépense supplémentaire de **+12,6 M€** entre 2021 et 2020, due pour l'essentiel à la prise en charge des patients COVID.

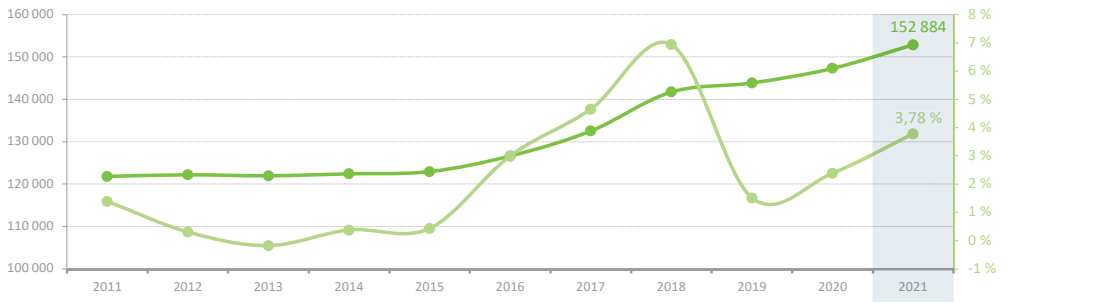
LA POPULATION PROTÉGÉE

1 • LES BÉNÉFICIAIRES (ASSURÉS ET AYANTS DROIT)

152 884
bénéficiaires de l'assurance maladie

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de bénéficiaires	121 858	122 228	122 007	122 465	122 987	126 668	132 553	141 748	143 890	147 320	152 884
Évolution du nombre de bénéficiaires en %	1,39 %	0,30 %	-0,18 %	0,38 %	0,43 %	2,99 %	4,65 %	6,94 %	1,51 %	2,38 %	3,78 %
Assurés	83 112	83 265	83 120	83 287	83 580	85 825	90 030	96 428	98 478	100 848	104 850
Évolution du nombre d'assurés en %	1,53 %	0,18 %	-0,17 %	0,20 %	0,35 %	2,69 %	4,90 %	7,11 %	2,13 %	2,41 %	3,97 %
Ayants droit	38 746	38 963	38 887	39 178	39 407	40 843	42 523	45 320	45 412	46 472	48 034
Évolution du nombre d'ayants droit en %	1,07 %	0,56 %	-0,20 %	0,75 %	0,58 %	3,64 %	4,11 %	6,58 %	0,20 %	2,33 %	3,36 %

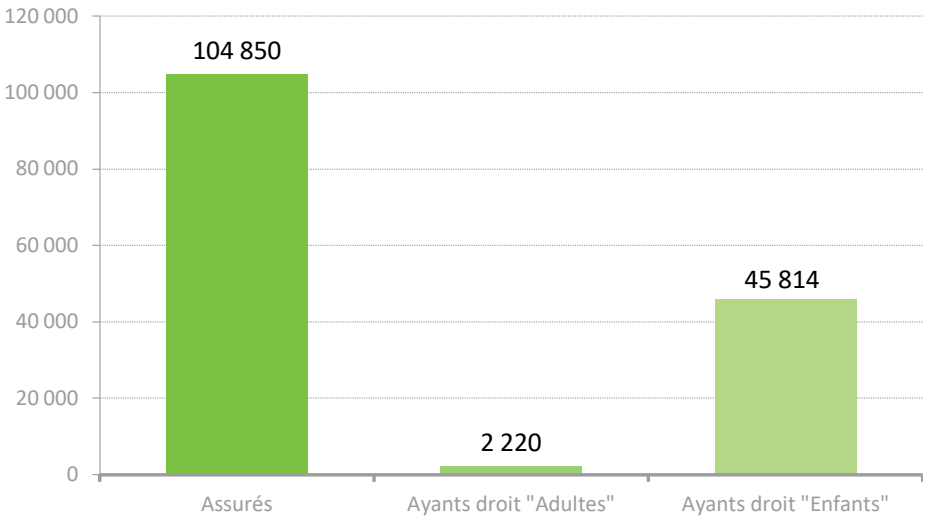
Évolution du nombre de bénéficiaires



3 ASSURANCE MALADIE

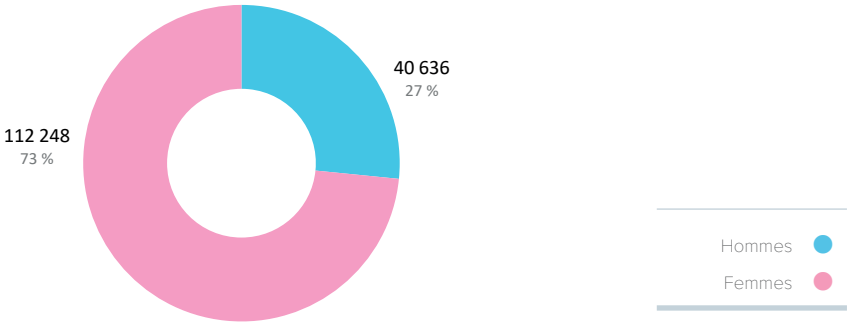
Répartition par nature et par moyenne d'âge

	2018		2019		2020		2021	
	Effectifs	Moyenne d'âge	Effectifs	Moyenne d'âge	Effectifs	Moyenne d'âge	Effectifs	Moyenne d'âge
Assurés	96 428	50 ans et 11 mois	98 478	50 ans et 10 mois	100 848	50 ans et 7 mois	104 850	50 ans et 1 mois
Ayants droit "Adultes"	919	68 ans et 4 mois	1 051	48 ans et 1 mois	1 843	36 ans et 6 mois	2 220	33 ans
Ayants droit "Enfants"	44 401	10 ans et 5 mois	44 361	10 ans et 4 mois	44 629	10 ans et 3 mois	45 814	10 ans et 4 mois
TOTAL	141 748	38 ans et 4 mois	143 890	38 ans et 4 mois	147 320	38 ans et 3 mois	152 884	37 ans et 11 mois



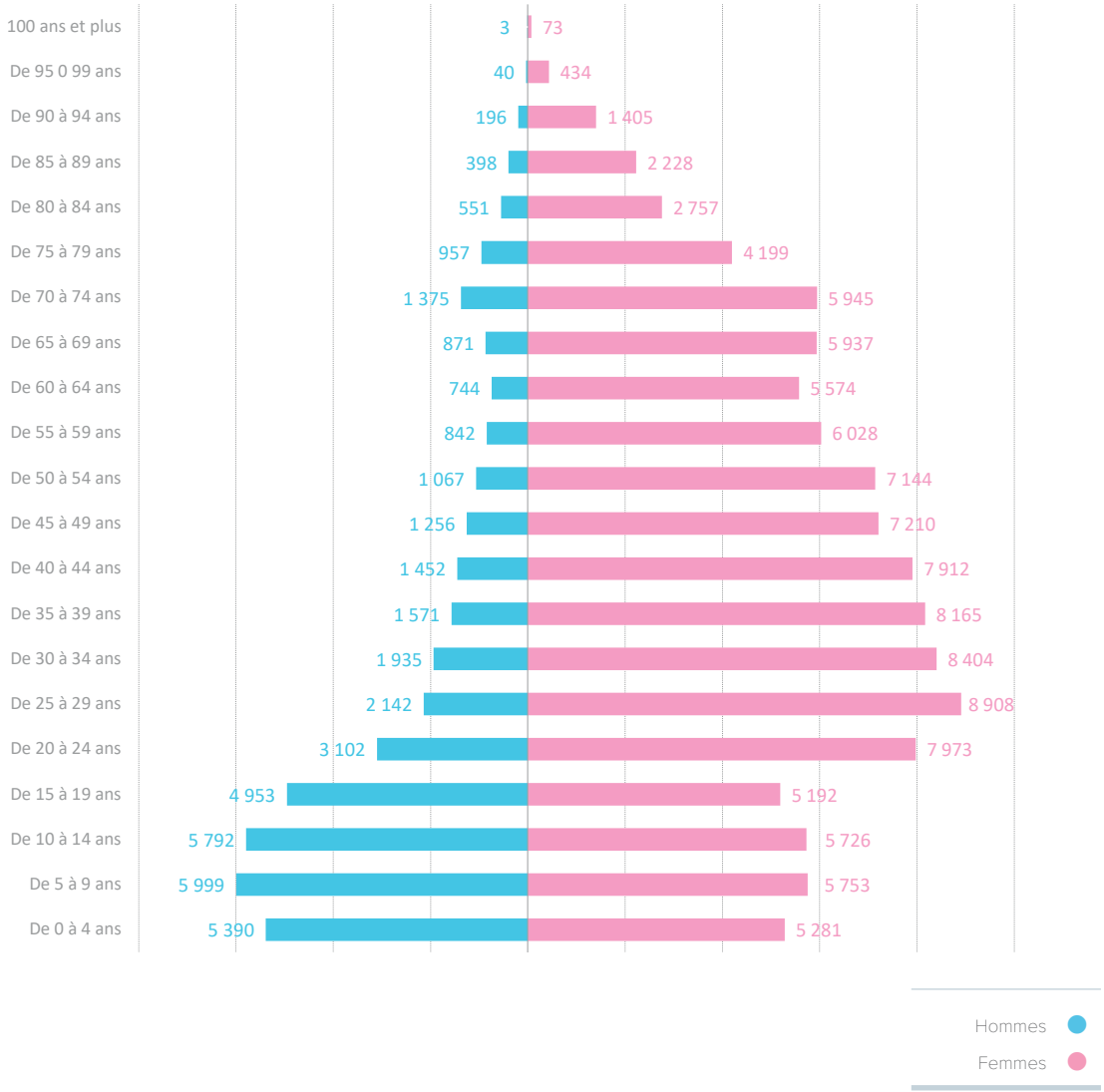
Avec la Puma (protection universelle maladie), la notion d'ayants droit « Adultes » sera remplacée à terme par celle d'assurés « Autonomes », dès que cette possibilité sera techniquement ouverte pour le régime des clercs et employés de notaires.

Répartition par sexe



3 ASSURANCE MALADIE

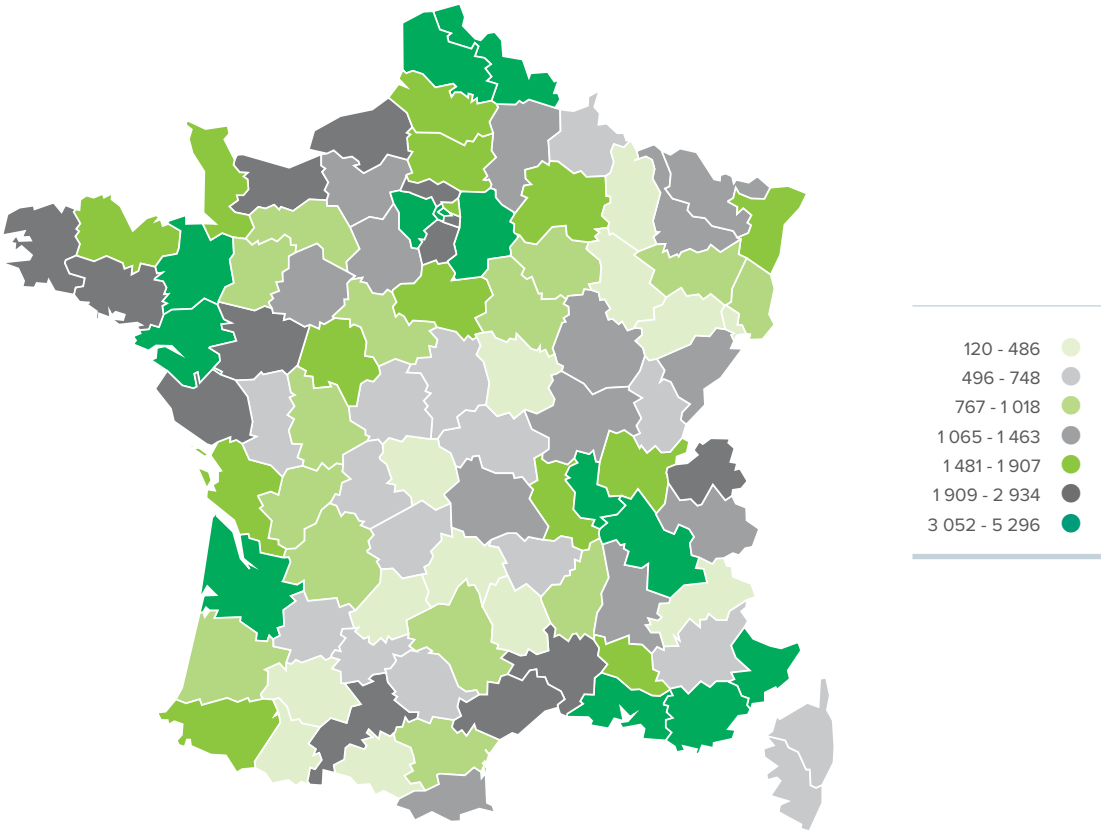
Pyramide des âges



Âge moyen par sexe

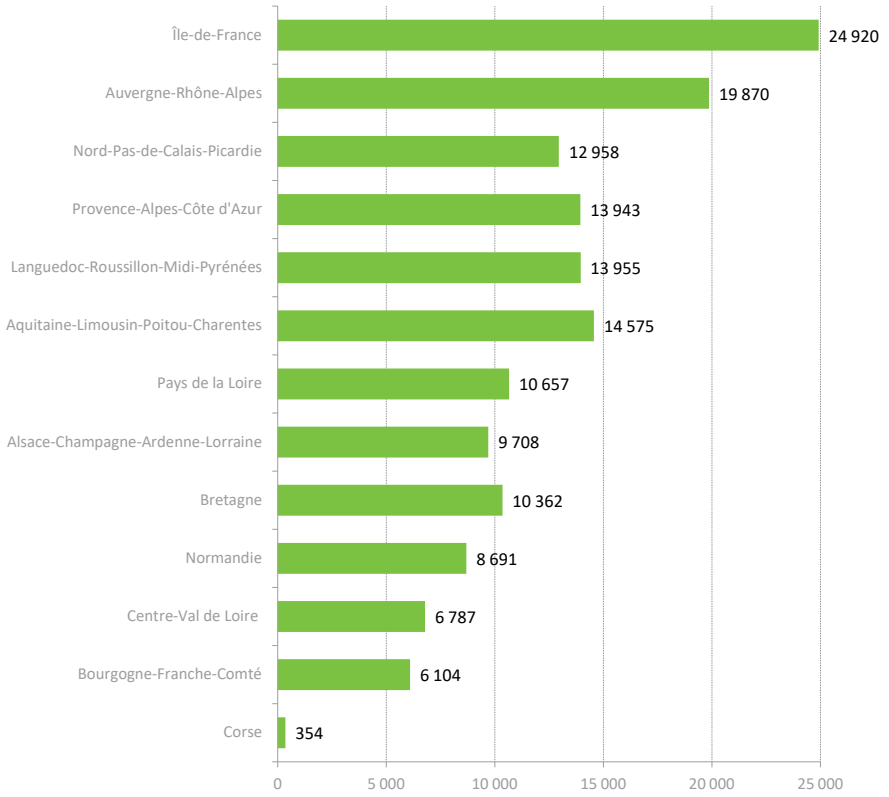
	Moyenne d'âge
Hommes	26 ans et 5 mois
Femmes	42 ans et 1 mois
Ensemble	37 ans et 11 mois

Répartition par département



Nombre de bénéficiaires par région

Régions	Nombre de bénéficiaires	Part des bénéficiaires de chaque région dans le nombre de bénéficiaires France entière
Corse	354	0,2 %
Bourgogne-Franche-Comté	6 104	4,0 %
Centre-Val de Loire	6 787	4,4 %
Normandie	8 691	5,7 %
Bretagne	10 362	6,8 %
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	9 708	6,3 %
Pays de la Loire	10 657	7,0 %
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	14 575	9,5 %
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	13 955	9,1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 943	9,1 %
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	12 958	8,5 %
Auvergne-Rhône-Alpes	19 870	13,0 %
Île-de-France	24 920	16,3 %
TOTAL	**152 884**	**100 %**



Les bénéficiaires maladie en ALD

	2019		2020		2021		Évolution 2021 / 2020	Part des bénéficiaires en ALD / ensemble des bénéficiaires 2021
	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)		
Hommes	3 730	21,5 %	3 687	20,9 %	3 831	20,7 %	3,9 %	9,4 %
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste [1]	356	2,1 %	420	2,4 %	481	2,6 %	14,5 %	
Polypathologies [2]	207	1,2 %	180	1,0 %	160	0,9 %	-11,1 %	
Affections de longue durée inscrites sur la liste [3]	3 167	18,3 %	3 087	17,5 %	3 190	17,3 %	3,3 %	
Femmes	13 611	78,5 %	13 935	79,1 %	14 645	79,3 %	5,1 %	13,0 %
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste [1]	1 319	7,6 %	1 417	8,0 %	1 666	9,0 %	17,6 %	
Poly-pathologies [2]	836	4,8 %	866	4,9 %	732	4,0 %	-15,5 %	
Affections de longue durée inscrites sur la liste [3]	11 456	66,1 %	11 652	66,1 %	12 247	66,3 %	5,1 %	
Ensemble	17 341	100,0 %	17 622	100,0 %	18 476	100,0 %	4,8 %	12,1 %
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste [1]	1 675	9,7 %	1 837	10,4 %	2 147	11,6 %	16,9 %	
Poly-pathologies [2]	1 043	6,0 %	1 046	5,9 %	892	4,8 %	-14,7 %	
Affections de longue durée inscrites sur la liste [3]	14 623	84,3 %	14 739	83,6 %	15 437	83,6 %	4,7 %	

Source : ERASME régional
Champ : les bénéficiaires du régime d'assurance maladie de la CRPCEN, suivis pour une ALD au 31 décembre 2021.

*En 2021, **18 476** bénéficiaires du régime d'assurance maladie de la CRPCEN sont déclarés en ALD (au titre d'une pathologie de la liste des affections exonérantes, dans le cadre de maladies hors liste - procédures exceptionnelles ou en cas de polypathologies). Les effectifs progressent de **4,8 %** entre 2020 et 2021 et ils concernent **12,1 %** de la population protégée du régime d'assurance maladie.*

(1) Il s'agit des affections non inscrites sur la liste (cf. (3) et répondant aux critères suivants : le malade est atteint soit d'une forme grave d'une maladie soit d'une forme évolutive ou invalidante d'une maladie grave et nécessitant un traitement d'une durée prévisible supérieure à six mois et particulièrement coûteux.

(2) Le malade est atteint de plusieurs affections entraînant un état pathologique invalidant nécessitant un traitement d'une durée prévisible supérieure à six mois et particulièrement coûteux.

(3) Il s'agit des affections de longue durée inscrites sur une liste établie par le ministre de la Santé.

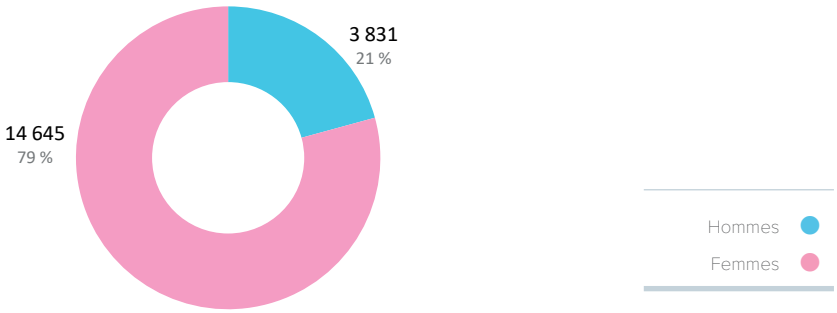
Les bénéficiaires maladie en ALD par sexe

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste	481	22,4 %	1 666	77,6 %	2 147	100 %
Poly-pathologies	160	17,9 %	732	82,1 %	892	100 %
Affections de longue durée inscrites sur la liste	3 190	20,7 %	12 247	79,3 %	15 437	100 %
Ensemble des ALD	3 831	20,7 %	14 645	79,3 %	18 476	100 %

Source : ERASME régional

Champ : les bénéficiaires du régime d'assurance maladie de la CRPCEN, suivis pour une ALD au 31 décembre 2021.

***20,7 %** des bénéficiaires en ALD sont des hommes et **79,3 %** des femmes. Les hommes sont sous représentés par rapport à leur part dans la population protégée (**27 %** des bénéficiaires maladie sont des hommes).*



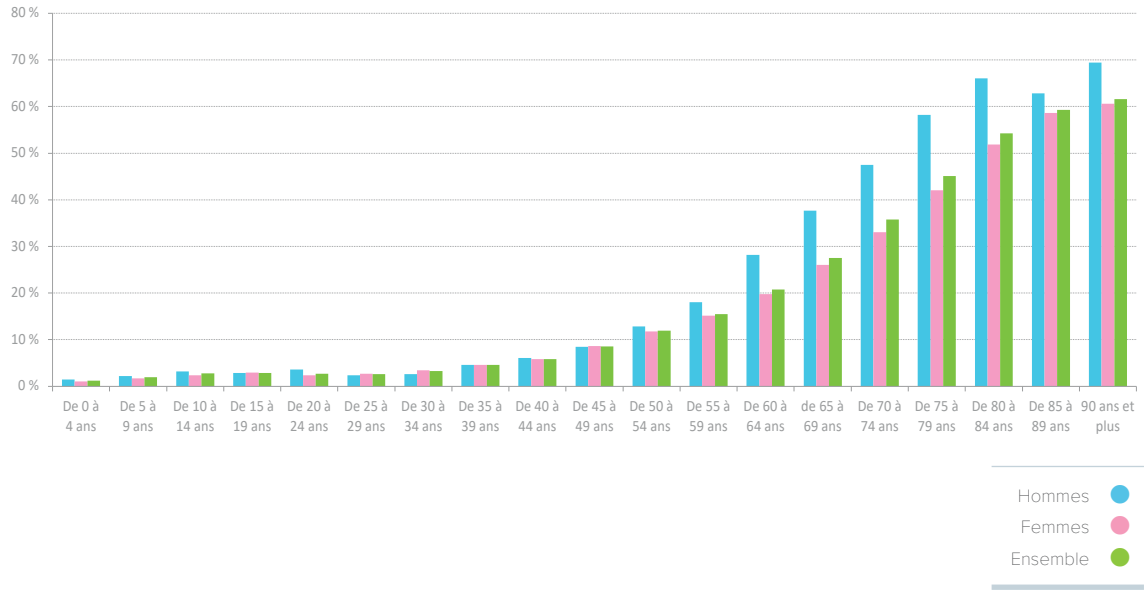
Répartition par sexe
des bénéficiaires maladie de la CRPCEN en ALD
au 31 décembre 2021

Les bénéficiaires maladie en ALD par âge et par sexe

	Part des personnes en ALD inscrites sur la liste dans l'ensemble de la population protégée «maladie» selon l'âge et le sexe		
	Hommes	Femmes	Ensemble
De 0 à 4 ans	1,4 %	1,0 %	1,2 %
De 5 à 9 ans	2,2 %	1,7 %	2,0 %
De 10 à 14 ans	3,2 %	2,4 %	2,8 %
De 15 à 19 ans	2,8 %	2,9 %	2,9 %
De 20 à 24 ans	3,6 %	2,4 %	2,7 %
De 25 à 29 ans	2,4 %	2,7 %	2,6 %
De 30 à 34 ans	2,6 %	3,5 %	3,3 %
De 35 à 39 ans	4,6 %	4,6 %	4,6 %
De 40 à 44 ans	6,1 %	5,8 %	5,9 %
De 45 à 49 ans	8,4 %	8,6 %	8,6 %
De 50 à 54 ans	12,8 %	11,8 %	11,9 %
De 55 à 59 ans	18,1 %	15,1 %	15,5 %
De 60 à 64 ans	28,2 %	19,7 %	20,7 %
De 65 à 69 ans	37,7 %	26,0 %	27,5 %
De 70 à 74 ans	47,5 %	33,0 %	35,8 %
De 75 à 79 ans	58,2 %	42,1 %	45,1 %
De 80 à 84 ans	66,1 %	51,9 %	54,3 %
De 85 à 89 ans	62,8 %	58,6 %	59,3 %
90 ans et plus	69,5 %	60,6 %	61,6 %
TOTAL	**9,4 %**	**13,0 %**	**12,1 %**

Source : ERASME régional
Champ : la part des bénéficiaires maladie suivis pour une ALD de la liste des affections exonérantes par rapport à l'ensemble de la population protégée sur le risque maladie.

*La part des personnes en ALD (liste des affections exonérantes) progressent avec l'âge : pour la classe d'âge des 60 à 64 ans, plus d'un bénéficiaire de notre régime sur cinq relève d'une affection de longue durée. À 90 ans et plus, près de **61,6 %** des bénéficaires sont dans cette situation.*
*Cette proportion est également variable selon le sexe : à âge égal, les hommes accusent un taux de morbidité plus important que les femmes. Par exemple, entre 60 et 64 ans, **28,2 %** des hommes sont suivis pour une pathologie appartenant à la liste des affections exonérantes contre **19,7 %** pour les femmes.*

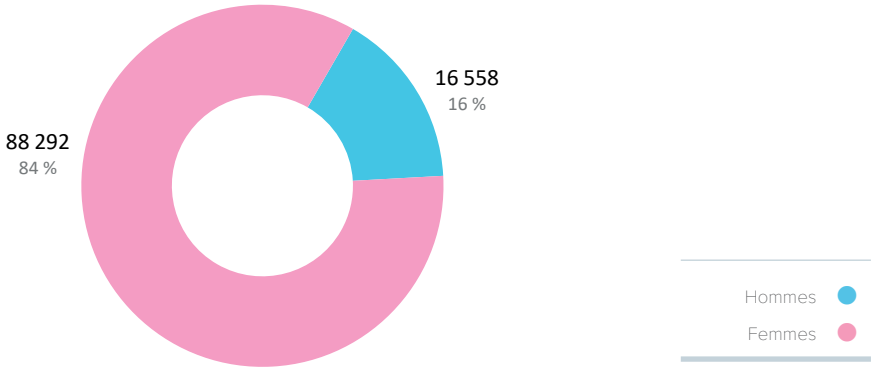


Moyenne d'âge par sexe des bénéficiaires maladie en ALD

	Effectifs	Moyenne d'âge
Hommes	3 831	60 ans et 7 mois
Femmes	14 645	66 ans et 10 mois
Ensemble	18 476	65 ans et 6 mois

2 • LES ASSURÉS

Répartition par sexe



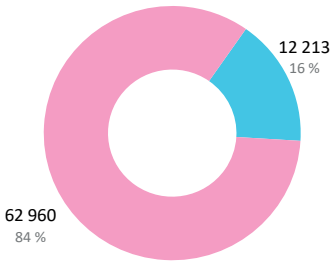
3 ASSURANCE MALADIE

Répartition par catégorie

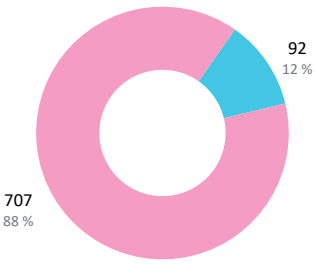
	Nombre d'assurés	Pourcentage
Salariés	75 173	72 %
Invalides	799	1 %
Retraités	28 878	27 %
TOTAL	**104 850**	**100 %**

Répartition par sexe

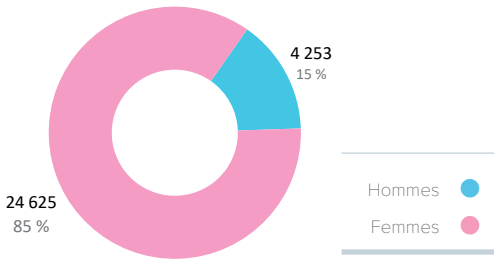
> Salariés



> Invalides

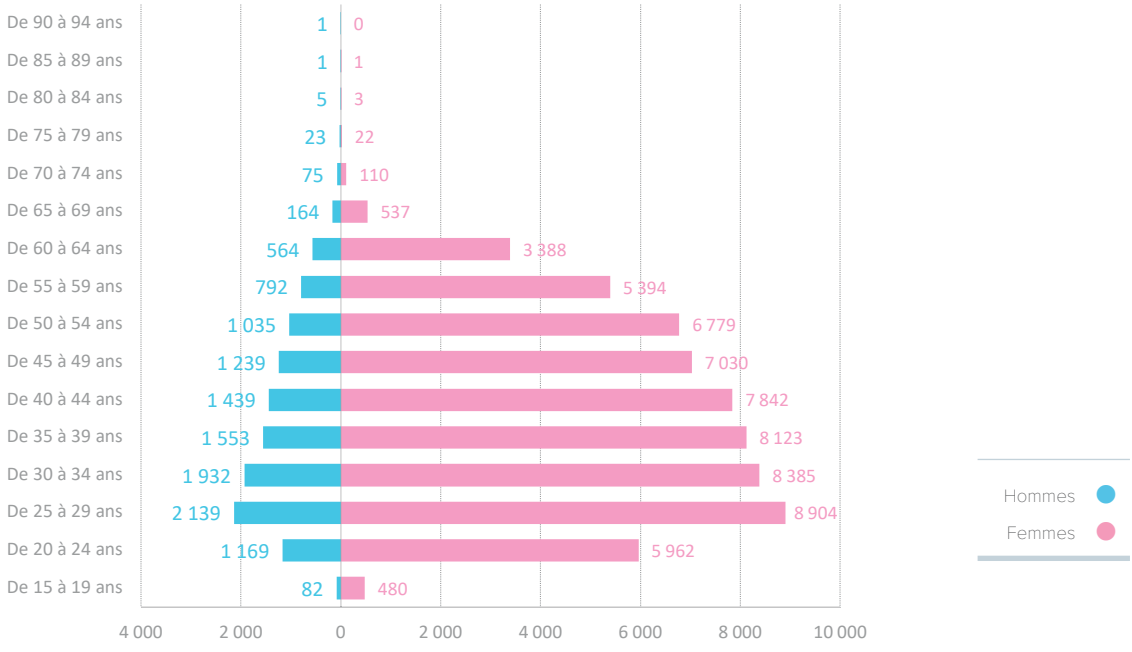


> Retraités



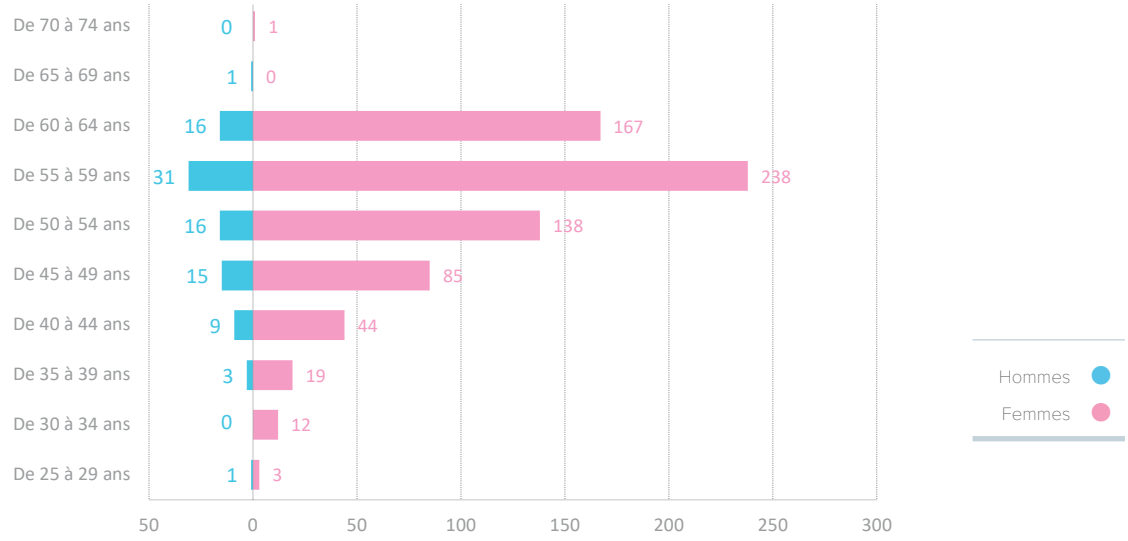
Pyramide des âges

> Salariés

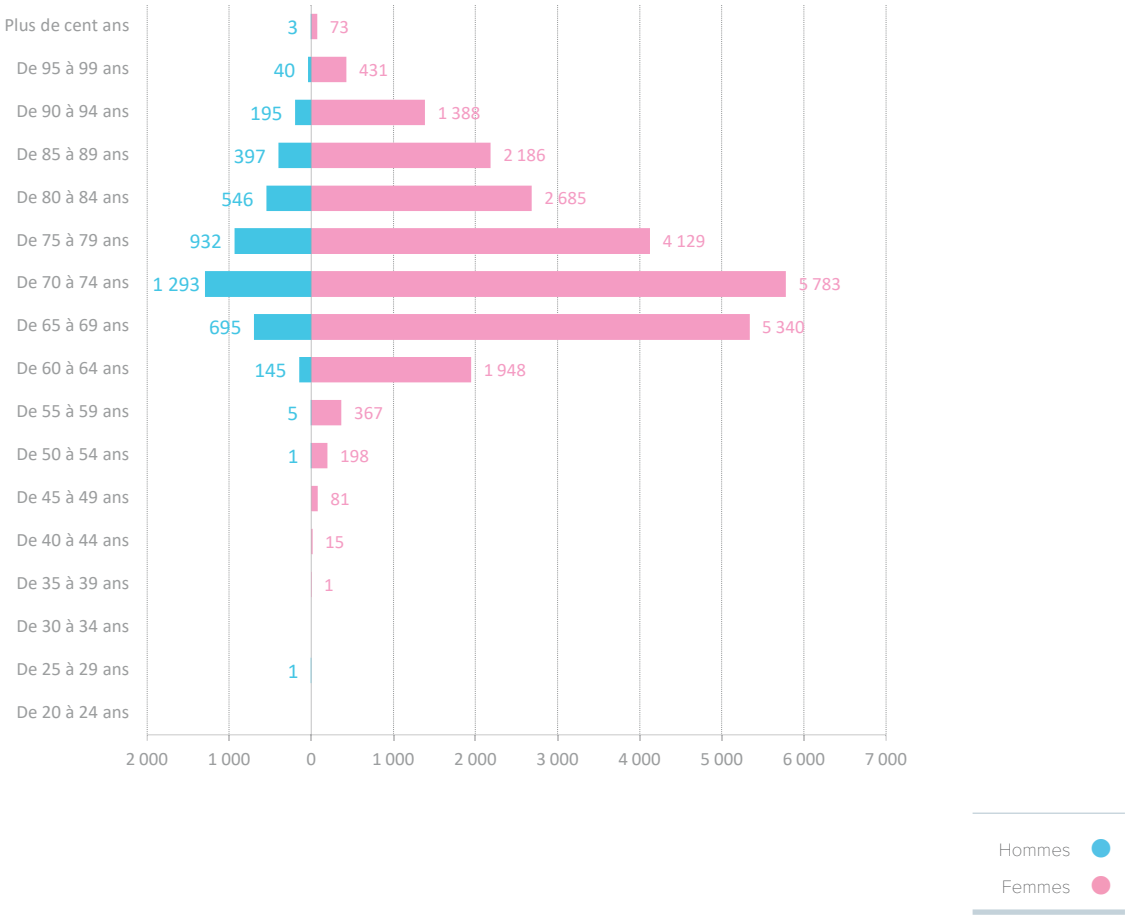


3 ASSURANCE MALADIE

> Invalides



> Retraités



Âge moyen des actifs

	2017	2018	2019	2020	2021
Salariés	**40 ans et 6 mois**	**40 ans et 3 mois**	**40 ans et 3 mois**	**40 ans et 6 mois**	**40 ans et 2 mois**
Hommes	39 ans et 2 mois	39 ans	39 ans et 3 mois	39 ans et 5 mois	38 ans
Femmes	40 ans et 10 mois	40 ans et 6 mois	40 ans et 6 mois	40 ans et 8 mois	40 ans et 7 mois
Invalides	**53 ans et 2 mois**	**53 ans et 9 mois**	**53 ans et 7 mois**	**54 ans et 3 mois**	**54 ans et 4 mois**
Hommes	53 ans et 1 mois	53 ans et 6 mois	53 ans et 11 mois	54 ans et 5 mois	53 ans et 9 mois
Femmes	53 ans et 3 mois	53 ans et 10 mois	53 ans et 7 mois	54 ans et 3 mois	54 ans et 5 mois

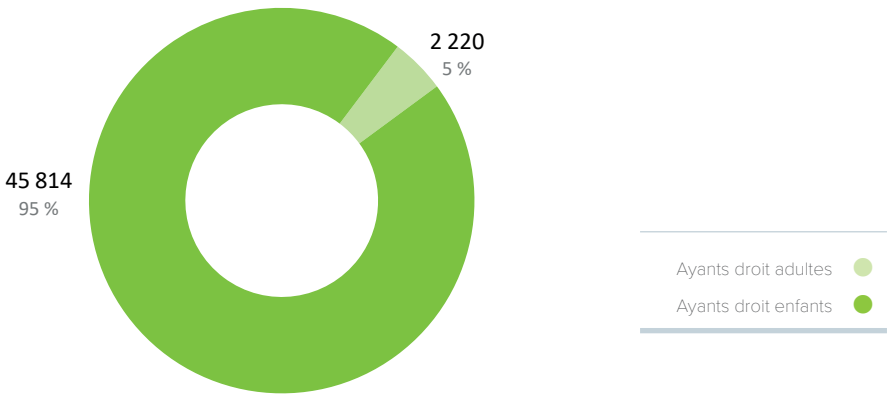
Âge moyen des retraités

	2017	2018	2019	2020	2021
Hommes	74 ans et 5 mois	74 ans et 10 mois	75 ans et 4 mois	75 ans et 11 mois	76 ans et 4 mois
Femmes	73 ans	73 ans et 5 mois	73 ans et 10 mois	74 ans et 6 mois	75 ans et 1 mois
Ensemble	**73 ans et 2 mois**	**73 ans et 8 mois**	**74 ans et 1 mois**	**74 ans et 8 mois**	**75 ans et 3 mois**

3 • LES AYANTS DROIT

Répartition des ayants droit

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	Structure	Effectif	Structure	Effectif	Structure
Ayants droit «Adultes»	805	3 %	1 415	6 %	2 220	5 %
Ayants droit «Enfants»	23 273	97 %	22 541	94 %	45 814	95 %
Ensemble	**24 078**	**100 %**	**23 956**	**100 %**	**48 034**	**100 %**



3 ASSURANCE MALADIE

Nombre moyen d'ayants droit enfants pris en charge par la CRPCEN par assuré actif

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
0,72	0,73	0,73	0,71	0,68	0,66	0,63	0,61

Taux de fécondité

	Nombre d'enfants nés en 2021 (*) (1)	Nombre de femmes « Assurées » en âge de procréer, âgées de 15 ans à 50 ans (2)
Effectifs	1 972	46 986
Taux de fécondité (1) / (2)	4,2 %	

(*) Il s'agit uniquement des enfants nés au cours de l'année 2021 et qui sont rattachés au régime d'assurance maladie de la CRPCEN en qualité d'ayants droit.

S'ils ne sont pas affiliés au régime, ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs affichés.

***4,2 %** des femmes âgées de 15 à 50 ans, assurées sociales de la CRPCEN, ont donné naissance au cours de l'année 2021.*

Le taux de fécondité à un âge donné (ou pour une tranche d'âges) est le nombre d'enfants nés vivants des femmes de cet âge au cours de l'année, rapporté à la population moyenne de l'année des femmes de même âge.

Par extension, le taux de fécondité est le rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à l'ensemble de la population féminine en âge de procréer (nombre moyen des femmes de 15 à 50 ans sur l'année). À la différence de l'indicateur conjoncturel de fécondité, son évolution dépend en partie de l'évolution de la structure par âge des femmes âgées de 15 à 50 ans.

Âge moyen des ayants droit

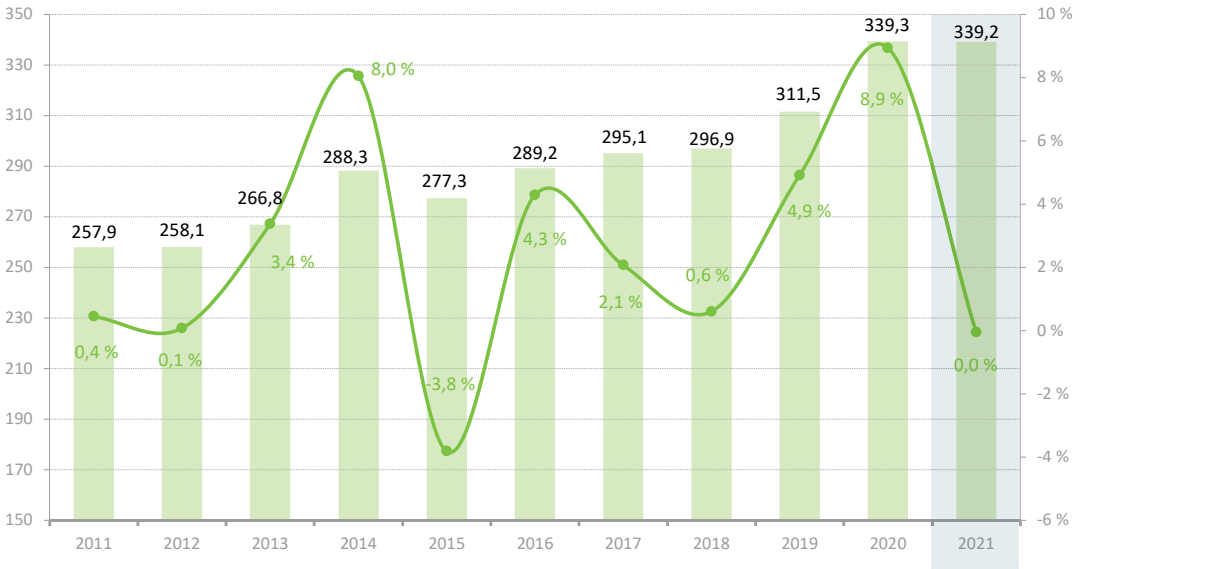
	Moyenne d'âge
Ayants droit "Adultes"	33 ans
Ayants droit "Enfants"	10 ans et 4 mois
Ensemble	**11 ans et 5 mois**

LES PRESTATIONS MALADIE

1 • LES DÉPENSES

Évolution des prestations maladie-maternité (en M€)

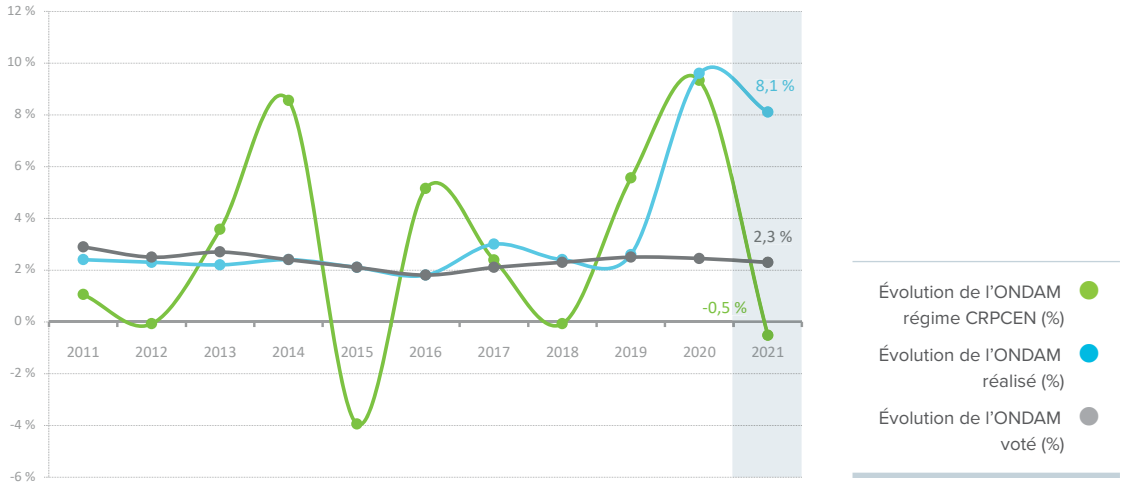
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Évolution 2021 / 2020	Évolution 2021 / 2011
Exécutées en ville	146,16	149,57	154,39	153,94	159,20	162,99	167,26	172,42	176,36	191,27	208,81	9,17 %	3,63 %
Honoraires médicaux et dentaires	52,44	53,98	56,28	55,42	60,95	60,97	64,21	65,86	68,27	64,91	73,95	13,92 %	3,50 %
Prescriptions	53,86	54,46	56,09	55,62	55,04	58,83	59,43	60,63	62,72	65,97	78,98	19,71 %	3,90 %
Prestations en espèces maladie-maternité	39,86	41,13	42,02	42,90	43,22	43,20	43,62	45,93	45,37	60,39	55,88	-7,46 %	3,44 %
Exécutées en établissements	111,77	108,55	112,42	134,34	118,08	126,17	127,88	124,50	135,14	148,07	130,37	-11,95 %	1,55 %
Établissements sanitaires publics	75,10	70,02	70,98	91,41	75,68	80,25	81,05	76,84	86,04	95,51	103,54	8,42 %	3,26 %
Établissements privés	19,48	19,56	20,29	21,01	20,10	22,03	22,06	22,24	23,12	21,32	25,88	21,39 %	2,88 %
Établissements médico-sociaux	17,19	18,97	21,15	21,92	22,31	23,89	24,78	25,41	25,97	31,24	0,95	-96,95 %	-25,11 %
Montant des dépenses en M€	257,93	258,12	266,81	288,28	277,28	289,16	295,14	296,91	311,50	339,33	339,18	-0,05 %	2,78 %
Évolution en %	0,44 %	0,07 %	3,37 %	8,05 %	-3,82 %	4,28 %	2,07 %	0,60 %	4,91 %	8,94 %	-0,05 %	-	-



3 ASSURANCE MALADIE

Dépenses dans le champ de l'ONDAM (en M€)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
ONDAM	238,93	238,76	247,30	268,45	257,85	271,13	277,63	277,44	292,84	320,16	318,49
Évolution de ONDAM Régime CRPCEN (%)	1,1 %	-0,1 %	3,6 %	8,6 %	-4,0 %	5,2 %	2,4 %	-0,1 %	5,6 %	9,3 %	-0,5 %
Évolution de l'ONDAM voté (%)	2,9 %	2,5 %	2,7 %	2,4 %	2,1 %	1,8 %	2,1 %	2,3 %	2,5 %	2,5 %	2,3 %
Évolution de l'ONDAM réalisé (%)	2,4 %	2,3 %	2,2 %	2,4 %	2,1 %	1,8 %	3,0 %	2,4 %	2,6 %	9,6 %	8,1 %



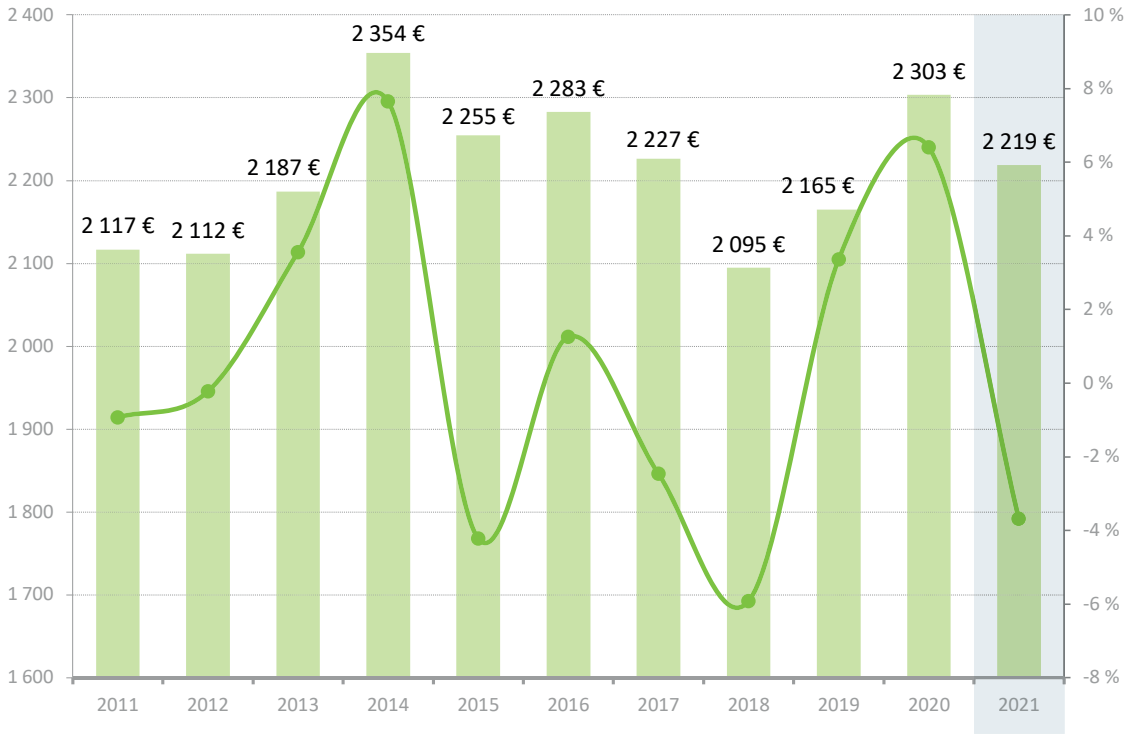
Évolution moyen de l'ONDAM entre 2010 et 2021

	2010	2021	Taux de croissance annuel moyen
ONDAM CRPCEN	236,44 M€	318,49 M€	2,75 %
ONDAM réalisé national	162,40 Mds€	237,10 M€	3,50 %

M€ : millions d'euros
Mds€ : milliards d'euros

*Sur le champ de l'ONDAM, les dépenses de la CRPCEN progressent en moyenne annuelle de **+2,7 %** entre 2010 et 2021.*

Évolution de la dépense par tête



Les dépenses de santé - risque maladie (en M€)

	2019	Évol. 2019/ 2018	Structure 2019	2020	Évol. 2020/ 2019	Structure 2020	2021	Évol. 2021/ 2020	Structure 2021
Prestations maladie	**287,68**	**5,7 %**	**100,0 %**	**314,89**	**9,5 %**	**100,0 %**	**310,63**	**-1,4 %**	**100,0 %**
Prestations légales - Exécutées en ville	**154,51**	**3,2 %**	**53,7 %**	**168,83**	**9,3 %**	**53,6 %**	**182,66**	**8,2 %**	**58,8 %**
Omnipraticiens libéraux	11,07	1,2 %	3,8 %	10,11	-8,6 %	3,2 %	10,86	7,4 %	3,5 %
Spécialistes libéraux	23,79	2,5 %	8,3 %	21,98	-7,6 %	7,0 %	25,25	14,9 %	8,1 %
Total médecins libéraux	**34,85**	**2,1 %**	**12,1 %**	**32,09**	**-7,9 %**	**10,2 %**	**36,11**	**12,5 %**	**11,6 %**
Dentistes libéraux	7,99	2,7 %	2,8 %	7,45	-6,7 %	2,4 %	8,96	20,2 %	2,9 %
Sages-femmes libérales	0,25	35,9 %	0,1 %	0,31	26,9 %	0,1 %	0,42	35,5 %	0,1 %
Total honoraires secteur privé (médicaux et dentaires)	**45,38**	**3,0 %**	**15,8 %**	**39,85**	**-12,2 %**	**12,7 %**	**45,50**	**14,2 %**	**14,6 %**
Infirmiers libéraux	10,23	7,7 %	3,6 %	10,97	7,3 %	3,5 %	11,88	8,3 %	3,8 %
Masseurs kinésithérapeutes libéraux	8,33	3,0 %	2,9 %	7,25	-12,9 %	2,3 %	8,81	21,4 %	2,8 %
Orthophonistes libéraux	1,54	2,0 %	0,5 %	1,38	-10,7 %	0,4 %	1,61	17,3 %	0,5 %
Orthoptistes libéraux	0,36	14,6 %	0,1 %	0,37	2,5 %	0,1 %	0,49	32,5 %	0,2 %
Pédicures libéraux	0,04	7,4 %	0,0 %	0,04	1,7 %	0,0 %	0,05	22,4 %	0,0 %
Total auxiliaires médicaux	**20,50**	**5,4 %**	**7,1 %**	**20,01**	**-2,4 %**	**6,4 %**	**22,84**	**14,1 %**	**7,4 %**
Laboratoires	6,42	4,3 %	2,2 %	8,99	40,0 %	2,9 %	12,43	38,4 %	4,0 %
Frais de déplacements des malades	6,20	0,5 %	2,2 %	5,48	-11,6 %	1,7 %	6,44	17,5 %	2,1 %
Prestations en espèces	26,71	1,0 %	9,3 %	41,21	54,3 %	13,1 %	33,52	-18,7 %	10,8 %
Autres prestations	0,76	-1,0 %	0,3 %	2,93	287,6 %	0,9 %	3,35	14,2 %	1,1 %
Total soins exécutés en ville hors produits de santé	**105,98**	**2,9 %**	**36,8 %**	**118,47**	**11,8 %**	**37,6 %**	**124,08**	**4,7 %**	**39,9 %**
Médicaments	37,88	2,6 %	13,2 %	40,18	6,1 %	12,8 %	47,63	18,6 %	15,3 %
LPP (liste des produits et prestations)	10,65	8,7 %	3,7 %	10,18	-4,4 %	3,2 %	10,95	7,6 %	3,5 %
Total produits de santé	**48,52**	**3,9 %**	**16,9 %**	**50,36**	**3,8 %**	**16,0 %**	**58,58**	**16,3 %**	**18,9 %**
Prestations légales - Exécutées en établissements	**133,17**	**8,7 %**	**46,3 %**	**146,06**	**9,7 %**	**46,4 %**	**127,98**	**-12,4 %**	**41,2 %**
Établissements sanitaires publics	85,64	12,0 %	29,8 %	95,10	11,0 %	30,2 %	103,06	8,4 %	33,2 %
Établissements privés	21,55	4,5 %	7,5 %	19,72	-8,5 %	6,3 %	23,96	21,5 %	7,7 %
Établissements médico-sociaux	25,97	2,2 %	9,0 %	31,24	20,3 %	9,9 %	0,95	-96,9 %	0,3 %

Source : données comptables

*En 2021, l'évolution des prestations remboursées au titre du risque maladie atteint **-1,4 %**, soit une baisse des dépenses de **-4,3 M€**. Cette situation est principalement le fait :*

- *pour les soins de ville, (**+8,2 %**, soit une hausse de **+13,8 M€**) :*
  *- les dépenses d'honoraires et de prescriptions enregistrent respectivement une hausse de **+13,9 %** (**+8,7 M€**) et **+19,7 %** (**+12,8 M€**) ;*
  *- les prestatiions en espèces maladie diminuent de **-18,7 %** soit **-7,7 M€**.*
- *pour les soins en établissements, les dépenses baissent de **-12,4 %** soit **-18 M€** :*
  *- les dépenses des établissements médico-sociaux diminuent de **-96,9 %**, soit **-30,3 M€** (en lien avec la prise en charge par la CNSA).*

Les dépenses de santé - risque maternité (en M€)

	2019	Évol. 2019/ 2018	Structure 2019	2020	Évol. 2020/ 2019	Structure 2020	2021	Évol. 2021/ 2020	Structure 2021
Prestations maternité	**23,82**	**-3,5 %**	**100,0 %**	**24,44**	**2,6 %**	**100,0 %**	**28,54**	**16,8 %**	**100,0 %**
Prestations légales - Exécutées en ville	**21,85**	**-3,6 %**	**91,7 %**	**22,43**	**2,7 %**	**91,8 %**	**26,15**	**16,6 %**	**91,6 %**
Omnipraticiens libéraux	0,16	6,0 %	0,7 %	0,14	-10,4 %	0,6 %	0,15	2,4 %	0,5 %
Spécialistes libéraux	1,14	-6,1 %	4,8 %	1,10	-3,5 %	4,5 %	1,21	9,9 %	4,2 %
Total médecins libéraux	**1,30**	**-4,7 %**	**5,5 %**	**1,24**	**-4,3 %**	**5,1 %**	**1,36**	**9,1 %**	**4,7 %**
Dentistes libéraux	0,04	13,4 %	0,2 %	0,05	20,0 %	0,2 %	0,07	35,3 %	0,2 %
Sages-femmes libérales	0,89	7,9 %	3,7 %	0,97	9,1 %	4,0 %	1,16	19,5 %	4,1 %
Total honoraires secteur privé (médicaux et dentaires)	**2,23**	**0,3 %**	**9,4 %**	**2,26**	**1,5 %**	**9,3 %**	**2,58**	**14,1 %**	**9,1 %**
Infirmiers libéraux	0,05	3,8 %	0,2 %	0,06	14,8 %	0,2 %	0,08	32,8 %	0,3 %
Masseurs kinésithérapeutes libéraux	0,09	-1,1 %	0,4 %	0,09	-2,5 %	0,4 %	0,10	21,3 %	0,4 %
Orthophonistes libéraux	0,00	-	0,0 %	0,00	-100,0 %	0,0 %	0,00	-	0,0 %
Orthoptistes libéraux	0,00	-52,3 %	0,0 %	0,00	47,6 %	0,0 %	0,00	77,1 %	0,0 %
Pédicures libéraux	0,00	-	0,0 %	0,00	-	0,0 %	0,00	-	0,0 %
Total auxiliaires médicaux	**0,14**	**0,0 %**	**0,6 %**	**0,15**	**4,0 %**	**0,6 %**	**0,18**	**26,5 %**	**0,6 %**
Laboratoires	0,43	-2,6 %	1,8 %	0,46	7,3 %	1,9 %	0,53	15,2 %	1,9 %
Frais de déplacements des malades	0,01	-46,5 %	0,0 %	0,01	0,5 %	0,0 %	0,01	51,5 %	0,0 %
Prestations en espèces	18,66	-4,2 %	78,3 %	19,17	2,8 %	78,5 %	22,36	16,6 %	78,3 %
Autres prestations	0,01	-	0,0 %	0,00	-99,2 %	0,0 %	0,00	2917,2 %	0,0 %
Total soins exécutés en ville hors produits de santé	**21,47**	**-3,7 %**	**90,1 %**	**22,05**	**2,7 %**	**90,3 %**	**25,67**	**16,4 %**	**89,9 %**
Médicaments	0,16	-11,4 %	0,7 %	0,15	-1,5 %	0,6 %	0,22	44,0 %	0,8 %
LPP (liste des produits et prestations)	0,22	12,6 %	0,9 %	0,23	2,7 %	0,9 %	0,25	11,6 %	0,9 %
Total produits de santé	**0,38**	**1,2 %**	**1,6 %**	**0,38**	**1,0 %**	**1,6 %**	**0,47**	**24,7 %**	**1,7 %**
Prestations légales - Exécutées en établissements	**1,98**	**-2,5 %**	**8,3 %**	**2,00**	**1,3 %**	**8,2 %**	**2,40**	**19,7 %**	**8,4 %**
Établissements sanitaires publics	0,40	-0,6 %	1,7 %	0,41	1,1 %	1,7 %	0,49	19,3 %	1,7 %
Établissements privés	1,57	-2,9 %	6,6 %	1,59	1,3 %	6,5 %	1,91	19,8 %	6,7 %

Source : données comptables

*En 2021 les prestations remboursées au titre du risque maternité progressent de **+16,8 %** (**+4,1 M€**) du fait principalement de la hausse des prestations en espèces maternité de **+16,6 %** (**+3,2 M€**).*

Les dépenses de santé - risque maladie et maternité

	2019	Évol. 2019/ 2018	Structure 2019	2020	Évol. 2020/ 2019	Structure 2020	2021	Évol. 2021/ 2020	Structure 2021
Prestations maladie - maternité	**311,50**	**4,9 %**	**100,0 %**	**339,33**	**8,9 %**	**100,0 %**	**339,18**	**0,0 %**	**100,0 %**
Prestations légales - Exécutées en ville	**176,36**	**2,3 %**	**56,6 %**	**191,26**	**8,5 %**	**56,4 %**	**208,81**	**9,2 %**	**61,6 %**
Omnipraticiens libéraux	11,23	1,3 %	3,6 %	10,25	-8,7 %	3,0 %	11,01	7,4 %	3,2 %
Spécialistes libéraux	24,92	2,0 %	8,0 %	23,07	-7,4 %	6,8 %	26,46	14,7 %	7,8 %
Total médecins libéraux	**36,15**	**1,8 %**	**11,6 %**	**33,33**	**-7,8 %**	**9,8 %**	**37,47**	**12,4 %**	**11,0 %**
Dentistes libéraux	8,03	2,7 %	2,6 %	7,50	-6,5 %	2,2 %	9,03	20,3 %	2,7 %
Sages-femmes libérales	1,14	12,9 %	0,4 %	1,29	12,9 %	0,4 %	1,59	23,4 %	0,5 %
Total honoraires secteur privé (médicaux et dentaires)	**47,61**	**2,9 %**	**15,3 %**	**42,12**	**-11,5 %**	**12,4 %**	**48,08**	**14,2 %**	**14,2 %**
Infirmiers libéraux	10,28	7,7 %	3,3 %	11,03	7,3 %	3,3 %	11,96	8,4 %	3,5 %
Masseurs kinésithérapeutes libéraux	8,42	3,0 %	2,7 %	7,34	-12,8 %	2,2 %	8,91	21,4 %	2,6 %
Orthophonistes libéraux	1,54	2,0 %	0,5 %	1,38	-10,7 %	0,4 %	1,61	17,3 %	0,5 %
Orthoptistes libéraux	0,36	14,4 %	0,1 %	0,37	2,5 %	0,1 %	0,49	32,6 %	0,1 %
Pédicures libéraux	0,04	7,4 %	0,0 %	0,04	1,7 %	0,0 %	0,05	22,4 %	0,0 %
Total auxiliaires médicaux	**20,64**	**5,4 %**	**6,6 %**	**20,16**	**-2,3 %**	**5,9 %**	**23,03**	**14,2 %**	**6,8 %**
Laboratoires	6,85	3,8 %	2,2 %	9,45	37,9 %	2,8 %	12,97	37,2 %	3,8 %
Frais de déplacements des malades	6,21	0,4 %	2,0 %	5,48	-11,6 %	1,6 %	6,44	17,5 %	1,9 %
Prestations en espèces	45,37	-1,2 %	14,6 %	60,39	33,1 %	17,8 %	55,88	-7,5 %	16,5 %
Autres prestations	0,76	-0,2 %	0,2 %	2,93	284,6 %	0,9 %	3,35	14,2 %	1,0 %
Total soins exécutés en ville hors produits de santé	**127,46**	**1,7 %**	**40,9 %**	**140,53**	**10,3 %**	**41,4 %**	**149,75**	**6,6 %**	**44,2 %**
Médicaments	38,03	2,5 %	12,2 %	40,33	6,0 %	11,9 %	47,85	18,7 %	14,1 %
LPP (liste des produits et prestations)	10,87	8,8 %	3,5 %	10,41	-4,2 %	3,1 %	11,21	7,7 %	3,3 %
Total produits de santé	**48,90**	**3,8 %**	**15,7 %**	**50,74**	**3,8 %**	**15,0 %**	**59,06**	**16,4 %**	**17,4 %**
Prestations légales - Exécutées en établissements	**135,14**	**8,6 %**	**43,4 %**	**148,06**	**9,6 %**	**43,6 %**	**130,37**	**-11,9 %**	**38,4 %**
Établissements sanitaires publics	86,04	12,0 %	27,6 %	95,50	11,0 %	28,1 %	103,54	8,4 %	30,5 %
Établissements privés	23,12	4,0 %	7,4 %	21,32	-7,8 %	6,3 %	25,88	21,4 %	7,6 %
Établissements médico-sociaux	25,97	2,2 %	8,3 %	31,24	20,3 %	9,2 %	0,95	-96,9 %	0,3 %

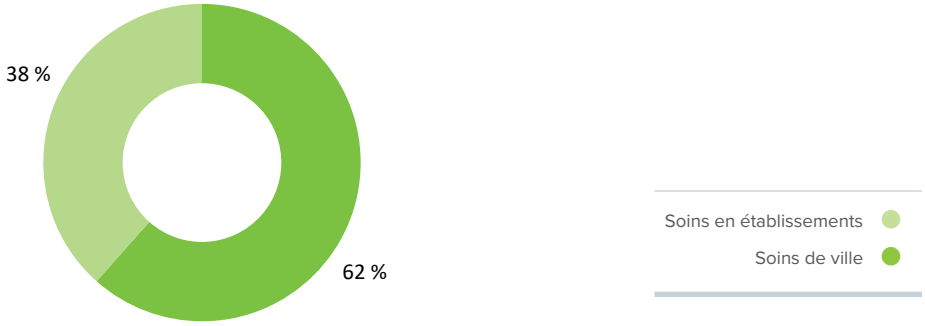
Source : données comptables

*En 2021, l'évolution des prestations remboursées au titre des risques maladie et maternté diminue de **-0,04 %**, soit une baisse des dépenses de **-0,2 M€**. Cette situation est principalement le fait :*

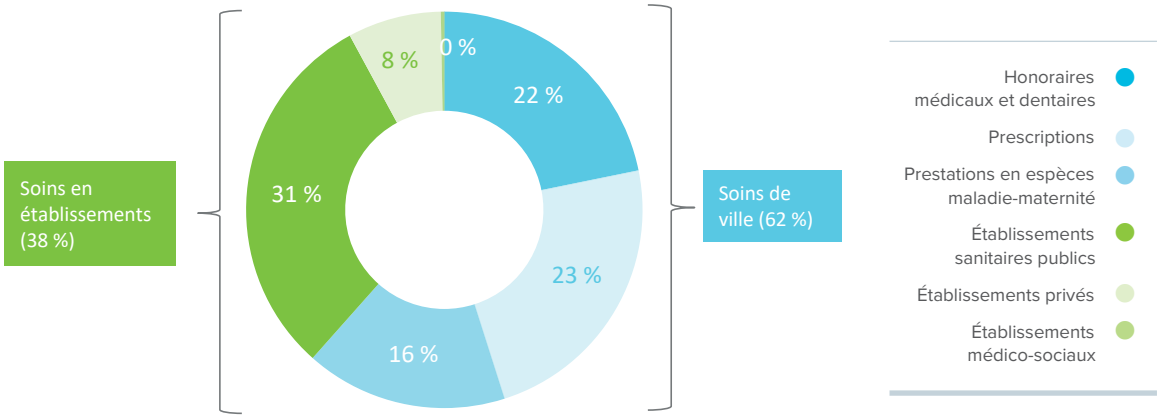
- *pour les soins de ville, (**+9,2 %**, soit une hausse de **+17,5 M€**) :*
  - *des honoraires et prescriptions : **+16,8 %**, soit en valeur **+22 M€**.*
- *pour les soins en établissements, l'évolution des dépenses baisse de : **-11,9 %** soit **-17,7 M€** :*
  - *les dépenses des établissements sanitaires publics enregistrent une hausse de **+8,4 %** soit **+8 M€** ;*
  - *les dépenses des établissements médico-sociaux diminuent de **-96,9 %** soit **-30,3 M€**.*

3 ASSURANCE MALADIE

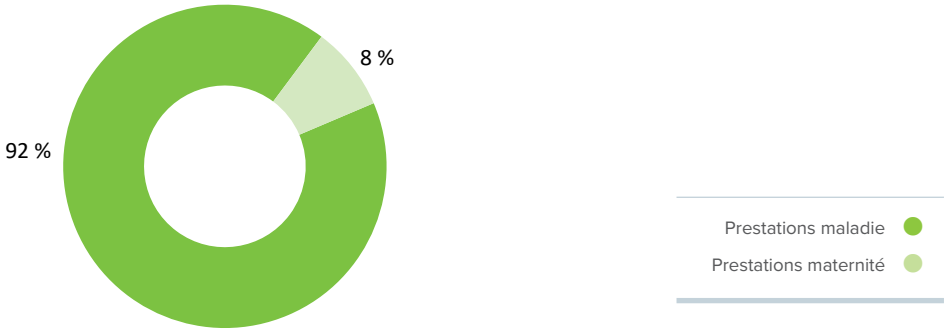
Répartition des soins de ville et des soins en établissements dans le total des dépenses d'assurance maladie-maternité



Structure en pourcentage des postes de santé dans les prestations d'assurance maladie-maternité



Répartition des dépenses maladie et maternité dans le total des dépenses d'assurance maladie-maternité



Contribution des différents postes de santé à la croissance des dépenses

*En 2021, l'augmentation des prestations exécutées en ville (**+17,5 M€**) est liée principalement à la reprise des consultations et des prescriptions en médecine de ville après la baisse enregistrée en 2020 au plus fort de la crise sanitaire. En parallèle, les prestations en espèces reculent fortement du fait de la non reconduction de certaines mesures (arrêts pour garde d'enfant notamment) prises au printemps 2020.*

*S'agissant des soins exécutés en établissements (**-17,7 M€**), la baisse est exclusivement le fait de la suppression de la prise en charge par le régime d'assurance maladie des clercs et employés de notaires des soins en établissements médico-sociaux (mesure PLFSS pour 2021), soit **-30,3 M€** de prestations en moins. à l'inverse, le dynamisme des prestations en établissements sanitaires publics comme privés ne se dément pas (**+12,6 M€**), en lien avec la prise en charge des patients COVID.*

4 ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Les dépenses consacrées aux prestations d'action sanitaire et sociale (**3,6 M€**), enregistrent une hausse de **+13,7 %** en 2021, soit une hausse des dépenses de **0,4 M€** par rapport à 2020.

Parmi l'ensemble des prestations d'ASS, il convient de souligner :

- la baisse du montant des prestations générant des prestations complémentaires (pour l'optique, et l'auditif) de **-7,4 %**, soit un recul de **0,06 M€** ;
- la hausse des prestations extralégales de **+21,6 %** (**+0,5 M€**) entre 2021 et 2020 : l'aide aux vacances enregistre une hausse importante entre 2021 et 2020 représentant une hausse des dépenses de près de **0,4 M€**. À partir de mai 2021, une nouvelle aide à l'aménagement est octroyée (**+0,06 M€** par rapport à 2020).

1 • RÉPARTITION DES AIDES (EN €)

	2019	2020	2021	Évolution 2021/2020	Structure 2021
Prestations et aides sociales	4 746 494	3 185 937	3 623 068	13,7 %	-
Prestations complémentaires	2 150 248	869 551	805 540	-7,4 %	22,2 %
Prestations extralégales	2 596 246	2 316 386	2 817 528	21,6 %	77,8 %
dont les aides créées par le conseil d'administration	*1 740 288*	*1 557 941*	*1 944 541*	*24,8 %*	*53,7 %*
*Accueil du jeune enfant**	568	-	-	-	-
Aide au handicap	20 239	19 693	29 331	48,9 %	0,8 %
Aide ménagère / Complément APA	614 173	515 860	496 222	-3,8 %	13,7 %
*Aide à la téléassistance***	973	955	-	-100,0 %	-
Aide au confort du retraité	19 058	10 460	15 591	49,0 %	0,4 %
Aide à la scolarité	283 980	287 750	227 820	-20,8 %	6,3 %
Aide ponctuelle	149 204	195 099	203 922	4,5 %	5,6 %
*Aide à l'aménagement****	-	-	60 992	-	1,7 %
*Prime à la naissance*****	23 585	-	-	-	-
Aide aux vacances / Aide aux séjours des enfants	628 509	528 124	910 663	72,4 %	25,1 %

Source : Service prévention et action sociale

** Accueil du jeune enfant : l'absence de prestation est due au fait qu'elle est désormais réservée uniquement aux accidents de la vie.*

*** Aide à la téléassistance : ligne budgétaire supprimée (aide intégrée aux aides ponctuelles)*

*** Aide à l'aménagement : à partir de mai 2021.*

***** Prime à la naissance : aide supprimée*

2 • NOMBRE ET MONTANT DES AIDES DIVERSES (EN €)

	Aides sociales accordées par la CAS			Montant des aides versées		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Aide au confort du retraité à domicile	61	34	52	19 058	10 460	15 591
Aide ménagère et APA*	307	249	272	614 173	515 860	496 222
Aide à la téléassistance	-	-	-	973	955	-
Aide ponctuelle	128	118	155	149 204	195 099	203 922
Prime à la naissance**	102	-	-	23 585	-	-
Accueil du jeune enfant**	2	-	-	568	-	-
Aide au handicap	13	9	17	20 239	19 693	29 331
Aide aux vacances / Aide aux séjours des enfants**	2 167	2 006	1 932	628 509	528 124	910 663
Aide à la scolarité**	908	781	707	283 980	287 750	227 820
Aide à l'aménagement***	-	-	23	-	-	60 992
TOTAL	3 688	3 197	3 158	1 740 288	1 557 941	1 944 541

Source : Service prévention et action sociale

** APA : Allocation personnalisée à l'autonomie - À noter que les demandes de renouvellements pour les assurés âgés de plus de 70 ans ne font pas l'objet d'un passage en commission d'action sociale compte tenu de la délégation accordée au directeur.*

*** Les aides à la scolarité, aux vacances, aux séjours des enfants, l'accueil du jeune enfant et la prime à la naissance ne font pas l'objet d'un passage en commission d'action sociale compte tenu de la délégation accordée par cette dernière au directeur.*

**** Aide à l'aménagement : mise en place à partir de mai 2021.*

5 PRÉVENTION

Les dépenses consacrées aux actions de prévention représentent **374 K€** en 2021, en hausse de **+17,31 %** par rapport à 2020.

Parmi les principaux postes de dépenses :

- sur le champ de la prévention bucco-dentaire, les dépenses progressent de **+40 %** et représentent près de **55 %** de l'ensemble des dépenses de prévention ;
- les dépenses liées aux « dépistages des cancers » sont en progression de **+6,60 %** entre 2021 et 2020 et cumulent **32 %** des dépenses.

1 • RÉPARTITION DES ACTIONS DE PRÉVENTION (EN NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES)

	2017	2018	2019	2020	2021
Dépistage du cancer du sein					
Population cible	28 959	29 817	30 463	30 927	31 247
Nombre de bénéficiaires dépistées [1]	9 661	10 062	9 833	9 068	10 593
Nombre de personnes concernées [2]	14 480	14 909	15 232	15 464	15 624
Vaccination contre la grippe					
Population cible	26 803	27 583	27 990	28 357	29 722
Nombre de bénéficiaires dépistés	12 108	13 022	13 647	15 655	14 681
Vaccination ROR					
Population cible	34 471	36 696	37 674	38 671	40 242
Nombre de bénéficiaires dépistés	3 185	3 310	3 317	3 297	3 185
Examens bucco-dentaires					
Population cible [3]	7 800	10 156	13 791	9 882	17 770
Nombre de bénéficiaires dépistés [4]	2 993	3 465	3 351	2 685	3 374

Source : ERASME Régional

[1] Le nombre de bénéficiaires dépistées correspond au nombre de femmes ayant réalisé une mammographie de dépistage du cancer du sein au cours de l'année considérée.

[2] Le nombre de personnes concernées permet de calculer le taux de participation à la campagne de dépistage organisé du cancer du sein. Par construction il correspond à la moitié de la population cible (femmes âgées de 50 à 74 ans) chaque femme étant conviée à réaliser une mammographie tous les 2 ans.

[3] Il s'agit d'un nombre de prises en charge communiquées par la CNAMTS des enfants âgés de 6, 9, 12, 15 et 18 ans jusqu'en 2017. Le dispositif a été étendu en 2018 aux jeunes de 21 et 24 ans.

[4] Bénéficiaires âgés de 6, 9, 12, 15 et 18 ans jusqu'en 2017. Le dispositif a été étendu en 2018 aux jeunes de 21 et 24 ans.

2 • TAUX DE PARTICIPATION AUX ACTIONS DE PRÉVENTION

	2017	2018	2019	2020	2021
Dépistage du cancer du sein [1]	66,72 %	67,49 %	64,56 %	58,64 %	67,80 %
Vaccination contre la grippe [2]	45,17 %	47,21 %	48,76 %	55,21 %	49,39 %
Vaccination ROR [3]	9,24 %	9,02 %	8,80 %	8,53 %	7,91 %
Examens bucco-dentaires [4]	38,37 %	34,12 %	24,30 %	27,17 %	18,99 %

Source : ERASME Régional

[1] Bénéficiaires âgés de 50 à 74 ans.

[2] Bénéficiaires âgés de 65 ans et plus ou atteints d'une affection de longue durée.

[3] 2008-2010 : population cible âgée de 0 à 2 ans / 2011 : population cible âgée de 1 à 17 ans.

[4] Bénéficiaires âgés de 6, 9, 12, 15 et 18 ans jusqu'en 2017. Le dispositif a été étendu en 2018 aux jeunes de 21 et 24 ans.

3 • DÉPENSES POUR LES ACTIONS DE PRÉVENTION (EN €)

	2017	2018	2019	2020	2021	Évolution 2021/2020	Structure 2021
Vaccins antigrippe	12 314	24 358	25 069	34 436	35 837	4,07 %	9,57 %
Bilans de santé	30 967	58 118	35 043	15 453	11 877	-23,14 %	3,17 %
Examens bucco-dentaires	117 777	142 134	178 039	146 815	205 541	40,00 %	54,88 %
Dépistage des cancers	136 356	146 755	106 297	113 311	120 789	6,60 %	32,25 %
Dépistage du cancer du sein	*39 863*	*40 046*	*38 679*	*35 844*	*43 934*	*22,57 %*	*11,73 %*
Dépistage du cancer colorectal	*68 253*	*72 835*	*54 537*	*65 276*	*63 433*	*-2,82 %*	*16,94 %*
Dépistage du cancer du col de l'utérus [1]	*4 610*	*4 797*	*9 339*	*9 516*	*11 743*	*23,40 %*	*3,14 %*
Substituts nicotiniques [2]	*20 177*	*25 700*	-	-	-	-	-
TDR angine [3]	*3 454*	*3 377*	*3 741*	*2 676*	*1 679*	*-37,25 %*	*0,45 %*
Vaccins ROR	7 109	7 678	7 381	6 480	6 279	-3,10 %	1,68 %
Prévention - INPES	0	0	0	0	0	-	-
Provisions et reprises sur provisions	-33 198	8 457	-16 840	2 757	-5 803	N S	-1,55 %
TOTAL	**271 325**	**387 500**	**334 989**	**319 252**	**374 519**	**17,31%**	**100 %**

Source : données comptables CRPCEN

[1] Dans le cadre des dépistages, la ligne dépistage du cancer du col de l'utérus est ajoutée à partir de l'année 2017.

[2] Depuis le 1er janvier 2019, les substituts nicotiniques sont remboursés à 65 % par l'assurance maladie, comme n'importe quel médicament inscrit sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

[3] Dans le cadre des dépistages, la ligne TDR angine (test diagnostic rapide angine) a été ajoutée à partir de l'année 2015.

6 COMPENSATION

Les mécanismes de compensation ont été institués par la loi dès 1974, d'une part entre les régimes d'assurance maladie et d'autre part, entre les régimes de retraite obligatoires. Leur finalité reste aujourd'hui encore de compenser au titre de la solidarité, les déséquilibres résultant des caractéristiques démographiques et des capacités contributives très différentes d'un régime à l'autre.

Sur le champ de la maladie, la LFSS pour 2016 a supprimé la compensation bilatérale maladie entre les régimes obligatoires. Depuis le 1er janvier 2016, la gestion maladie (englobant les gestions maladie, maternité, prévention, la part de l'action sanitaire et sociale relevant de la maladie, l'invalidité et le décès) est désormais financièrement intégrée aux comptes de l'ensemble des régimes d'assurance maladie obligatoire, dans le cadre de la PUMa (Protection Universelle Maladie).

S'agissant de la retraite, nos déséquilibres démographiques, mesurés par le nombre de cotisants rapporté au nombre de pensionnés de droits directs font de notre régime l'un des bénéficiaires de la compensation généralisée vieillesse. Fin 2021, le ratio démographique du régime (rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités de droits directs) atteint **0,86** cotisants pour un retraité de droits directs, contre **0,78** un an plus tôt.

Le montant de la compensation baisse et passe de **50 M€** en 2020 à **32 M€** en 2021.

Cette diminution est principalement le fait de l'amélioration du financement du régime en 2021 avec une hausse des cotisations sur salaires de près de **+18,03 %** entre 2021 et 2020, et une augmentation des effectifs de cotisants salariés et donc du ratio démographique.

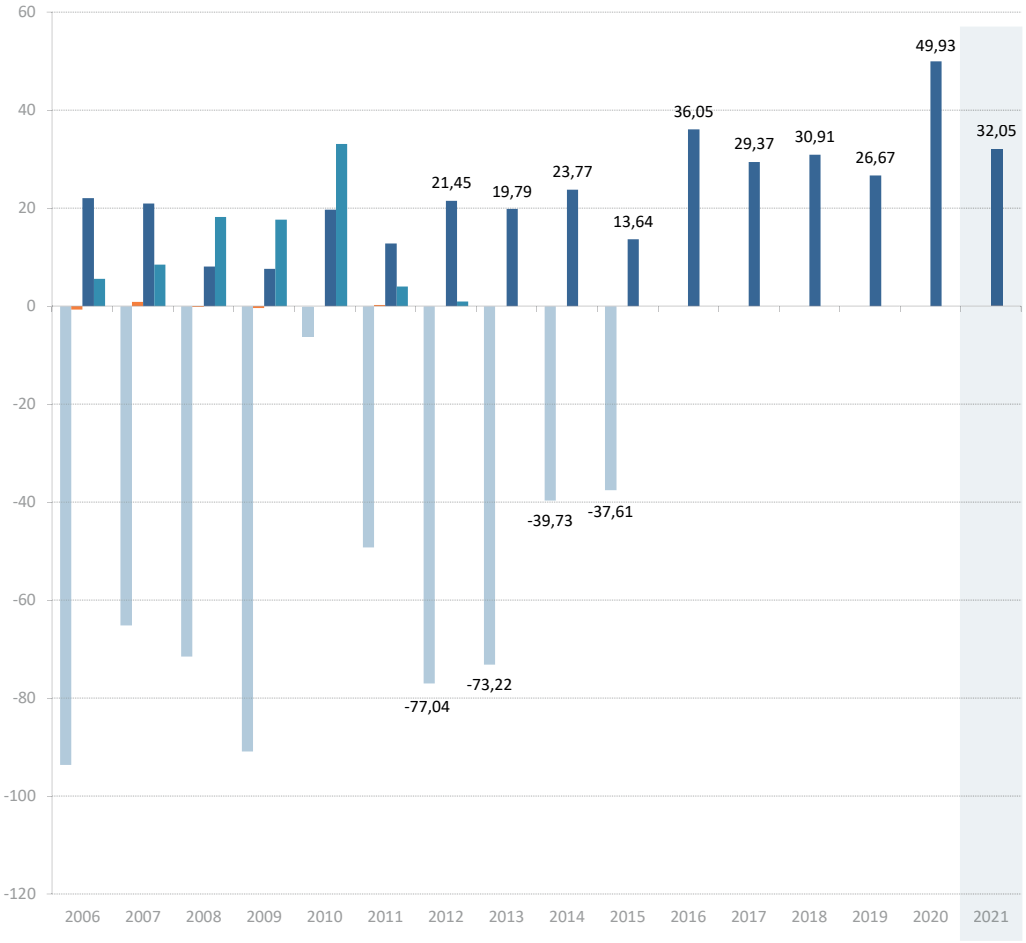
1 • ÉVOLUTION DES MONTANTS DE COMPENSATION

[EN DATE DE MOUVEMENTS COMPTABLES] - EN M€

	Bilatérale maladie	Généralisée maladie	Généralisée vieillesse	Spécifique vieillesse	Total
2006	-93,64	-0,73	22,04	5,52	**-66,82**
2007	-65,17	0,80	20,89	8,43	**-35,05**
2008	-71,57	-0,21	8,02	18,18	**-45,58**
2009	-90,96	-0,44	7,62	17,64	**-66,14**
2010	-6,23	0,00	19,66	33,07	**46,50**
2011	-49,26	0,22	12,78	3,98	**-32,29**
2012	-77,04	-	21,45	0,89	**-54,70**
2013	-73,22	-	19,79	-	**-53,43**
2014	-39,73	-	23,77	-	**-15,96**
2015	-37,61	-	13,64	-	**-23,97**
2016	-	-	36,05	-	**36,05**
2017	-	-	29,37	-	**29,37**
2018	-	-	30,91	-	**30,91**
2019	-	-	26,67	-	**26,67**
2020	-	-	49,93	-	**49,93**
2021	-	-	32,05	-	**32,05**

Remarque : les montants positifs correspondent aux sommes reçues, les montants négatifs aux sommes versées.
La compensation généralisée maladie maternité a été supprimée au 1er janvier 2011.
De même, la compensation spécifique n'est plus effective depuis le 1er janvier 2012.
La LFSS de 2016 supprime la compensation bilatérale maladie entre les régimes obligatoires.

6 COMPENSATION



GLOSSAIRE

Actif (population active) : La population active dite « au sens du BIT » (Bureau international du travail) regroupe la population active occupée et les chômeurs du notariat (ces deux concepts étant entendus selon les définitions BIT).

ALD : Affection de longue durée.

APA : Allocation personnalisée à l'autonomie.

Assuré : Personne soumise à un assujettissement obligatoire au régime des clercs et employés de notaires contre le risque maladie, maternité, invalidité et décès et/ou le risque vieillesse.

Ayant droit : Personne qui tient son droit du fait de ses liens avec un assuré.

Bénéficiaire : Personne protégée qui a droit aux prestations du régime des clercs et employés de notaires. Le bénéficiaire peut être assuré ou ayant droit.

Capital décès : Prestation destinée à atténuer les effets financiers du décès d'un assuré en activité.

CSP : Nomenclature de catégories socioprofessionnelles.

Chômeur : « Au sens du BIT » : personne en âge de travailler qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Compensation : Les compensations relevant de la commission initialement instituée par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1974, puis par l'article 7 de la loi du 21 août 2003, regroupaient initialement quatre types de mécanismes : des compensations bilatérales et une compensation généralisée pour le risque maladie, ainsi qu'une compensation généralisée et une compensation spécifique pour le risque vieillesse. Le dispositif de la compensation généralisée du risque maladie a été supprimé en LFSS pour 2011, la branche maladie des non-salariés agricoles, principaux bénéficiaires de ce dispositif, a été intégrée financièrement au régime général et est devenue bénéficiaire de 30,89 % du produit de CSSS.

Compensation bilatérale maladie : Les compensations bilatérales sont des transferts entre le régime général et six régimes spéciaux pour les prestations d'assurance maladie-maternité. Ces compensations visent à déterminer ce que serait l'équilibre de chacun de ces régimes s'il fonctionnait dans les mêmes conditions que le régime général, tant en ce qui concerne le taux des cotisations que le taux de remboursement des prestations. La définition de cet équilibre permet de déterminer la dette ou la créance de chaque régime spécial envers le régime général. Ce mécanisme correspond à une intégration financière partielle des régimes spéciaux concernés dans le régime général.
Cette compensation a été supprimée par la LFSS 2016.

Compensation généralisée vieillesse : De manière générale, il s'agit de déterminer la situation des différents régimes si on leur appliquait les caractéristiques d'un régime fictif qui servirait une prestation dite de référence et qui recevrait une cotisation moyenne par actif lui permettant de s'équilibrer. Les régimes excédentaires, dans ces conditions de fonctionnement, seront débiteurs à la compensation et les régimes déficitaires, créanciers.

GLOSSAIRE

CSG : Contribution sociale généralisée. Impôt dû par les personnes physiques domiciliées en France pour l'impôt sur le revenu. C'est un prélèvement à la source sur la plupart des revenus, son taux variant selon le type de revenu et la situation de l'intéressé.

La CSG sert à financer une partie des dépenses de Sécurité sociale relevant des prestations familiales, des prestations liées à la dépendance, de l'assurance maladie et des prestations non contributives des régimes de base de l'assurance vieillesse.

Cotisant : Qui paie une cotisation assise sur le revenu professionnel. Le cotisant peut être salarié ou employeur.

Cotisations : Versements des assurés sociaux et de leurs employeurs assis sur le revenu professionnel et destinés au financement de la Sécurité sociale.

Cotisations sur émoluments et honoraires : Versements des employeurs assis sur leurs chiffres d'affaires destinés au financement du régime.

Cotisations sur salaires : Prélèvements des assurés sociaux et de leurs employeurs assis sur le revenu professionnel et destinés au financement du régime.

Cotisations prises en charge par l'État (ITAF) : Impôts et taxes affectés à la Sécurité sociale.

Cotisation maladie sur pension : Cette cotisation de 1 % est prélevée sur l'ensemble des pensions « retraites » servies par la CRPCEN dès lors que la pension est assujettie à la CSG ou à la CRDS en totalité ou partiellement.

Créance contentieuse : Créance non recouvrée ayant fait l'objet d'une mise en demeure.

Décote : Une décote est une réduction définitive appliquée au montant de la pension d'un assuré. Elle s'applique lorsque l'assuré choisit de partir à la retraite alors qu'il n'a pas atteint la durée de cotisation requise pour percevoir une retraite à taux plein.

Durée d'assurance : Ensemble des trimestres réunis par l'assuré.

Droit dérivé/droit de réversion : Avantage attribué au conjoint survivant compte tenu des droits acquis par l'assuré décédé.

Droit direct/droit propre : Droit acquis par un assuré du fait de ses propres cotisations.

Étude : Local de travail d'un officier ministériel et de ses clercs (une étude de notaire, d'avoué).

GLOSSAIRE

Générique (médicament) : Un médicament générique est l'équivalent d'un médicament original (ou «princeps») qui n'est plus protégé par des droits de propriété intellectuelle.

Il présente la même forme pharmaceutique (gélule, comprimé, solution) et la même composition qualitative et quantitative que sa spécialité de référence.

Les spécialités se présentant sous une forme pharmaceutique orale à libération modifiée (FOLM) différente de celle du princeps peuvent être inscrites au répertoire des groupes génériques. Ces spécialités sont désignées comme des spécialités substituables au princeps de référence. Elles ont prouvé leur équivalence avec celui-ci (décret n° 2011 – 149 du 03 février 2011 [FOLM]).

Les médicaments génériques sont soumis aux mêmes normes de sécurité et d'efficacité (article L 5 121-1 du code de la santé publique) que les médicaments de référence.

Un médicament générique est moins cher que le médicament original car il ne nécessite pas de programme de recherche fondamentale ; en effet, la/les molécule(s) qui le compose(nt) a/ont déjà été étudié(es).

Invalide : Personne qui reçoit une pension d'invalidité.

ITAF (impôts et taxes affectés) : Ressources fiscales affectées au financement des prestations sociales ou au financement des dépenses de la Sécurité sociale.

Médiane : Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires..., la médiane est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales.

Ainsi, pour une distribution de salaires, la médiane est le salaire au-dessous duquel se situent 50 % des salaires. C'est de manière équivalente le salaire au-dessus duquel se situent 50 % des salariés.

Minimum vieillesse : Le minimum vieillesse est accordé à toute personne de plus de 65 ans dont les ressources se situent en dessous d'un certain niveau.

Moyenne : La moyenne est l'indicateur le plus simple pour résumer l'information fournie par un ensemble de données statistiques : elle est égale à la somme de ces données divisée par leur nombre. Elle peut donc être calculée en ne connaissant que ces deux éléments, sans connaître toute la distribution.

Notaire : Officier public qui reçoit et rédige les contrats, testaments, actes, etc., auxquels il donne une forme authentique.

Office notarial : Charge d'un notaire et lieu où s'exerce sa fonction.

ONDAM : Objectif national des dépenses d'assurance maladie.

Organisme assimilé : Conseil supérieur du notariat (CSN), Chambres et Conseils régionaux de notaires, caisses de garantie, Mutuelle des clercs et employés de notaire (MCEN), organismes de formation professionnelle et de formation continue, organismes professionnels gérant des services communs... Ces organismes sont assimilés à un office notarial, soit par la loi, soit par arrêtés interministériels.

Pension de vieillesse : Droit personnel attribué en contrepartie des cotisations acquittées au nom de l'assuré.

Pension d'invalidité : Pension accordée à un assuré qui présente un handicap réduisant ses capacités de travail ou de gain d'au moins deux tiers, avant l'âge d'ouverture des droits à pension de retraite à la CRPCEN.

GLOSSAIRE

Prestations complémentaires : Prestations collectives venant en complément des remboursements établis au titre de l'assurance maladie. Ces dernières sont limitées aux dépenses d'optique, de dentaire, d'acoustiques. Elles sont octroyées quelles que soient les ressources de l'affilié de l'organisme d'assurance maladie.

Prestations extralégales : Prestations non obligatoires venant en complément d'aides versées ou ne faisant l'objet d'aucune aide versée par des organismes de la protection sociale. Les conditions d'octroi (conditions d'affiliation, montant de l'aide, plafonds de ressources, ...) des prestations extralégales sont définies par le conseil d'administration ou par délégation, la commission d'action sociale.

Retraité : Personne qui reçoit une pension de retraite.

Ratio démographique : Le ratio démographique rapporte l'effectif cotisant à celui des retraités.

Salaire moyen : Moyenne de l'ensemble des salaires des cotisants.

Salaire médian : Salaire tel que la moitié des cotisants gagne moins et l'autre moitié gagne plus.

Salarié : Personne titulaire d'un ou plusieurs contrats de travail.

Senior : Actif âgé entre 55 et 64 ans.

SEL : Société d'exercice libéral.

SCP : Société civile professionnelle.

SMIC : Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) est le salaire horaire minimum légal en France métropolitaine ainsi que dans les départements d'outre-mer (Dom) et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. Il a été institué par une loi du 2 janvier 1970.

Surcote : Une majoration est appliquée au montant de la retraite pour un assuré qui a l'âge légal de partir à la retraite et qui continue de travailler alors qu'il totalise la durée d'assurance requise pour avoir la retraite à taux plein.

Taux de recouvrement spontané : Rapport entre le nombre de cotisants ayant acquitté leurs cotisations aux dates d'exigibilité et le nombre total de cotisants de la CRPCEN.

Temps partiel : Durée de travail inférieure à la durée légale mentionnée à l'article L.212-1bis du code du travail (35 h).

Temps plein : Durée de travail supérieure ou égale à la durée légale mentionnée à l'article L.212-1bis du code du travail (35 h).

CRPCEN

ORGANISME CERTIFIÉ

Réalisation CRPCEN

Conception graphique Bullegom' - Mai 2022

CRPCEN
Caisse de Retraite et de Prévoyance
des Clercs et Employés de Notaires

Caisse de Retraite et de Prévoyance
des Clercs et Employés de Notaires
5 bis rue de Madrid
75395 PARIS Cedex 08
www.crpcen.fr